

صكنا من الامم

EN AFRIQUE DU SUD

M. Vorster veut rétablir l'ordre « par tous les moyens »

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; France, 70 fr. ; Grèce, 40 dr. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 ¥. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; Tchèque, 20 esc. ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 20
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-22 Paris
Tél. Paris 10 65052
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

QUELLE POLITIQUE A TAHITI ET OUTRE-MER ?

Au-delà des péripéties, parfois pittoresques, du « jeu électoral » tahitien, la démission de M. Francis Sanford, député de Polynésie française, qui fait suite à une longue période de tension à l'Assemblée territoriale, pose un problème de fond : celui de la politique que la France entend désormais conduire outre-mer après l'accession à l'indépendance des Comores et le déblocage de la situation à Djibouti (T.F.A.I.).

De la Nouvelle-Calédonie à Saint-Pierre-et-Miquelon en passant par Tahiti, Wallis et Futuna, cinq « possessions » françaises continuent de vivre sous le statut ambigu de « Territoire d'outre-mer » hérité de l'époque coloniale. Or, pressée par les circonstances, la France a consenti à élargir le T.F.A.I. et — partiellement — les Comores, il semble bien qu'en ce qui concerne ces autres « confettis de l'empire », la politique officielle soit radicalement différente.

Le souci principal du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM est en effet de promouvoir la « bas une » départementalisation, qui est en vigueur depuis 1964 aux Antilles, en Guyane et à la Réunion. Officiellement, deux raisons justifient ce projet : le désir de faire disparaître des statuts jugés anachroniques et celui de consacrer définitivement l'appartenance de ces territoires lointains à la République française. Mais en cherchant à renforcer ainsi juridiquement les liens entre la France et ce qui reste de son empire, le gouvernement poursuit aussi des objectifs plus concrets et moins volontiers reconnus.

Il s'agit de s'assurer, pour l'avenir, l'exploitation des ressources — notamment maritimes — de ces îles parfois minuscules, mais qui bénéficient aujourd'hui, dans le cadre de la grande compétition mondiale pour l'exploitation des océans, d'une singularité « plus-value ». Les conférences internationales successives sur les droits de la mer qui aboutiront bientôt à la règle universelle des deux cents milles marins redonnent beaucoup d'intérêt à des possessions hier encore jugées négligeables. La politique française, vue sous cet angle, participe bien d'une intention « coloniale ».

Les élus autonomistes, qui voient leurs revendications brusquement contrecarrées, s'insurgent naturellement contre ces projets. Ils s'étonnent, en outre, que l'on puisse songer à « réintégrer » en 1976 une départementalisation qui, depuis quarante ans, selon eux, a échoué aux Antilles. Les agitations qui ont secoué récemment la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française s'expliquent d'abord par cette révolte contre un retour au passé. La départementalisation, il est vrai, contrastait à peu près à coup sûr — même à Mayotte — à un durcissement des positions, et les autonomistes n'ont pas tort de craindre d'être rapidement débordés sur leur gauche par les partisans de l'indépendance.

Face à cette levée de bouilliers, Paris tergiverse et parfois recule. A Mayotte, M. Stirn vient de confirmer qu'il renouait à son projet de statut, mais sans cesse pour autant de brandir la « vieille menace du « largage ». Or, les derniers habitants de l'outre-mer seraient en droit d'attendre de la France une politique à la fois plus claire et plus généreuse. Celle qui consisterait, après s'être attaqué résolument aux archaïsmes coloniaux, politiques ou économiques qui subsistent là-bas, après avoir enfin accepté d'ouvrir largement et librement le débat politique, à résulter aux habitants des DOM-TOM non seulement le droit, mais aussi les moyens de choisir leur destin.

LA THAILANDE ET LE CAMBODGE VONT ÉCHANGER DES AMBASSADEURS

(Lire page 32.)

La recherche d'un règlement au Liban

MM. Giscard d'Estaing et Assad

sont d'accord pour la tenue d'une « table ronde »

Le président Assad devait quitter Paris ce samedi 19 juin en début d'après-midi pour rentrer à Damas. Contrairement à certaines rumeurs, il ne pourra donc rencontrer M. Kissinger, qui arrive dimanche soir à Paris pour la réunion de l'O.C.D.E.

Avant son départ, le président syrien devait rencontrer une dernière fois le président de la République et faire publier un communiqué qui a été longuement discuté dans la matinée. La France et la Syrie sont d'accord en tout cas pour favoriser la tenue d'une « table ronde » entre les parties concernées par la crise libanaise. Cette « table ronde » pourrait se réunir à Paris, mais il appartiendrait aux Libanais d'en décider.

● A TEHERAN, où il séjourne, le président égyptien, M. Sadate, a déclaré à la presse que « l'Egypte ne s'opposera pas à une participation militaire de la France aux forces arabes de sécurité au Liban si M. Elias Sarkis, le président élu, le demande ».

● A MOSCOU, où le roi Hussein de Jordanie poursuit sa visite officielle, le souverain hachémite a exprimé, vendredi soir, en présence de M. Podgorny, son « collègue soviétique », à l'occasion de la Syrie au Liban. Le chef de l'Etat soviétique a insisté pour sa part sur la nécessité de « laisser au peuple libanais le soin de rechercher lui-même les moyens de désamorcer ses problèmes ».

● AU LIBAN, où l'évacuation des ressortissants étrangers se poursuit, progressistes et phalangistes s'attendaient samedi à une nouvelle offensive des forces syriennes.

La France et la Syrie sont d'accord pour favoriser la tenue d'une « table ronde » de la réconciliation libanaise.

Le communiqué franco-syrien qui devait être publié dans la journée de ce samedi 19 juin, au moment du départ du président syrien Hafez El Assad, ferait état d'un tel accord. Il ne proposerait pas de lieu pour une telle conférence.

Le président syrien, qui était attendu à l'Élysée peu après-midi pour faire ses adieux à M. Giscard d'Estaing, a indiqué que son objectif était de provoquer le dialogue.

De son côté, M. Ezedine Kalaf, représentant à Paris de l'Organisation de libération de la Palestine, a déclaré que l'O.L.P. était favorable elle aussi à une « table ronde » pour mettre fin à la guerre civile au Liban.

Le communiqué des entretiens Giscard d'Estaing-Assad indiquait aussi, sous une forme qui semble avoir été longuement discutée, l'intention du gouvernement syrien de retirer ses forces du Liban lorsque certaines conditions politiques seraient remplies (cesses-le-feu effectif et remise en marche des institutions).

A Beyrouth, le chef du département politique de l'O.L.P., M. Farouk Kaddoumi, a démenti l'affirmation du président Assad selon laquelle la Syrie était venue au Liban à la demande, entre autres, de l'Organisation palestinienne.

Dans les déclarations qu'il a faites vendredi à Paris, le président Assad s'est efforcé de minimiser les divergences entre la Syrie et les autres pays arabes, faisant peser la responsabilité des confrontations sur « certains éléments » de la résistance palestinienne et disant son espoir que les Arabes régleront « collectivement » la crise libanaise.

Après un second tête-à-tête vendredi matin avec M. Giscard d'Estaing, le président Assad a visité le central téléphonique des Tuileries (la Syrie a commandé en France pour 100 millions de francs de centraux du même type). Le président syrien a été reçu à déjeuner par M. Chirac et les deux délégations ont tenu dans l'après-midi une séance plénière.

Vendredi soir, M. Hafez El Assad a offert à l'hôtel Marigny, sa résidence, un dîner en l'honneur du président de la République. Y assistaient notamment parmi les membres du gouvernement M. Chirac, Pompidou, Lecourt, Sauvagnargues, d'Ornano, Raymond Barre, M. Alain Poirer et Edgar Faure, présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale ; M. Ceyrac, président du C.N.P.F., ainsi que M. Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie et doyen des ambassadeurs arabes à Paris.

(Lire la suite page 2.)

Une mise en garde de l'O.C.D.E. contre les dangers d'une reprise trop vigoureuse

La réunion annuelle à l'échelon des ministres du conseil de l'O.C.D.E. (les dix-neuf pays d'Europe occidentale ainsi que les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) se tiendra à Paris, au château de la Muette, lundi 21 et mardi 22 juin, sous la présidence de M. Panayotis Papailiouras, ministre grec de la coordination et du plan. Quatre sujets sont inscrits à l'ordre du jour. Le plus important, qui sera examiné mardi, a trait à la définition d'une stratégie économique commune dont le but est d'encourager les gouvernements des pays industrialisés à modérer le rythme de la reprise, et à ne pas attendre avant 1980 le retour à une situation de plein emploi. Dans le cas contraire, le risque serait grand, estiment les économistes de l'O.C.D.E., de retomber dans l'inflation, qui conduirait inévitablement à une nouvelle récession.

Les débats sur les deux premiers sujets inscrits à l'ordre du jour des travaux du château de la Muette devraient ainsi se terminer dès lundi soir. L'un est relatif aux sociétés multinationales et devrait aboutir à l'adoption d'une déclaration en trois parties, fruit d'un travail qui a duré plus d'une année et auquel ont été associés milieux professionnels et représentants des mouvements internationaux de syndicats. Ces travaux ont reçu peu d'échos en France, mais ont déjà été largement commentés dans les pays anglo-saxons. La déclaration comprendrait l'engagement d'un certain nombre de normes formant une sorte de code de bonne conduite auquel les sociétés multinationales seraient invitées à se conformer en matière de concurrence, de fiscalité, de publicité des moyens employés pour conquérir les marchés, etc.).

Aux obligations des sociétés correspondrait l'engagement pris par les États membres de leur octroyer le « traitement national », (même régime juridique, fiscal, douanier, etc., que les sociétés nationales).

Les ministres s'entretiendront

également lundi des suites à donner à la conférence de la CNUCED à Nairobi et, d'une façon générale, du dialogue à continuer avec les pays en voie de développement. Beaucoup de pays développés sont convaincus qu'il faut reprendre l'initiative américaine qui a conduit à Nairobi un mauvais sort et qui vise à créer une banque internationale des ressources destinée à financer ou à garantir des projets d'investissement relatifs à l'exploitation des matières premières. L'idée sous-jacente à cette proposition est que les politiques de plus en plus nationales des pays du tiers-monde risquent de décourager les capitaux étrangers et qu'il convient en conséquence de mettre sur pied des mécanismes nouveaux. Le but est à la fois de prévenir dans les pays consommateurs l'apparition de goulets d'étranglement dus à l'insuffisance de la production des matières premières et à assurer aux pays producteurs l'augmentation de leurs recettes d'exportation.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 28.)

Plus de quarante millions d'Italiens sont appelés aux urnes dimanche et lundi

Pour la huitième fois depuis 1946, les Italiens (près de quarante et un millions d'électeurs) élisent, les 20 et 21 juin, les membres de la Chambre des députés et du Sénat. Une partie d'entre eux devront voter également pour des municipalités ou des assemblées provinciales, tandis que les Siciliens désigneront en outre l'Assemblée régionale. C'est la seconde fois depuis qu'il est devenu chef de l'Etat, à la fin de 1971, que M. Giovanni Leone, après avoir dissous le Parlement, a convoqué les

électeurs un an avant l'échéance normale. Qui aura la majorité relative, la démocratie chrétienne ou le parti communiste ? C'est à ce choix — qui a pris un peu une allure de référendum — que s'est progressivement ramené l'enjeu de cette consultation. Cependant, entre les deux grands partis de masse, le parti socialiste est en position d'arbitre.

Les bureaux de vote fermant le 21 juin à 14 heures, les résultats définitifs ne seront connus que le 22 dans la matinée.

LE SOUCI D'EXISTER

par CARLO MAURIZI (*)

d'hier et contre les alliés de demain.

Nous ignorons où sera l'Italie à la fin des années 70, mais nous avons l'impression que ces questions cachent une vision partielle et injuste de son histoire, un jugement hâtif et sommaire des problèmes que le pays se sent de résoudre à des les premières années après son unité.

L'Italie venait à peine d'être constituée qu'elle était déjà hantée par deux sentiments qui

seront les leitmotivs de son histoire nationale : la conscience de sa précarité et le désir de manifester et de justifier sa propre existence. Préoccupations contradictoires parce qu'elles la contraignent à assumer des attitudes opposées, mais en même temps complémentaires. Cependant, entre les deux grands partis de masse, le parti socialiste est en position d'arbitre.

(Lire la suite page 3.)

La fin de l'empire Prouvost

Un communiqué officiel a confirmé, vendredi 18 juin, le rachat par la Librairie Hachette de plusieurs titres du groupe Prouvost, dont « Paris-Match ».

Il y a des situations qui justifient les clichés, et, dans le monde de la presse, M. Jean Prouvost s'était taillé ce qu'il faut bien appeler un empire.

Pour faire un empire, il faut un empereur : il l'était. Des maréchaux, il n'en manquait pas. Des victoires et des défaites ; ces victoires, comme ces défaites, portent des noms de journaux : Paris-Midi, Paris-Soir, Match, Marie-Claire, Télé 7 jours.

La dernière grande guerre fut menée contre la télévision, cette colossale machine à transformer les lecteurs en voyeurs. Elle fut marquée par la chute de Paris-Match (huit cent mille acheteurs perdus en quinze ans) et l'accession de Télé 7 jours, désormais solide numéro un de la presse française.

Pour parachever l'histoire, il fallait les adieux de Fontainebleau. C'est, on le verra, chose faite aujourd'hui.

La sarrèrent les comparaisons, même si les rédacteurs, les cadres et les employés revendiquent le titre de « grognards ».

Dans sa quatre-vingt-douzième année, M. Jean Prouvost prend sa retraite. Plus que l'âge, ce sont les dures lois de l'économie et de la finance qui l'y contraignent. Déjà, il y a plus d'un an, il lui fallait vendre le Figaro à M. Robert Hersant. Au moment où il allait enfin pouvoir régner seul sur le quotidien du Rond-Point, essayer de démontrer que les fulgurants succès de Paris-Midi et de Paris-Soir pouvaient, trente ans après, se renouveler, il dut capituler devant l'opposition des journalistes et devant les charges financières dues au rachat trop rapide des parts de M. Ferdinand Béghin, son ancien associé.

Aujourd'hui tout est consommé. La Librairie Hachette, longtemps en concurrence avec d'autres acheteurs, et notamment avec M. François Michélin, devient seul propriétaire de Télé 7 jours (elle détenait déjà 50 % des actions), de Paris-Match et de Paris-Soir. Les publications féminines seront regroupées sous la houlette des petites-filles de M. Jean Prouvost, qui feront probablement appel à un partenaire industriel et financier.

Ainsi va la presse. Presse-industrie et presse-marchandise, au rythme des transactions actuelles, de celles qui sont chuchotées à l'oreille, de celles qui sont dites à l'encre. L'empire de M. Jean Prouvost, qui avait été le plus grand des éditeurs de la presse du dimanche, il suffirait qu'un jour les banques, ces insatiables maraudeuses, unissent les destinées de la Librairie Hachette et de M. Robert Hersant.

JACQUES SAUVAGET.

(Lire nos informations page 11.)

La réforme Haby

REPRÉSENTANTS DES PERSONNELS ONT QUITTÉ LA REUNION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

DE LA POLICE FÉDÉRALE ARGENTINE INCITÉ D'UN ATTENTAT

GRÈVE À L'UNIVERSITÉ DE COMPTON

LE MINISTRE DES RESSOURCES MARITIMES A DÉPOSÉ UNE LOI

LA FAMILLE DE CREN VIENT EN TRAITEMENT ANTIRHUMATISME

REVENUS ÉLEVÉS de 8,50 à 11,60%

CRÉDIT DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENT

LA THAILANDE ET LE CAMBODGE VONT ÉCHANGER DES AMBASSADEURS

هكذا من اجل

EUROPE

Espagne

FACE A LA REPRESSION « SÉLECTIVE » DU GOUVERNEMENT Les divisions paraissent s'accroître au sein de l'opposition démocratique

De notre envoyé spécial

Madrid. — M. Rafael Calvo Serer, libéré vendredi, sous caution, de la prison de Carabanchel (le Monde du 19 juin), a réclame, au cours d'une conférence de presse, une action énergique de la Coordination démocratique pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques. M. Calvo Serer, membre du groupe des démocrates indépendants de la Coordination, lui-même libéré au début de la semaine après trois mois d'incarcération, a carterment demandé une amnistie générale en faveur de tous les militants de gauche, y compris ceux du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) et de l'Organisation séparatiste basque (ETA). Parmi les prisonniers de Carabanchel se trouvent, entre autres, les leaders ouvriers de Victoria, des dirigeants importants du parti communiste, en particulier M. Santiago Alvarez, arrêté la semaine dernière à Madrid, et Simon Sanchez Montero. Ce dernier, qui compte déjà près de vingt ans de prison, risque une nouvelle peine de dix-huit ans. La répression « sélective » de l'opposition est une donnée politique essentielle de la situation actuelle. Elle vise évidemment et non sans succès à dissocier les forces disparates théoriquement regroupées au sein de la Coordination démocratique.

Le thème de l'amnistie, présenté comme prioritaire, il y a encore trois mois, par la Coordination, semble en effet un peu oublié. Aucun représentant des formations modérées de la Coordination, socialistes, démocrates chrétiens ou libéraux, ne participait, vendredi, à la conférence de presse de M. Calvo Serer. En revanche, M. Calvo Serer, très analysé, et M. Aguado, dirigeant du parti du travail, marxiste-léniniste, étaient présents.

Des fissures

Les leaders de la Coordination ne sont pas d'accord sur le thème d'abandonner cette « rupture négociée » avec les secteurs libéraux du régime. Toutes les nuances existent, depuis le rejet a priori de toute possibilité réelle d'évolution démocratique jusqu'à l'approbation d'un « pacte » publiquement offert par certains ministères. Les fissures, pour ne pas dire plus, qui aient existé dans le camp de l'opposition de gauche pourront-elles longtemps être dissimulées ?

Vendredi, à l'issue d'un conseil qui s'est prolongé toute la journée, les ministères libéraux ont remporté une petite victoire sur les ministères conservateurs, qui réclamaient une sanction exemplaire contre la revue *Cambio 16*.

La fermeté de M. Martin Garmez, ministre de l'information, qui avait menacé de démissionner en cas de sanction contre

Cambio 16, a été payante. La droite franquiste, la seule à bénéficier de la perspective d'une crise qu'elle n'est pas encore tout à fait certaine de contrôler. Mais les poursuites sont maintenues contre le journal, on lui reproche une caricature du roi publiée pendant le voyage aux États-Unis et un dossier sur les tortures.

C'est aux Cortès et au conseil national du Mouvement, la semaine prochaine, que la bataille entre libéraux et franquistes orthodoxes va reprendre. Signe d'un compromis difficile : le conseil des ministres de vendredi a décidé que le 24 juin, jour de la Saint-Jean et fête du roi Juan Carlos I^{er}, serait désormais fête officielle. Mais le 15 juillet, anniversaire du soulèvement franquiste de 1936, et le 12 octobre, qui commémore la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, restent les seules fêtes nationales. En revanche, le 1^{er} avril, fête de la victoire franquiste de 1939, disparaît. Sa célébration, cette année, a fait l'objet d'une polémique aiguë au sein du gouvernement, certains voulant la transformer en jour des forces armées. Les ministères militaires et les néo-franquistes avaient finalement réussi à imposer la célébration de la victoire sur la République. Ce sera la dernière fois.

MARCEL NIEDERGANG.

A L'OCCASION DE LA VENUE A PARIS DU PRÉSIDENT DU PEN-CLUB HONGROIS

Une « table ronde » sur la « liberté de création et la démocratie culturelle »

A l'occasion de la venue à Paris de M. Ivan Boldissar, président du Pen-Club de Hongrie, l'Institut hongrois avait convié, le 17 juin, une vingtaine d'écrivains, de critiques et d'universitaires français à une « table ronde » sur la « Liberté de création et la démocratie culturelle en Hongrie ». Dans son exposé, M. Boldissar a rappelé le rôle politique qu'ont toujours joué les écrivains et les poètes hongrois et les liens qui ont toujours uni en Hongrie la littérature et la lutte contre les oppresseurs. Selon lui, la notion d'engagement, chère à Sartre, devient, avec le socialisme, Souffrant le destin tragique d'assassinats, de répression — qui avaient été le lot de tant d'écrivains hongrois révolutionnaires, il insista sur l'importance que l'on n'avait cessé d'accorder à l'écrivain et au poète qui s'attachait à son activité, la conscience aiguë de la responsabilité qu'on exigeait de lui n'étant que la contrepartie du rôle qu'il était appelé à jouer.

Répondant à une série de questions, M. Boldissar a affirmé que la liberté était la condition nécessaire à toute création et que les seules idées qu'il fallait empêcher d'exprimer étaient le racisme, la pornographie et l'exploitation à la violence si la littérature et le cinéma hongrois ne manquent pas d'actualité dans leurs critiques politiques. Il regrette que beaucoup d'Occidentaux ne sachent pas distinguer une « littérature contestataire » d'une « littérature oppositionnelle ». Critiquer des injustices au sein du socialisme, c'est travailler à sa construction et non contre lui. Les rapports entre la littérature hongroise et les écrivains hongrois

Suède

MALGRÉ LES PROTESTATIONS DE LA GAUCHE Stockholm fête le mariage du roi Carl XVI Gustav

De notre correspondant

Stockholm. — Le roi de Suède Carl XVI Gustav épouse, ce samedi 19 juin, à Stockholm, Mlle Silvia Sommerlath, fille d'un industriel allemand. C'est le premier mariage royal célébré en Suède depuis celui de Gustav IV Adolf avec Frederika von Baden, en 1797.

Les temps ont changé. Au dix-huitième siècle, la cérémonie était entourée d'un faste et d'un luxe exubérants. Aujourd'hui, elle se caractérise par cette « grandeur simple » dont les Suédois ont le secret. Il faut dire aussi que le jeune roi n'a plus à présent aucun pouvoir, sinon celui de représenter son pays à l'étranger. Depuis 1975, il paie même des impôts sur sa fortune.

Les royalistes, qui sont en majorité en Suède, vivent un grand jour. Ils s'imaginent la social-démocratie de vouloir tuer la monarchie à petit feu. Les royalistes, eux, n'ont observé aucune trêve. Au contraire, la presse socialiste et communiste a abondamment souligné, ces dernières semaines, le caractère anachronique de la monarchie dans un État moderne. Depuis plus de soixante-dix ans, les sociaux-démocrates ont mis la procla-

mation de la République en tête de leur programme. Il serait temps, estiment les royalistes, de passer à des actes. Nous en sommes encore loin !

Plusieurs organisations ont cependant boycotté le mariage. C'est le cas de L.O., la Confédération générale du travail, qui a décliné l'invitation, et du groupe communiste au conseil municipal, qui entend protester contre « le gaspillage qui est ainsi fait de l'argent du contribuable ».

Dans le grand parc de Garde, les associations de gauche ont organisé un mariage du peuple, un grand pique-nique, au cours duquel tous ceux qui en expriment le désir pourront se marier civilement.

Mais, ce samedi tout le monde est un petit peu royaliste en Suède.

ALAIN DEBOVE.

Amérique

Ethiopie

Le gouvernement militaire annule la « marche rouge » sur l'Érythrée

Le gouvernement militaire provisoire éthiopien a décidé d'interrompre la « marche rouge » qui devait amener plusieurs dizaines de milliers de paysans armés en Érythrée. Da source informée, on indiquait la veille 17 juin à Addis-Abeba que de nombreux paysans, transportés dans le courant du mois de mai aux frontières de l'Érythrée à bord de camions et autobus réquisitionnés, avaient commencé à regagner leurs foyers.

Aucune raison n'est invoquée pour justifier cette annulation d'une « marche » qui n'avait, il est vrai, jamais été officiellement annoncée, et dont l'organisation sous la pression de l'armée d'occupation avait suscité des divergences au sein même du DERO. Des difficultés logistiques considérables, des pressions américaines, et peut-être le souci de ne pas compromettre les chances d'une reprise des négociations avec une partie de la rébellion érythréenne, paraissent avoir pesé sur cette décision.

Les porte-parole de la rébellion à l'étranger affirment de leur côté — notamment dans un communiqué diffusé à Paris le 14 juin — que c'est la résistance elle-même qui a mis en déroute les « cinq mille soldats éthiopiens (entourés par les Israéliens) soutenus par les chars et l'aviation qui ont tenté, pendant six jours, d'ouvrir la voie aux « marcheurs » et ont regagné leurs casernes après avoir subi de lourdes pertes ».

Les représentants de la rébellion démentent, en outre, catégoriquement que des négociations aient été engagées entre la résistance et le régime d'Addis-Abeba, dont une députation conduite par le major Sissal et M. Haile Fida, président du « bureau politique », séjourne depuis plusieurs semaines à Asmara.

En revanche, il se confirme que de nouvelles et graves scissions se sont produites au sein de la rébellion érythréenne à la suite des réunions tenues à Khartoum du 18 au 23 mars, réunions qui avaient pour but de mettre au point un accord entre les différentes tendances représentées au sein des maquis. La première rupture est intervenue entre la « mission extérieure » des Forces populaires de libération (P.L.F.), dirigée par M. Osman Saleh Sabbe, et la direction intérieure de M. Issayas Alewarki. Ce dernier a refusé d'entamer un rapprochement, voire une unité d'action, avec le P.L.F. obtenu par les régimes arabes conservateurs. Cette « unité », écrit M. Issayas, servirait uniquement les intérêts de la mission extérieure et lui permettrait de continuer à imposer un contrôle exclusif de la révolution érythréenne et d'exercer une déviation politique. Aujourd'hui, alors que la « mission extérieure » continue de contrôler le ravitaillement en armes de la rébellion, assurés par les pays arabes, la situation du « groupe Issayas » paraît critique.

Une seconde scission s'est produite, au sein même des P.L.F., entre M. Issayas et les éléments marxistes les plus radicaux, soutenus principalement par la jeunesse érythréenne. Plusieurs de ces jeunes marxistes — MM. Yohannes Sibhau, Musella Tessa Michael, Asework Teklu et d'autres — ont été arrêtés par la police, accusés d'espionnage ou de « trahison », auraient été récemment exécutés, tandis qu'une quinzaine de leurs camarades étaient arrêtés sur ordre de la direction des P.L.F.

Le régime militaire d'Addis-Abeba, qui vient de son côté d'obtenir la fermeture du bureau de la rébellion érythréenne à Aden (Yémen du Sud), s'efforce aujourd'hui de tirer parti de cette confusion régnant à nouveau dans les maquis. Le DERO a entrepris le 17 juin à Asmara une campagne d'opérations pour informer la population du « programme en neuf points » proposé le 18 mai dernier, et prévoyant notamment une autonomie régionale, une amnistie partielle et l'organisation de pourparlers officiels avec les éléments « progressistes » de la province.

J.-G. G.

Argentine

UNE JEUNE FILLE SERAIT RESPONSABLE DE L'ASSASSINAT DU CHEF DE LA POLICE

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Selon la police argentine, c'est une jeune fille de dix-huit ans, Anna Maria Gonzalez, qui est responsable de l'assassinat qui a coûté la vie, dans la nuit de jeudi à vendredi, au général Cesario Cardozo, chef de la police. Mlle Gonzalez, qui est une amie intime du fils du général et appartenait à un groupe d'extrême gauche, aurait dissimulé sous le lit du chef de la police un engin à retardement. La femme du général Cardozo et sa fille ont été blessées par l'explosion.

La police n'a pas réussi jusqu'à présent à arrêter Anna Maria Gonzalez et l'état d'urgence a été maintenu à Buenos-Aires. D'autre part, un prêtre français, le Père Jacques Revenot, a été expulsé par les autorités argentines et a quitté Buenos-Aires le 18 juin à destination de Paris. Le Père Revenot qui vivait dans le nord du pays, près de la frontière uruguayenne, depuis dix ans, est accusé de « s'être livré à des activités contraires à la sécurité de l'État ». Vivant parmi les agriculteurs les plus pauvres et participant au fonctionnement des lignes agraires, il avait été arrêté par la police le 10 novembre 1975 alors qu'il célébrait la messe. Sa longue détention avait suscité de nombreuses interventions, dont celles, répétées, de l'ambassade de France.

Allemagne fédérale

POLÉMIQUE ENTRE L'AVOCAT D'ULRIKE MEINHOF ET LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

M. Klaus Croissant, avocat d'Ulrike Meinhof, qui s'est suicidée le 9 mai en prison, a été vivement critiqué au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, vendredi 18 juin, l'attitude du parti socialiste français, qui a-t-il affirmé, s'est refusé à le recevoir bien qu'un rendez-vous eût été pris pour une rencontre qui devait avoir lieu au siège même du P.S. jeudi 17 juin en fin d'après-midi. M. Croissant s'est défendu, lors de la conférence, de réserver alors qu'une lettre d'invitation, datée du 10 juin (provenue au cours de la conférence), lui avait annoncé qu'il serait reçu à l'occasion de la conférence d'Ulrike Meinhof par un membre du comité directeur du P.S. et un avocat socialiste français.

« J'avais demandé à plusieurs reprises cette invitation écrite, car elle m'était nécessaire pour quitter légalement le territoire allemand », a-t-il précisé l'avocat.

Puis M. Croissant a expliqué les raisons de sa visite aux socialistes français : « Nous voulons attirer leur attention sur la situation des prisonniers politiques en Allemagne et, en outre, de documents, les informer particulièrement sur les méthodes employées pour détruire physiquement les détenus, limiter les droits de défense, etc. Nous désirons aussi montrer le rôle réactionnaire du S.P.D. et obtenir des socialistes français un soutien dans notre combat en faveur des militants emprisonnés ».

Roumanie

UN POÈTE D'ORIGINE ALLEMANDE EST INCARCÉRÉ POUR DÉLIT D'OPINION

Le jeune poète roumain d'origine allemande, William Totok a été arrêté à la fin du mois d'octobre en Roumanie et se trouve encore en détention provisoire, annonçant ses amis. Il appartenait au groupe d'action marxiste du Banat, créé en 1972, et qui, depuis un an, est soumis à de fortes pressions en raison de son attitude critique à l'égard du pouvoir établi. Perquisitions, arrestations, interrogatoires, service militaire anticipé et interdiction de publier ont frappé peu à peu tous les membres du groupe. Dans une lettre parvenue en Occident, William Totok écrit : « On veut me poursuivre pour le caractère prétendument hostile à l'État de mes écrits. C'est une prétendue faute d'opinion. Selon l'article 115 du code pénal, ce délit est puni de dix à quinze ans de prison. »

L'évaluation de mes œuvres littéraires est faite exactement comme cela se faisait dans les années 50, par K. Stret, I. Bojor et Nistor, professeurs à la faculté de philosophie de Temesvar. Ils me reprochent notamment d'avoir cité dans une lettre un fragment d'une poésie soviétique, qui disait : « Consolation après la conférence en Europe : mes textes sont aussi blancs que les plumes de la colombe de la paix ».

(1) Accusé de « complicité criminelle avec la bande à Sadler », M. Croissant a été incarcéré deux mois puis remis en liberté, mais il s'est vu refuser l'entrée en France. L'identité est entre les mains du parquet.

● ERRATUM. — Dans notre information sur une toute nouvelle émigration pour une tournée dans le monde (le Monde du 13-14 juin), nous avons commis l'erreur d'attribuer à la Suède l'île de Bornholm, qui appartient au Danemark.

Jean-Pierre Roux et Philippe Gaillard

Après le repli portugais CETTE FOIS L'AFRIQUE NOIRE

Préface de Claude Cheysson

Un ouvrage indispensable pour suivre
et anticiper l'évolution du sud de l'Afrique

Vient de paraître (Prix 30 francs)

aux CAHIERS DE LA FONDATION
POUR LES ÉTUDES
DE DÉFENSE NATIONALE

Hôtel des Invalides
75007 PARIS

**Voyages d'étude
en ISRAËL
en ÉCONOMIE
GESTION
INFORMATIQUE**
Information et intégration
professionnelle
du 12 au 26 août
(prolongation possible)
1.450 F tout compris
Renseignements au :
MOUVEMENT DE L'ALBA
EN FRANCE
52, rue Richer - 75009 Paris
Tél. 70-43-33

APPEL DE L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE POUR LE SOUTIEN AUX PEUPLES LIBANAIS ET PALESTINIEN

Le blocus et les bombardements exercés par l'armée syrienne depuis plus de 12 jours sur plusieurs zones, notamment les quartiers ouest de Beyrouth, rendent la situation des populations, déjà très éprouvées, absolument dramatique :

Manque d'eau et pénurie alimentaire pour les produits de base (farine, légumes, sucre, fruits...);

Situation sanitaire catastrophique, outre l'épuisement des stocks de médicaments et ceux rendus inutilisables par les coupures d'électricité, des risques d'épidémie très sérieux pèsent sur les populations.

La vie de milliers de civils est menacée.

L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE LANCE UN APPEL URGENT :

— A l'aide financière pour l'achat de vivres, de médicaments, de vaccins, de plasma sanguin...

— Aux volontaires (chirurgiens, médecins, infirmiers) prêts à partir dès que possible.

ADRESSEZ VOS DONTS ET CANDIDATURES :
A.M.F.P., 24, rue de la Réunion 75020 PARIS
Tél. 370-01-56 - C.C.P. LA SOURCE 34 521 83

LES ÉMEUTES

Vorster donne l'ordre de rétablir l'ordre

Les émeutes semblant continuer à se développer dans les zones urbaines, le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

Le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

Le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

Le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

Le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

Le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

Le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

Le général Vorster, chef de l'armée sud-africaine, a donné l'ordre de rétablir l'ordre dans les zones urbaines.

AFRIQUE

LES ÉMEUTES RACIALES EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

M. Vorster donne instruction à la police de «rétablir l'ordre par tous les moyens»

La violence des émeutes semblait quelque peu décroître, ce samedi 19 juin au matin, en Afrique du Sud. La veille, huit villes noires proches de Johannesburg, ainsi que plusieurs universités dans l'ensemble du pays, avaient été le théâtre de sanglants affrontements.

La police a interdit à la presse locale de publier le bilan des troubles, mais toutes les

agences de presse font état de plus de cent morts et d'un millier de blessés.

En dépit de la gravité de la situation — dont le Conseil de sécurité de l'ONU a été saisi dans la nuit de vendredi à samedi, — le premier ministre, M. Vorster, a maintenu son intention de quitter Le Cap ce samedi pour se rendre en Allemagne fédérale, où il doit rencontrer M. Kissinger les 23 et 24 juin.

Correspondance

Johannesburg. — Au troisième jour d'émeutes sanglantes et alors que le pays paraissait menacé d'une explosion généralisée de troubles raciaux, le premier ministre, M. Vorster, est sorti, le vendredi 18 juin, de son silence pour déclarer avoir donné instruction à la police de «rétablir l'ordre à tout prix et d'user de tous les moyens nécessaires à cet effet». M. Vorster a ajouté : «Ce qui se passe actuellement résulte d'une décision délibérée de créer la panique et d'opprimer Blancs et Noirs.»

Commentant ces instructions de fermeté, le général J. Visser, chef de la police du Transvaal, s'est exclamé : «Ma patience était à bout. Nous allons utiliser désormais des méthodes plus rudes. J'ai, enfin, le soutien des autorités que je désire.»

Toutefois, les émeutes se sont étendues à huit villes des environs de Johannesburg tandis que, au Zoulouland, des étudiants noirs en révolte ont incendié les bâtiments administratifs de leur université et attaqué les domiciles des Blancs. Dans le nord du Transvaal, des étudiants ont, près de Pietersburg, tenté de mettre le feu à la faculté de langue africaine. D'ores et déjà, l'ampleur des troubles et leur rapide extension dépassent en gravité les émeutes de 1960 à Sharpeville. Le premier ministre a fait savoir que tous les établissements d'enseignement endommagés seraient fermés pour une durée indéterminée.

Dans la nuit de vendredi à samedi, des policiers, appuyés par des unités blindées de l'armée, ont pris position autour de la ville d'Alexandria, près de Soweto, où douze jeunes Noirs avaient été tués dans l'assaut par les forces de l'ordre. Un officier de police participant à l'opération nous a dit : «La situation s'aggrave, mais elle est encore contrôlable. Nous sommes soutenus par des détachements de l'armée de terre, de la marine et de l'aviation prêts à intervenir en des points stratégiques et nous pouvons recevoir des renforts de police de Pretoria.»

Les chirurgiens opèrent sans interruption

Dans le faubourg africain de Tembisa, des manifestants ont défilé dans les rues, brûlant les maisons, pillant les débris de boisons, retournant les voitures et attaquant les passants blancs. A l'hôpital Baragwanath de Soweto, les chirurgiens opèrent sans interruption, tandis qu'à l'extérieur la police lance des grenades lacrymogènes et ouvre le feu contre les assaillants.

Le chef Gathsha Buthelezi a lancé, vendredi, un appel aux étudiants de l'université de Zoulouland leur demandant de «ne pas se livrer à des destructions aveugles. Je comprends trop bien, a-t-il dit, les griefs et les frustrations de mon peuple, mais des étudiants ne sont pas des émeutiers et devraient prendre leurs responsabilités.»

En de nombreux endroits, la police, débordée et épuisée, perd son sang-froid. Ainsi avons-nous vu, à Alexandria, un détachement ouvrir le feu sur des jeunes Noirs qui avaient une attitude hostile, mais ne passaient nullement à l'attaque, et auraient pu être dispersés par un simple tir d'intimidation. De nombreux témoins confirment que la règle selon laquelle on ne tire pas sur une foule, sauf légitime défense et danger immédiat, n'est plus respectée. De même, les pillards sont abattus à vue.

L'un des dirigeants de l'Université en Afrique du Sud, le docteur Erich Laister, nous a déclaré, vendredi : «Les présents événements marquent le début de la nouvelle ère dans laquelle les Blancs auront cessé de contrôler exclusivement le pouvoir politique.»

La LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme) dans un communiqué où elle dénonce «l'attitude incroyable d'une poignée de racistes qui a tiré sur des enfants», appelle à se joindre à la manifestation qui aura lieu le 21 juin à 17 h. 30 devant l'ambassade d'Afrique du Sud. La G.O.T., dans un communiqué, appelle elle aussi à participer à cette manifestation pour protester contre «les massacres» de Soweto et le mouvement de la jeunesse communiste de France demande à la jeunesse «de se rendre à cette manifestation pour exprimer sa colère et son indignation».

«Regarde le pouvoir noir...»

Alexandra (A.F.P.). — L'émeute a gagné, vendredi, Alexandria, seconde grande ville noire des faubourgs de Johannesburg, aux rues de terre battue, où vivent quelque soixante mille Noirs, souvent dans des baraquements en tôle. Nous avons réussi à passer le barrage de police et à entrer dans la ville avec un groupe de travailleurs noirs qui rentraient chez eux.

Quelques minutes auparavant, un automobiliste noir qui n'avait, semble-t-il, pas voulu s'arrêter, avait été abattu par la police. Alors que son corps ensanglanté et celui de son passager blessé étaient retirés du véhicule par des habitants du quartier, la foule en colère commençait à lapider les forces de l'ordre.

Il était près de midi. Avec quelques Noirs, nous sommes montés sur une colline qui domine Alexandria. La ville, plus petite que Soweto, est encore plus pauvre. «Tu vois ça, mon gars», dit l'un des hommes du groupe, «regarde le feu. Si tu descends là-bas, tu verras vraiment ce que c'est que le pouvoir noir.»

Près des premiers baraquements en tôle, trois Noirs viennent de piller une boutique, et, munis de bidons, ils ont arrosé le sol d'essence et y ont mis le feu.

«Amandla, Alexandria!»

PLUSIEURS GOUVERNEMENTS OCCIDENTAUX CRITIQUENT PRETORIA

Les condamnations de la politique sud-africaine se multiplient dans le monde. Le Conseil économique des Nations, à Genève, dénonce «la répression policière intolérable» et les délégués de plus de cent dix pays membres de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) «ont voté avec horreur l'intensification de la collaboration militaire, politique et économique entre le régime d'apartheid de Pretoria et les puissances occidentales, en particulier la France».

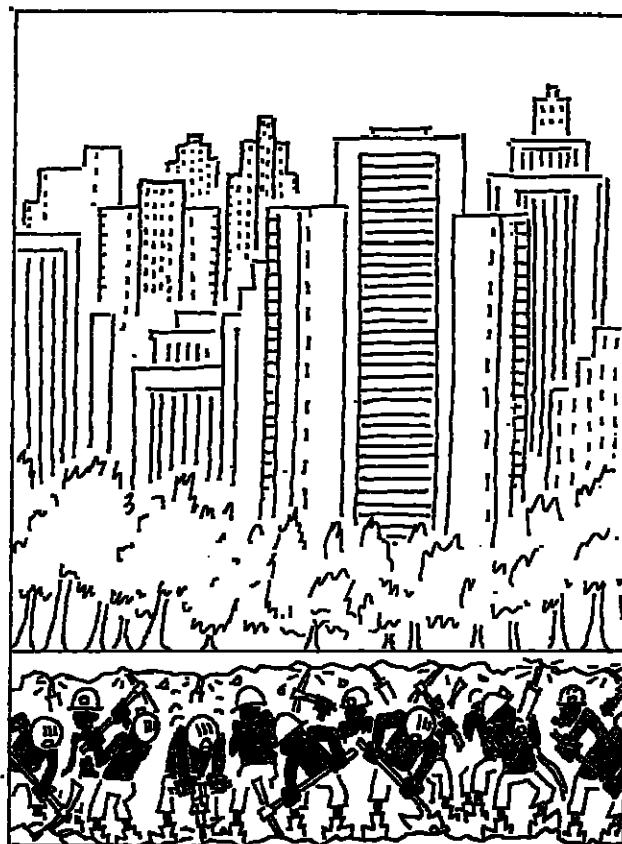
Le porte-parole du gouvernement de Bonn voit dans les émeutes «une démonstration malheureuse de ce qui ne va pas en Afrique du Sud», tandis que le premier ministre suédois, M. Olof Palme, condamne «la brutalité et l'injustice» de Pretoria, ainsi que le ministre norvégien des Affaires étrangères et le premier ministre néerlandais.

A Paris, aucune réaction officielle aux événements d'Afrique du Sud n'était enregistrée samedi en fin de matinée.

La France et le Transkei

Au cours de la séance des questions orales vendredi 18 juin, au Sénat, M. Guyot (P.C.), a demandé au ministre des Affaires étrangères quels engagements avait pris le gouvernement français auprès du régime sud-africain quant à la reconnaissance du Transkei, lorsqu'il se verra accorder, en octobre 1976, une pseudo-indépendance. Il souhaitait aussi connaître la position du gouvernement au sujet de la reconnaissance des colonies du régime sud-africain d'apartheid, que sont les Bantoustans.

Réponse de M. Desmarest, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères : «Le gouvernement français n'a pris d'engagement d'aucune sorte à cet égard auprès du gouvernement sud-africain et rien ne peut faire préjuger son attitude. Les deux problèmes mentionnés sont l'objet de conversations avec les autorités de Pretoria. Nos attitudes se dessinent. Nous tiendrons le plus grand compte de l'attitude des pays africains de l'O.C.A.»



(Dessin de KONK.)

Le Conseil de sécurité s'est réuni à la demande du groupe africain de l'ONU

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi 18 juin à 22 heures à la demande de trois de ses membres (les délégués de Tanzanie, du Bénin (ex Dahomey) et de Libye), mandatés par le groupe africain, pour examiner la répression contre les Africains à Soweto et dans d'autres villes d'Afrique du Sud. Dans la journée, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, avait

fait une déclaration dans laquelle il se disait «profondément choqué par les informations concernant les émeutes et le nombre croissant de morts et de blessés». Il invitait le gouvernement sud-africain à «mettre fin à l'effusion de sang et aux souffrances». Selon lui, «seules des mesures rigoureuses et immédiates à l'égard de l'apartheid peuvent réduire les tensions et l'agitation en Afrique du Sud».

Un projet de résolution, déposé dans la soirée par les trois délégués africains, comportait cinq points, dont l'essentiel est : 1) Le Conseil de sécurité condamne le gouvernement sud-africain pour son recours massif à la violence contre la population, y compris des étudiants et des enfants ; 2) Il exprime sa profonde sympathie aux victimes de la violence et réaffirme que la politique d'apartheid constitue un crime contre la conscience et la dignité de l'humanité ; 3) Il reconnaît la légitimité de la lutte du peuple sud-africain pour l'élimination de l'apartheid et de la discrimination raciale ; 4) Il invite le gouvernement sud-africain à mettre un terme à la violence contre la population et à éliminer l'apartheid ; 5) Il décide de rester saisi de l'affaire. Exception faite du troisième point, qui pourrait poser quelques problèmes aux Occidentaux, le projet de résolution devrait être adopté à l'unanimité.

Par ailleurs, les premiers orateurs, M. Bahal (Algérie) a rappelé que la France avait décidé de vendre des réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud, ajoutant que les derniers événements ne laissent plus place à l'«ambiguïté» qui consistait à condamner l'apartheid tout en maintenant des relations fructueuses avec Pretoria.

Le représentant de la Tanzanie et l'observateur du Conseil national africain (mouvement nationaliste noir en Afrique du Sud) ont reproché à la France, aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne fédérale de fournir à Pretoria des hélicoptères et autres équipements.

Le vote devait intervenir ce samedi — L. W.

A travers le monde

Chypre

L'AMBASSADEUR SOVIETIQUE A NICOSIE, M. Serge Astavin, a remis, vendredi 18 juin, au président Makarios un message du gouvernement soviétique concernant le problème chypriote. De source chypriote, on apprend qu'il réitère les positions soviétiques sur la convocation d'une conférence internationale pour le règlement du problème. C'est la deuxième fois en deux jours que l'ambassadeur soviétique rencontre Mgr Makarios. (A.F.P.)

Rhodésie

VINGT-QUATRE NATIONALISTES NOIRS ont été tués en quarante-huit heures, a annoncé le 18 juin, un communiqué des forces de sécurité rhodésiennes. Un militaire rhodésien a été blessé. (A.F.P., A.P.)

APPEL A LA JUNTA MILITAR ARGENTINA

Nous tenons à exprimer notre profonde préoccupation pour le fait que, quelques mois avant les élections générales par lesquelles le peuple argentin allait renouveler complètement ses représentants, les forces armées ont choisi la voie du coup d'Etat pour mettre fin à une situation de corruption administrative et de violation continuelle des droits de l'homme.

Nous sommes convaincus que seules les solutions politiques et la voie démocratique peuvent donner réponse aux problèmes des peuples. Nous considérons que les mesures adoptées jusqu'à maintenant par la junte militaire qui gouverne l'Argentine — l'ajournement des élections pour temps indéterminé, la dissolution du Parlement, le remaniement total du pouvoir judiciaire, la mise en place de tribunaux militaires, la substitution violente du pouvoir exécutif, l'implantation de la peine de mort, la suspension des partis politiques, l'intervention militaire des syndicats, la suppression du droit de grève, l'occupation des usines avec des chars blindés pour arrêter des ouvriers qui n'ont rien à voir avec les excès du gouvernement antérieur — sont surtout des obstacles à une solution démocratique et pacifique des problèmes argentins. Par contre, elles favorisent de nouveaux éclatements de violence.

C'est pourquoi nous joignons notre voix aux forces démocratiques argentines pour demander aux nouvelles autorités l'adoption des mesures suivantes qui, dans notre opinion, devraient faciliter une solution pacifique et démocratique pour le peuple argentin, éloignant les dangers de la guerre civile :

- 1 - Convocation immédiate aux élections générales sans proscription politique d'aucun type.
- 2 - Dérégulation de la peine de mort.
- 3 - Reprise des activités des partis politiques.
- 4 - Plein fonctionnement de la justice civile.
- 5 - Pleine vigueur de la liberté de presse, d'enseignement et d'expression.
- 6 - Libre exercice des droits syndicaux, y compris le droit de grève.
- 7 - Suspension des arrestations arbitraires d'ouvriers et de syndicalistes dans les usines.
- 8 - Liberté des milliers de prisonniers politiques et syndicaux détenus sans jugement ni condamnation, et même acquittés par les juges, qui continuent d'être emprisonnés.
- 9 - Jugement rapide et garanties de défense pour les accusés pour motifs politiques.
- 10 - Arrêt des tortures et du traitement inhumain aux prisonniers politiques et syndicaux.
- 11 - Respect des garanties constitutionnelles qui assurent le droit à sortir du pays pour les prisonniers politiques sur lesquels ne pèse aucune charge.
- 12 - Garanties pour les réfugiés politiques des pays voisins, notamment chiliens et argentins.
- 13 - Mettre fin aux activités des organisations qui mènent la répression illégale comme «la triple A» et le «Comand Liberator» qui ont assassiné impunément plus de 2.000 ouvriers, dirigeants syndicaux et politiques, prêtres, intellectuels, journalistes, membres de partis politiques démocratiques, avocats et parents des prisonniers politiques, réfugiés politiques, personnes sans aucune participation politique.

Notre désir est celui de contribuer au rétablissement de la paix et de la démocratie en Argentine pour éviter une lutte fratricide qui compromettrait le futur d'un peuple industrieux et d'une nation prospère.

FRANÇOIS MITTERRAND, OLOF PALME, BRUNO KREISKY, ANKER JOERGENSEN, MARIO SOARES, RON HAYWARD, FRANCESCO DE MARTINO.

RIQUE

Ethiopie

gouvernement militaire annule «marche rouge» sur l'Erythrée

Le gouvernement militaire éthiopien a décidé d'annuler la «marche rouge» qui devait unir des milliers de soldats éthiopiens à Addis-Abeba, dans le but de marcher vers l'Erythrée à bord de char et de véhicules militaires, afin de réprimer leurs révoltes.

Le gouvernement de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, a annoncé, vendredi 18 juin, qu'il avait décidé d'annuler la «marche rouge» qui devait unir des milliers de soldats éthiopiens à Addis-Abeba, dans le but de marcher vers l'Erythrée à bord de char et de véhicules militaires, afin de réprimer leurs révoltes.

RIQUES

Argentine

ME JEUNE FILLE NE RESPONSABLE L'ASSASSINAT D'UN DE LA POLICE

Un jeune homme a été condamné à la prison à vie pour l'assassinat d'un policier. La jeune fille, qui était présente lors de l'assassinat, a été déclarée non responsable.

Le tribunal a rendu son verdict après une longue délibération. La jeune fille, âgée de 18 ans, avait été accusée d'avoir participé à l'assassinat du policier.

Jean-Pierre Roux et Philippe Gaillard

res le repli portugais

CETTE FOIS L'AFRIQUE NOIRE

Préface de Claude Cheysson

ouvrage indispensable pour saisir l'évolution du sud de l'Afrique

Vient de paraître les CAHIERS DE LA FONDATION POUR LES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE

Héris des Invalides 75007 PARIS

POLITIQUE

de > et < à > l'étranger
loyers sur un strapontin

par PAUL BALTA

Les loyers des appartements de la capitale sont en hausse de 25 à 30 % depuis la loi de 1975. Les propriétaires ont obtenu des hausses de loyer dans les parties classées de la ville et plus en particulier dans les zones de rénovation. Ce qui réduit considérablement le niveau de vie et de la classe moyenne.

Les enseignants du primaire n'ont pas obtenu de hausses de salaire. Les enseignants du secondaire ont obtenu des hausses de salaire. Les enseignants du supérieur ont obtenu des hausses de salaire.

L'exploitation de la mer

Le ministre de la Pêche, M. Bouquet, a annoncé que le gouvernement va créer une agence pour l'exploitation de la mer. Cette agence aura pour mission de développer l'exploitation de la mer et de protéger les ressources marines.

L'application de la loi

Le ministre de la Justice, M. Badier, a annoncé que le gouvernement va appliquer la loi sur la pollution marine. Cette loi vise à protéger l'environnement marin et à prévenir la pollution.

La loi sur la pollution marine est adoptée

Le Sénat a adopté la loi sur la pollution marine. Cette loi vise à protéger l'environnement marin et à prévenir la pollution. Elle prévoit des sanctions pour les infractions à la loi.

Le procès Pétain, soyez votre propre juge!

Le procès Pétain sera jugé par un jury populaire. Ce jury sera composé de citoyens ordinaires qui auront le droit de juger les responsables de la collaboration.

Le gouvernement répond aux questions des députés...

Vendredi 18 juin, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont été traités :

L'EXPLOITATION ET LA PROTECTION DE LA MER ET DU LITTORAL

Interrogé par M. MARIO BERNARD (U.D.R., Var), sur la politique gouvernementale en ce domaine, M. FOSSET, ministre de la Pêche, a répondu que le gouvernement s'efforce de développer l'exploitation de la mer et de protéger les ressources marines.

L'EXTENSION A 200 MILLONS DE LA ZONE ECONOMIQUE EXCLUSIVE

M. DESTREMAU, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a répondu que le gouvernement a décidé d'étendre la zone économique exclusive à 200 milles marins.

L'EXPLOITATION DES RESOURCES DE LA MER

Interrogé par M. BOUQUET (rad., Orne), M. TIBERLE, secrétaire d'Etat aux affaires maritimes, a répondu que le gouvernement va développer l'exploitation des ressources de la mer.

L'APPLICATION DE LA LOI ROUSTAN

M. NEUWIRTH (U.D.R., Loire), ayant soumis une application de la loi Roustan, M. FOSSET, ministre de la Pêche, a répondu que le gouvernement va appliquer la loi Roustan.

LA CREATION ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE

M. RALITE (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce la situation faite par le pouvoir à la création artistique et littéraire. M. FOSSET, ministre de la Pêche, a répondu que le gouvernement va soutenir la création artistique et littéraire.

M. DESTREMAU, suppléant M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a répondu que le gouvernement va soutenir la création artistique et littéraire.

L'ENSEIGNEMENT DE L'ARCHITECTURE

Répondant à une question de M. ANDRIEU (P.S., Haute-Garonne), M. DESTREMAU a répondu que le gouvernement va développer l'enseignement de l'architecture.

L'ANNULATION D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE A PARIS

M. GANTIER (R.I., Paris) rappelle que le Conseil d'Etat vient d'annuler le permis de construire accordé le 31 juillet 1972 pour la construction de quatre cent logements le long du canal Saint-Martin.

six tours prévues trois sont déjà construites et habitées. Il demande que l'Etat et les associations poursuivent leur action et exigent la démolition.

...et des sénateurs

Le Sénat a, de son côté, entendu vendredi 18 juin, les réponses des ministres à plusieurs questions orales sans débat.

LE DOSSIER PECHINEY-KRUPP

Répondant à M. JARGOT (P.C.), qui interrogeait au sujet de la prise de contrôle des filiales du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann par la société allemande Krupp, M. DORNANO, ministre de l'Industrie, a répondu que le gouvernement va développer l'industrie nationale.

LES PRODUITS - LIBRES

Mme ALEXANDRE-DÉBRAY (non inscrite) a attiré l'attention du ministre du commerce et de l'artisanat sur la campagne publicitaire faite par une grande entreprise de distribution et

du plan d'occupation des sols. Il précise que l'annulation ne rend pas obligatoire la démolition, qui ne peut être prononcée que par la juridiction judiciaire, mais que la responsabilité de l'Etat est engagée vis-à-vis des personnes qui pourraient subir un préjudice, puisque le permis de construire est délivré au nom de l'Etat.

PHARMACIES MUTUALISTES

A M. AUBRY (P.C.), qui demandait que le gouvernement s'oppose au développement de pharmacies mutualistes, Mme VELL, ministre de la Santé, a répondu que le gouvernement va développer la pharmacie.

LA MONT-VALÉRIEN

M. Giscard d'Estaing a commémoré l'appel du 18 juin

M. Valéry Giscard d'Estaing a participé vendredi 18 juin, devant le mémorial de la Mont-Valérien, à la commémoration de l'appel du général de Gaulle, le 18 juin 1940.

AU TERME DE SON 59^e CONGRÈS NATIONAL

L'Association des maires de France a réussi à préserver son unité

Etre ou ne pas être unanimes, c'est une alternative à dominer pendant quatre jours les débats des maires de France, lors de la réunion de leur cinquante-neuvième congrès à l'Hôtel de Ville de Paris (14, 15, 16, 17 et 18 juin). L'unanimité aurait eu le mérite de manifester spectaculairement au gouvernement l'opposition générale des maires à sa politique financière en matière de collectivités locales. La séparation en deux camps constituait pourtant pour la gauche un avantage : elle lui permettait de prendre plus clairement ses distances, à moins d'un an des élections municipales de 1977, avec quiconque se réclamait de la majorité, et de mettre celle-ci dans l'embarras sur le terrain communal.

Le congrès a finalement choisi de ne pas choisir. Sans doute le rapport de forces, mis en lumière dès le début par un premier pointage des mandats, ne permettait-il pas à la gauche de former sa propre carte de cette année, autrement que sous la forme d'une peu compromettante candidature de principe contre M. Poher. D'autant plus que la personnalité du président du Sénat, très brillamment réélu jeudi 17 juin à la tête de l'association, favorisait l'union sacrée, à laquelle il n'a cessé d'appeler les maires, non sans succès, comme devait le montrer la préférence que lui accordaient nombre d'élus socialistes et radicaux de gauche. Mais, au-delà des considérations tactiques, et même des ambitions nourries par la gauche pour le prochain congrès (qui aura lieu après les municipales), le souci d'unité l'a finalement emporté sur tous les autres.

BERNARD BRIGOULEUX.

A défaut d'une candidature de combat contre M. Poher, jeudi, on s'attendait vendredi à une rude bataille de motions entre les élus des trois partis de l'union de la gauche et ceux de la majorité : ces derniers sont presque aussi sévères que leurs collègues de l'opposition dans le diagnostic qu'ils portent sur la situation financière des communes, mais ils ne préconisent naturellement pas les mêmes remèdes et n'en tirent pas les mêmes conclusions. L'un d'eux, celui de M. Poher et ses amis se sont appliqués, avec succès, non pas à assurer la défaite de leurs adversaires, mais à éviter que l'antagonisme ait lieu. Il ne fait guère de doute que celui-ci eût, de toute façon, vu la victoire d'un texte émanant de la direction sortante de l'association, malgré quelques défec-

La motion proposée par les maires communistes, socialistes et radicaux de gauche, au cinquante-neuvième congrès de l'Association des maires de France, et dont celui-ci n'a pas délibéré, affirmait : « Plus jamais, il n'apparaît que les difficultés des communes passent par l'application des propositions définies par le programme commun de gouvernement de la gauche. »

Le congrès réaffirme sa volonté d'action sous toutes les formes pour faire aboutir toutes ses revendications antérieures, qu'il maintient intégralement, notamment le remboursement intégral et immédiat de la T.V.A., la prise en charge par l'Etat des dépenses qui lui incombent et la possibilité de prêts à taux réduit et à durée plus étendue. Dans son discours de clôture du congrès, M. Alain Poher, réélu président de l'Association, a déclaré : « Jamais, jamais, une telle unanimité, les maires n'ont affirmé la nécessité d'une révision fondamentale des rapports entre l'Etat et les communes, l'urgence d'une modification radicale du système financier qui régit et entrave actuellement l'administration municipale. Jamais autant de maires ne sont venus exprimer, avec des nuances, certes, leur incompréhension devant l'absence de réponse claire de la part des pouvoirs publics. (...) Lorsque les maires de France, quelle que soit la commune qu'ils administrent, quelles que soient leurs tendances et leurs appartenances politiques, tirent ainsi la sonnette d'alarme, il est impensable que ne naisse pas une prise de conscience salutaire. »

Un cercle d'études gaullistes pour un socialisme français (C.E.G.S.F.) vient de se constituer. Il s'est fixé pour but d'organiser des cercles de rencontres et de favoriser l'expression de tous ceux qui, attachés aux principes fondamentaux d'indépendance nationale et de progrès social qui ont animé l'action du général de Gaulle, sont résolus à œuvrer pour l'instauration du socialisme en France et la participation active de notre pays à la démocratisation des relations entre les peuples.

★ C.E.G.S.F., B.P. 342-16, 93767 Paris Cedex 16.

DE GAULLE ET LA « CHANCE » DE MOURIR

Trois cents Français, le 5 juin 1944, aux côtés des militaires d'Anglais et d'Américains qui allaient débarquer le nuit suivante sur les côtes normandes, de Gaulle les harangua. Que leur dit-il ? Un des rares survivants de ces volontaires l'a raconté à M. Maurice Druon. « J'ai été témoin de l'honneur de débarquer les premiers. Vous saurez donc en tête à deux heures du matin. Il s'agit de libérer la France. Vous allez mourir, quelle chance ! »

M. Druon a fait cette citation inconnue de de Gaulle dans son discours du dîner qui, comme chaque 18 juin, a réuni sous sa présidence et celle de M. Maurice Schumann les membres du Club des érudits (ceux qui ont écrit la France occupée dans le but d'y rentrer en libérateurs).

En commentaire, il a suffi de dire : « Ce discours, le ne pense pas qu'il y ait jamais eu chef d'armée ou d'Etat, parmi ceux dont l'histoire nous a gardé le souvenir, qui ait eu un pareil ordre du jour. »

La polémique rebondit, aujourd'hui, sur le rôle, l'action et la responsabilité de Pétain de la première à la deuxième guerre mondiale. De nombreuses personnes — pour ou contre — expriment des idées courtes et définitives, trop souvent sans réel fondement. Un document original et exclusif vous permet de forger votre propre opinion. Le compte-rendu intégral des audiences du procès Pétain, devant la Haute Cour de Justice, vous permet de juger sur pièces.

édité par les Ed. Louis Pariente

Document

Je désire recevoir LE PROCES PETAIN

Nom et prénom

Adresse

Code postal

Ville

Je joins la somme de 142F réglée par :

- chèque postal ☐ - chèque bancaire ☐

à l'ordre de

DIFFUSION PLUS

34, Champs-Élysées 75008 PARIS

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Raoul Combaladeu, a décidé en effet, dans son arrêt rendu le 17 juin, que la chambre d'accusation de la cour de Reims avait en tort d'annuler, le 7 mai dernier, le rapport des experts nancéens, ce qui entraînait la nullité de tous les actes de procédure postérieurs (notamment le rapport du docteur Lebreton) et leur retrait du dossier.

Mais la Cour suprême, saisie d'un pourvoi de Patrick Henry, soutenu par M. Arnaud Lyon-Caen, a jugé au contraire, conformément aux conclusions de M. Fernand Davenas, avocat général, que le serment du professeur Jean Harmand n'était entaché d'aucune irrégularité dès lors qu'il avait été prêté avant la date du dépôt de son rapport, qu'il pouvait modifier à tout moment jusqu'à la remise entre les mains du greffier du juge d'instruction de Tournes.

Le Conseil d'Etat a rendu sa décision sur le recours formé par M. K. Konaté contre l'arrêté du Ministre de l'Intérieur l'enjoignant de sortir du territoire français. Le recours avait été examiné par la Commission des recours le 28 mai dernier, après observation de M^{me} Arnaud Lyon-Caen et George et sur les conclusions de M. Genevoles, commissaire du gouvernement (le Monde du 30-31 mai 1970).

Cette décision expose tout d'abord les conclusions à fin de non-lieu présentées par le Ministre de l'Intérieur, pour lequel le fait que l'intéressé avait quitté le territoire français dès le 18 avril 1976 rendait sans objet son recours. Le Conseil d'Etat a tout d'abord surré à l'exécution de la mesure qui l'avait frappé. Le Conseil d'Etat a considéré que l'arrêté d'expulsion était de nature à produire ses effets à l'encontre du requérant aussi longtemps qu'il demeurait en vigueur et qu'il interdisait notamment de lui délivrer un passeport. C'est conséquemment le fait qu'il avait quitté le territoire français n'était pas de nature à priver de leur objet les conclusions de sa requête.

En second lieu, en retenant la motivation de l'arrêté, le Conseil d'Etat ordonnant le sursis, le Conseil d'Etat a considéré que le préjudice dont se prévalait le requérant justifiait le sursis et que c'était au moins des moyens de nature à faire croire que le recours contre l'arrêté d'expulsion paraissait de nature à justifier l'annulation de cette mesure.

L'arrêt a été rendu le 18 juin.

Deux sociétés de géophysique qui avaient assigné « le Monde » sont déboutées

Cet article stigmatisait la « mauvaise foi » de « certaines officines » fournissant à divers organismes abonnés des prévisions météorologiques à long terme d'une valeur douteuse.

Le tribunal déclare en particulier : « (...) La dame Reybory, qui a eu soin de souligner dans l'article les difficultés que rencontrent tous les services météorologiques, a fait valoir la situation météorologique mondiale, en dépit de ses importants réseaux d'information, pour prôner en faveur de la météorologie le temps de plus de quelques jours, a agi sincèrement en essayant d'apporter un point de vue scientifique sur un problème d'intérêt général et a ainsi contribué tout à éclairer ses lecteurs, sur la valeur des méthodes de prévision à longue échéance. (...) »

pement désabonné depuis huit ans», l'arrêt du secrétariat d'État aux Forces armées de l'air, remontant au 5 mars 1968, les juges énoncent : « [...] que cette annulation et leur nombre limité rendent ces références pour le présent surprenantes et font en sorte que l'interprétation des spécialistes des méthodes qu'expose la plaquette soit eux-mêmes peu assurés de la valeur des prévisions à long terme auxquelles elles sont destinées ».

Ils concluent : « [...] Il apparaît dès lors que la dame Rebevol, qui a rédigé un article dont le fond n'est nullement mis en cause, n'a qu'à excuser son libre droit de critique et que les conclusions des articles des mairies ne semblent pas, en soi, être aussi justifiées qu'on voudrait bien l'affirmer les so-

**L'ARRÊT DE LA COUR DE SURETÉ
EST ATTENDU POUR MARDI**

A la fin de la cinquième semaine du procès de l'affaire d'Algeria, le 18 juin, le président de la Cour de sûreté de l'Etat a lancé cette boutade : « Soyons sérieux, il faut en finir ». Ce mot traduisait une certaine lassitude chez tous les protagonistes de ce procès, au moment où l'on apprendrait que sa conclusion devait être une nouvelle fois reportée. Les dernières audiences auront lieu lundi 27 juin. Le délibération de la Cour commencera que la déclaration après les plaidoiries des accusés, et la décision des magistrats ne devrait être connue qu'en fin de journée.

Le ministre de l'intérieur lance une campagne d'information sur la prévention des cambriolages

Le ministère de l'intérieur entreprend donc une vaste campagne pour faire oublier que trois cambrioleurs ont été arrêtés à la suite d'une opération de police d'habilitation du public à l'occasion de laquelle la police va recourir pour la première fois — comme il est d'usage — à la mise en scène. Depuis un quart de siècle — aux ressources de l'audiovisuel, faisant même appel pour ses spots télévisés à des réalisateurs de renommée — le ministère de l'intérieur a vedette des *Brigades du Tigre*. Dans le même temps, un opuscu-

CINQ MINEURS SONT TUÉS DANS UNE MINE DE POTASSE D'ALSACE

Après l'alerte donnée vers 18 h 30, les recherches étaient entreprises immédiatement par les services de secours des Potasses d'Alsace et les sapeurs-pompiers de Mulhouse. Ces opérations de secours menées dans des conditions très difficiles, notamment pour les plongeurs chargés de sonder le puits, permettaient seulement vers 21 h 30 de remonter le corps de l'ingénieur. M. Serge Wilt. Les recherches doivent conti-

nuer jusqu'à ce samedi 19 juin en fin de matinée pour tenter de retrouver les quatre autres mineurs, dont l'identité n'a pas pour l'instant été communiquée.

Selon M. Alquier, secrétaire général des Mines de potasse d'Alsace, il n'existerait pratiquement aucune chance de retrouver des survivants. Une enquête a été ouverte par le parquet de Colmar.

● **Un engin explosif** de fabrication artisanale a provoqué un début d'incendie, jeudi soir 17 juin à Dijon, dans les locaux de l'A.J.S.-O.C.I. organisation trotskiste. Trois personnes ont été légèrement brûlées. L'attentat n'a pas été revendiqué. Les Unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. ont dénoncé vendredi « la passivité des pouvoirs publics devant de telles perversités ».

C'est le 4 juillet prochain que la déclaration d'indépendance des États-Unis sera commémorée. C'est aussi le jour où la sonde Viking-1 doit poser sur la surface de Mars.

Dés jeudi, elle a commencé à prendre des photos de la planète rouge, en particulier dans la zone où est prévu l'atterrissage. Dès la nuit de samedi à dimanche, la sonde devait se placer sur son orbite martienne très elliptique (1440 kilomètres de périhélie et 45 000 kilomètres d'apogée). Lundi 21 juin, cette orbite sera circularisée, ce qui permettra de prendre des photos rapprochées de la surface martienne. Puis viendra

A LA SUITE D'ATTAQUES PERSONNELLES DES SYNDICATS

Le directeur du C.N.E.S. envoie une lettre de démission au ministère de l'industrie

M. Michel Bignier, directeur général du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.), a envoyé une lettre de démission au ministre de l'Industrie et de la recherche, M. d'Ornano. M. Bignier a précisé dans sa lettre qu'il démissionnait parce qu'il n'avait plus la confiance du personnel du C.N.E.S. On ne sait pas si M. d'Ornano, absent de Paris jusqu'à lundi, acceptera ou non cette démission.

Homme intègre et d'une grande sensibilité, qui a vécu pratiquement toute l'histoire du C.N.E.S. depuis ses débuts en 1963, M. Bignier a préféré démissionner.

D.V.

DÉFENSE

Les Parisiens assisteront au défilé d'une brigade mécanisée complète

Diverses manifestations consacreront sur les trois jours la grande manœuvre, et à la délégation ministérielle pour l'armement auront lieu dans toute la France du dimanche 20 juin au mercredi 14 juillet. Elles seront marquées notamment par trois journées importantes : le dimanche 27 juin, à Evreux, pour l'armée de l'air ; le dimanche 11 juillet, entre Toulon et Nice, avec une revue navale présidée par le chef de l'Etat, et le mercredi 14 juillet, à Paris, avec le traditionnel défilé militaire, qui aura lieu sur les Champs-Élysées.

Pour cette dernière manifestation, le président de la République a choisi d'innover, notamment en faisant précédemment pour la première fois un défilé des forces armées de la Défense le 19 mars 1975. Cette année-là, les Parisiens pourront assister au survol des Champs-Élysées par soixante avions de tous modèles, y compris des bombardiers nucléaires Mirage-IV, et surtout au défilé, pour la première fois, d'une unité organique complète de l'armée de terre : la 10^e brigade mécanisée, comprenant un ensemble de plus de 4 000 hommes et 1 200 véhicules dont 250 blindés.

Le président de la République avait rendu visite, le 7 mai 1975, à la caserne où se trouve le P.A.C. est à Reims et qui est commandée par le général de brigade Delaunay. La 10^e brigade mécanisée comprend notamment deux régiments de chars de combat équipés au total de 108 chars AMX 30, un régiment mécanisé doté de transports de groupes blindés et amphibies, un régiment de chars de combat AMX 30 d'artillerie avec des chars de 155 auto-mouvants, des unités de la 10^e brigade mécanisée servent précédé du traditionnel défilé des écoles militaires.

Présentation de la gendarmerie à Dinard

Le défilé du 14 juillet mettra, en fait, un point final à une série de manifestations qui commenceront, dimanche 20 juin à Dinard, par une présentation de la gendarmerie dans la ville dont M. Yvon Bourges, ministre de la

Le dimanche 11 juillet, M. Giscard d'Estaing, qui s'embarquera à bord du porte-avions *Foch* en route de Villefrance, présidera une revue navale comportant

CHAMPS-ÉLYSÉES

steront au défilé canisée complète

Pendant toute la semaine, du vendredi 2 au samedi 10 juillet, les Parisiens pourront assister à une présentation de matériels aux-
quels il y a des choses à voir. Il y aura 30 à 33 heures, à un spectacle qui mettra en scène deux mille hommes, dont six cents musiciens, et deux cents véhicules de tous types. Des sauts de précision en parachute auront lieu sur le terrain des Tuileries, tandis que la région étudiante dont il est si fier pour l'instant, qui est la région, au début du 14 juillet, sera invitée à présenter sa célèbre musique.

**LES ANCIENS DES SERVICES
SPÉCIAUX S'INQUIÈTENT D'UNE
EXTENSION DE L'ACTION SUB-
VERSIVE ET DE LA VIOLENCE.**

Dans un communiqué publié à l'issue de leur assemblée générale, qui vient d'avoir lieu à Toulouse, les Anciens des services spéciaux de la défense nationale — une association que préside le colonel Paul Paillole, qui dirigea le contre-espionnage français pendant la seconde guerre mondiale — se déclarent « alarmés par les analogies certaines entre la gravité de la situation actuelle et celle d'avant 1938 ».

C'est pourquoi « ils alertent les pouvoirs publics et la nation devant l'extension de l'action subversive et la multiplication des actes de violence, devant les tentatives de compromettre la sécurité intérieure du pays et l'équilibre pacifique du monde ».

Les Anciens des services spéciaux, réunis à Toulouse, ont dénoncé, en substance, l'impuissance des démocraties à faire face à la violence armée, mortelle ou politique qui se développe. Ils ont exprimé l'insécurité que des citoyens exécrés par la violence, dont certains manifestations peuvent être télévisées de l'extérieur, ne soient prêts à accepter un régime totalitaire d'ordre, qu'il soit de gauche

● Le général de corps d'armée Florian Siwicki, vice-ministre polonais de la défense, et chef d'état-major général des forces armées polonaises, séjournera en France du lundi 21 au samedi 25 juin en visite officielle.

Les pas comptés de l'œcuménisme

Une occasion maquée se la venue à Paris du cardinal Willem Brandt, qui cumule les fonctions prestigieuses de président du secrétariat romain pour l'unité des chrétiens créé par Jean XXIII et d'archevêque d'Utrecht (Pays-Bas) où il peut être considéré comme l'homme des « promesses précises. Les sujets de curiosité ne manquent pas. Le successeur du cardinal Bés à Rome et du cardinal Alfrink aux Pays-Bas est d'une stature imposante, d'un caractère substantiel de sa part était attendu. Il n'en fut malheureusement rien. Se livrant d'emblée au jeu des questions improvisées des journalistes, le prélat, en outre pressé par le temps, fit

« Au temps de la patience oecuménique a succédé celui de l'impatience », lui a-t-on fait remarquer. D'autres ont demandé si l'écoulement des siècles au vu de l'unité avec l'Eglise anglicane étaient sur le point d'aboutir et si, d'une façon plus générale, l'oecuménisme a sa saveur. « C'est-à-dire de la base » avait répondu le cardinal, « rejoint le cardinal, prudent à l'extrême, des états-majors. »

Le cardinal est ici sorti de sa réserve pour dire que ces deux oecuménismes se devaient d'être complémentaires car il n'y a pas d'unité anglicane.

Selon Mgr Willebrands, le pape a une « grande sympathie » pour l'Assemblée des évêques. Il se rapprocher de Rome, ainsi qu'il l'a déjà fait, « démontre par exemple les épiscopaux des Etats-Unis et les préoccupations de l'Amérique latine ». Le cardinal Pierre Casaroli, qui l'accompagne, précise que les orthodoxes avaient été saisis d'horreur de choisir le dimanche pour la deuxième samedi d'avril, date commune de la césarienne. Les autres raisons, l'absence de fêtes, la date, l'absence de calendrier, la date de la fête, pour des raisons exceptionnelles, ne sont pas des arguments. Mais la date de la fête sera commune. Mais il n'est guère probable que d'ici 1978 un accord soit conclu entre

les régimes. — Au total, on doit prendre acte
 de la présence de multiples pourparlers
 qui se sont engagés depuis le
 Vatican II entre les diverses
 régimes — pourparlers théologi-
 ques, politiques, économiques, ad-
 ministratifs, juridiques, d'organi-
 sement et pastoralement très
 importants — on ne voit guère
 pointer à l'horizon des « sous-
 genres » spectaculaires, entre le
 confessions chrétiennes.
 Tout se passe comme si la
 pesanteur des ruptures historiques
 et des habitudes prises de vivre
 séparément l'emportait encore sur
 le commandement du Christ
 qui dit : *« Soyez un comme mon Père et
 moi comme un »*.
 HENRI FESQUET.

Une équipe de physiciens des États-Unis vient d'annoncer à un

Congrès international qui se tient
 Québec (Canada) une décou-
 verte qui, sans être tout à fait
 attendue, ouvre, si elle est
 confirmée, un nouveau chapitre
 de la physique. En bombardant
 des protons des cristaux de
 mica et de monosite provenant
 d'un gisement sud-africain,
 l'équipe a mis en évidence deux
 peut-être six, nouveaux élé-
 ments naturels, tous beaucoup
 plus lourds que ceux actuellement

Le plus lourd élément naturel connu jusqu'ici est l'uranium, mais le numéro atomique (nombre d'électrons entourant le noyau) est 92. On a créé artificiellement des éléments plus lourds, atteignant le numéro atomique 106, mais ils sont très instables. Cependant, la théorie prévoit l'existence d'un nombre de «magiques» super de éléments stables, dits «îlots d'éléments», de tels éléments, de numéros 116 et 126, qu'auraient découverts les chercheurs américains.

Présentation de la gendarmerie à Dinard

Le défilé du 14 juillet mettra, en fait, un point final à une série de manifestations qui commencent, dimanche 20 juin à Dinard, par une présentation de la gendarmerie dans la ville dont M. Yvon Bourges, ministre de la

Le dimanche 11 juillet, M. Giscard d'Estaing, qui s'embarquera à bord du porte-avions *Foch* en direction de Villefranche, présidera la revue navale commémorant

[illegible]

FAITS DIVERS

Dans le Haut-Rhin
CINQ MINEURS SONT MORTS
DANS UNE MINE DE COKE
D'ALSACE

Un accident est survenu le 18 juin, à 10 h 30, dans la mine de coke de la commune de Molsheim. Cinq mineurs ont été tués et sept autres blessés. Les secours ont été envoyés aussitôt. L'enquête est en cours.

LES DES SYNDICATS

C.N.E.S.

Commission

Industrie

Le 14 juillet sur les champs-élysées

Les anciens des

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Manifestations étudiantes pour la défense de l'emploi

De nombreux élèves-maitres
sont menacés de chômage en Grande-Bretagne

Correspondance

Londres. — La peur du chômage a atteint les milieux de l'enseignement. Depuis quelques jours, les étudiants des écoles normales (teacher's training colleges), qui sont formés les enseignants, ont manifesté leur inquiétude. Ils craignent de ne pas trouver d'emploi après leur formation. Les manifestations ont lieu dans les rues de Londres.

Un quart des diplômés menacés

Cette campagne a débuté le 12 mai en Ecosse. Les étudiants de la Moray House College of Education à Edimbourg avaient alors fait grève. Leur exemple a été largement suivi dans tout le pays. Sur cent cinquante-dix écoles normales, plus de cent ont été touchées. Les étudiants menacent de ne pas aller à l'école si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

Le 8 juillet

Le conseil supérieur de l'éducation nationale

Reexaminera les projets de réforme

Les projets de réforme de l'enseignement ont été présentés au conseil supérieur de l'éducation nationale. Le conseil va maintenant examiner ces projets et décider s'il faut les adopter ou non.

A Nanterre

Une mise au point

du président de l'université

M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université de Nanterre, a publié vendredi 18 juin une mise au point à la suite du communiqué du conseil supérieur de l'éducation nationale. Il explique les raisons de la réforme de l'enseignement.

Le 14 juillet sur les champs-élysées

Les anciens des

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

ÉDUCATION

LE SNE-SUP LANCE

UN MOT D'ORDRE DE GRÈVE
DANS LES I.U.T.
POUR LE 22 JUIN

Correspondance

Paris. — Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP) a lancé un appel à la grève pour le 22 juin. Les étudiants des Instituts Universitaires de Technologie (I.U.T.) doivent manifester leur mécontentement contre la situation de leur établissement.

Le 8 juillet

Le conseil supérieur de l'éducation nationale

Reexaminera les projets de réforme

Les projets de réforme de l'enseignement ont été présentés au conseil supérieur de l'éducation nationale. Le conseil va maintenant examiner ces projets et décider s'il faut les adopter ou non.

A Nanterre

Une mise au point

du président de l'université

M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université de Nanterre, a publié vendredi 18 juin une mise au point à la suite du communiqué du conseil supérieur de l'éducation nationale. Il explique les raisons de la réforme de l'enseignement.

Le 14 juillet sur les champs-élysées

Les anciens des

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Aux compétitions de sélection olympique américaines

Brian Goodell bat le record
du monde du 400 mètres nage libre

Correspondance

Un premier record du monde a été battu, vendredi 18 juin, au cours de la troisième journée des compétitions de sélection olympique américaines pour les Jeux de Montréal. C'est Brian Goodell, dix-sept ans, qui a battu le record du monde du 400 mètres nage libre en 4 min 12 sec 8/100.

Naber en tête

au premier 100 mètres

C'est encore John Naber, quatorze ans, qui a battu le record du monde du 100 mètres nage libre en 57 sec 2/100. Il a également battu le record du monde du 50 mètres nage libre en 26 sec 4/100.

M. MAZEAUD : je n'ai pas de

différend de personne avec
le comité olympique.

Correspondance

« Il n'y a pas de différend de personne avec le comité olympique », nous a déclaré M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, après l'intervention de M. Claude Collard, président du C.N.O.S.F. (Comité national olympique et sportif français), faisant état des difficultés qu'il rencontrait pour maintenir l'indépendance du mouvement sportif (le Monde du 19 juin).

Le 8 juillet

Le conseil supérieur de l'éducation nationale

Reexaminera les projets de réforme

Les projets de réforme de l'enseignement ont été présentés au conseil supérieur de l'éducation nationale. Le conseil va maintenant examiner ces projets et décider s'il faut les adopter ou non.

A Nanterre

Une mise au point

du président de l'université

M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université de Nanterre, a publié vendredi 18 juin une mise au point à la suite du communiqué du conseil supérieur de l'éducation nationale. Il explique les raisons de la réforme de l'enseignement.

Le 14 juillet sur les champs-élysées

Les anciens des

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

SPORTS

MÉDECINE

Le 8 juillet

Le conseil supérieur de l'éducation nationale

Reexaminera les projets de réforme

A Nanterre

Une mise au point

du président de l'université

M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université de Nanterre, a publié vendredi 18 juin une mise au point à la suite du communiqué du conseil supérieur de l'éducation nationale. Il explique les raisons de la réforme de l'enseignement.

Le 14 juillet sur les champs-élysées

Les anciens des

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

Spécialistes s'inscrivent

Extension de l'action

versive et de la

LES ANCIENS DES

صكازة الاصل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



Les projets d'Antoine Vitez

Antoine Vitez est invité à Moscou pour y monter « Tartuffe » au Théâtre de la Satire. La première aura lieu en mai 1977. Bien qu'il parle russe, Vitez considère cette expérience comme une aventure : « J'ai passé quelques jours à Moscou, j'ai vu presque tout le répertoire de la troupe, mais je sais que je vais devoir affronter des problèmes dont je n'ai pas l'habitude, et imposer aux acteurs des problèmes dont ils n'ont pas l'habitude. D'abord, ils ne pourront pas, comme ils le font ordinairement, étaler leurs répétitions sur plusieurs mois. Je ne peux pas rester avec eux un an, ça représente un changement de rythme pour eux. Je vais me trouver loin de la société, dont je connais les codes, très loin de mes critiques, dans un monde étranger que je connais un peu et mal. Je vais m'efforcer de ne pas imaginer les critères soviétiques, ou plutôt d'utiliser mes idées préconçues à l'intérieur de mon travail, en les confrontant à la réalité que je découvre, au lieu de « faire comme si ».

« La mise en scène de « Tartuffe » fait partie d'une recherche que je mène depuis trois ans, et qui doit aboutir (la question est essentielle pour le Théâtre des Quartiers d'Ivry) en avril 1978 à l'inauguration de la nouvelle salle, avec la tétralogie mollièreque. (« Le Monde » du 17 mars).

« Je dois dire d'abord que je n'aurais pas compris « Tartuffe » si je n'avais pas vu celui de Planchon. Planchon nous a ouvert les portes de Molière, et par là, il a un peu fait oublier Jovet. Mon agne donne l'avantage d'avoir vu des femmes », de « Tartuffe », de « Dom Juan ». Je me sens assez proche de lui dans la mesure où il a découvert la relation de Molière avec la philosophie — la philosophie matérialiste de son temps — alors que Planchon insiste sur l'aspect politique et historique de son œuvre. Mon ambition serait d'établir un lien dialectique entre les deux points de vue. Pour moi, « Tartuffe » est une pièce athée qui, en même temps, décrit la famille bourgeoise telle qu'elle existe toujours, aujourd'hui. Je pense à « Theorem » de Pasolini, à cette famille qui réagit à l'« Etranger » en le rejetant. Comme dans le film « L'Etranger », l'intrigue, est le saut, le Christ lui-même. C'est lui qui dérange, qui est mis en cause. Tartuffe n'est pas un imposteur, c'est la notion de sauveur, de saint, qui est une imposture. Molière n'attaque pas l'hypocrisie religieuse, il attaque la religion en tant qu'imposture, et la cabale des doctes avait raison de vouloir faire interdire la pièce.

« « Tartuffe », « L'Ecole des femmes », « Dom Juan », c'était la trilogie de Jovet. Vitez y ajoute « le Misanthrope » pour parler de l'athéisme et de la torture par les femmes, double thème de sa tétralogie qui sera accompagnée de petits spectacles composés avec « la Jalousie du barbouillé » et « le Misanthrope ». Mais, auparavant, la saison prochaine, le Théâtre des Quartiers d'Ivry présentera au Studio une reprise de « Catherine », d'après Aragon ; « Surplus en stock - Futaille », d'après Axionov, par Marie-France Duvier ; « Les Cordonniers » de Wilkiewicz, par Eva Lewinson ; « Phigénie en Trébie », de Michel Vigner, en coproduction avec le Théâtre national, qui sera créé au centre Beaubourg. La mise en scène sera d'Antoine Vitez. « Si j'en ai la force et le temps, dit-il, je ne renonce pas à Victor Hugo. Ce sera « les Burgraves », de Cromwell, ou « Marie Tudor », en juillet 1977, à Avignon ou ailleurs... »

C. G.

Concerts

Leonard Bernstein aux Tuileries

C'est fête, la Fête aux Tuileries : le jardin de Le Notre ressemble à un vaste champ de foire avec guirlandes et chapiteaux. Si les fêtes populaires sont à ce prix, les prix de certaines entrées sont à la hauteur des fêtes du Grand Siècle : 250 F ce n'est pas trop pour aller entendre dans ce cadre exceptionnel, un programme de musique américaine par l'Orchestre philharmonique de New-York qui nous avait réjoui en disques, il y a de cela dix ans, et également sous la baguette de Leonard Bernstein, les fresques symphoniques de Charles Ives (1874-1954), père encore trop méconnu de la musique américaine (Troisième Symphonie, Central Park in the dark, Decoration day and the unswerving quest...).

Cruelle ironie : si j'avais bien une troisième symphonie au programme, elle n'était pas de Ives, mais de Roy Harris. La composition entre les mérites respectifs des deux partitions nous emmène à l'opéra, peut-être dans le royaume de la mélodie, celui de Central Park in the dark. D'autant que deux mesures de ce dernier chef-d'œuvre d'intimité pour grand orchestre, placées quelque part dans la symphonie de Harris, auraient sauvé de l'ennui pesant que dispense généralement la musique vocale.

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

ART LYRIQUE. — Premier prix : Ghislain Hardier, soprano, classe « hors concours » ; Véronique Dieguchi ; Hélène Proger ; Armand Anglin. Deuxième prix : Alain Cadot ; Alain Muzier ; Mario Baccard.

CONTRABASSE. — Premier prix : Roland Guillard. Deuxième prix : Philippe Junker ; Elisabeth Vanhonne ; Bruno Duval.

Mais, ni pendant ni après, on n'a entendu quoi que ce soit qui évoque l'inspiration et le personnel de Charles Ives. Précisons qu'une page de lui n'était pas interdite de croire à un oubli. Ou à un miracle de dernière minute. Jusqu'à ce que, soudain, dans l'assistance lorsque, l'orchestre attaque West Side Story, Applaudissements interminables, rappels : on défilait, on manquait de réconfort... Face à tant d'enthousiasme, on se demande à quel point John Cage, Earl Brown, Morton Feldman, Elliott Carter ? Peut-être à prouver — triste consolation — que les États-Unis possèdent d'authentiques créateurs, des compositeurs inspirés, ayant pas seulement, comme Bernstein, compositeur, du talent pour les petites choses.

Mais le concert n'est pas fini. Il reste encore à écouter, le succès, à grands renforts de trompettes et d'accords parfaits, les plus émouvantes déclarations d'Abraham Lincoln, malgré l'absence d'une partition que n'aurait pu signer le dernier compositeur de Hollywood, Aaron Copland, l'auteur, qui n'appartient pas à cette glorieuse courbe, nous avait tout de même habitués à mieux.

Un Américain à Paris, pour terminer, fait figure de chef-d'œuvre et permet enfin d'apprécier avec plus de conviction les qualités du Philharmonie Orchestra. Reste à savoir si ce programme est digne d'un tel orchestre et, plus encore, de la bienveillance que nous réservons. En fin de soirée, Bernstein propose un prélude de Gershwin. Nouveaux rappels, second bis : Candide, ouverture de Bernstein.

Un Américain à Paris, pour terminer, fait figure de chef-d'œuvre et permet enfin d'apprécier avec plus de conviction les qualités du Philharmonie Orchestra. Reste à savoir si ce programme est digne d'un tel orchestre et, plus encore, de la bienveillance que nous réservons. En fin de soirée, Bernstein propose un prélude de Gershwin. Nouveaux rappels, second bis : Candide, ouverture de Bernstein.

GÉRARD CONDÉ.

Danse

Découverte de John Neumeier

Les danseurs s'échouent sur scène pendant que la vaste nef du Théâtre de la ville se remplit peu à peu. D'emblée un climat se crée. C'est ce qu'espérait le chorégraphe John Neumeier ; d'ailleurs, il n'est pas en coulisse mais dans la salle, au milieu du public. Le premier ballet présenté par la troupe de l'Opéra de Hambourg « Dämmern » (« le Monde » du 8 juin) commence en douceur. C'est une évolution fluide sur des musiques de Scriabine interprétées par Klaus Arp dont le piano est comme incrusté dans le sol du plateau. Dès les premières figures insolites et la beauté de la danse saisissent.

John Neumeier possède un langage bien à lui et une manière d'impliquer les danseurs dans le discours chorégraphique tout à fait nouvelle. C'est un plaisir de découvrir des agencements imprévus, le mélange des pas les plus classiques et des gestes les plus fous ; cet envoi de toute la troupe en petits brisés avec le buste penché, ces cambrés exagérés, ces pointes allétries que dément un port de bras nonchalant, la façon désinvolte qu'un danseur de balancer son partenaire sur son épaule ou de l'écrouler à sa cuisse comme un bricolage. Après le spectacle le public commentait encore ces images comme on discute après un film qui vous a marqué.

« Rondo », sur un collage de « lieder » et de musique électronique, confirme le goût de Neumeier pour une recherche gestuelle à partir de l'individualité de chaque danseur. Il les utilise par petits groupes de deux ou trois, en alternance ou en canon, tous du

contraste entre un classicisme dépouillé et un expressionnisme parfois outré et donne toujours la sensation que la musique coule dans les veines des interprètes. Ceux-ci d'ailleurs ont dû se mettre à rude école pour assimiler un style qui n'est pas à la portée de n'importe quelle compagnie.

Arrivé à ce moment du programme on n'a pourtant pas encore senti le démiurge. Il se manifeste dans « le Sacre » de Stravinski : une explosion. Le ballet, tout en secousses et répétitions, utilise habilement les danseurs dans une suite d'entrées qui baloyent la scène comme un flux et un reflux. Leur masse s'agglomère dans de vastes mouvements tourmentés sculptés par des faisceaux lumineux et s'épanouit en une méduse aux cent bras. Neumeier s'est écarté du livret : il a suivi la démarche inverse de Béjart dont « le Sacre » ou dessin linéaire, à la progression modulée, s'épanouissait en une pyramide humaine. Ici l'homme primitif lutte pour survivre et ne connaît pas d'excitation grégaire du printemps. En proie aux agressions, à la grande peur, il se cabre, rue, et trouve la solitude ; une solitude fondamentale, désespérée, que Neumeier a tenté de nous faire ressentir physiquement dans la vision finale d'une danseuse, nue, agitant spasmodiquement son crinoline rouge dans l'embrasement des projecteurs. Ce n'est pas une provocation gratuite, plutôt un cri désespéré et qui donne froid.

MARCELLE MICHEL.

★ Jusqu'au 19 juin, à 20 h. 30. Deux représentations sur programme du 21 au 27 juin, à 20 h. 45, et du 22 au 28 juin, à 18 h. 30.

En bref

Photo

Elias Aïssi

Après des expositions de dessins d'enfants immigrés, de photographies sur les situations portuaires, égyptiennes, algériennes, sur les asiles (d'En Sereny), la librairie des cinémas 14-Juillet, qui reste l'une des quelques librairies militantes après la disparition de la Joie de lire, présente des photographies qu'Elias Aïssi a réalisées pour un mémoire de sociologie sur les « aspects acculturés de la société d'accueil ».

Cet Algérien de trente-trois ans a vécu pendant deux ans au contact des milliers de Maghrébins de Nice et de la région qui, écrit-il, « vivent et travaillent dans les mêmes conditions ». Il les a photographiés pendant quelques mois allant de « la misère à deux pas du Négrasso » aux bidonvilles, dont l'un des plus importants de France, celui de la Digue des Français, était situé à la périphérie ouest de Nice. En un montage narratif d'images simples et un peu pauvres, il raconte un malheur et un scandale et, dans ce malheur, ce qui rapproche : une fraternité.

Y. Bd.

★ Jusqu'au 27 juin, à 4 bd Beaux-Arts. Pour tout projet d'exposition : Orla Kressmann, tél. : 700-61-13.

UNE COOPÉRATIVE DE L'AUDIOVISUEL AU PALAIS GARNIER ?

Un élément nouveau est intervenu à dix jours de la clôture des négociations actuellement en cours au Palais Garnier entre les syndicats et la direction : l'administration envisageait de confier à une société coopérative ou commerciale l'exploitation et la diffusion des productions audiovisuelles de l'Opéra : disques, cassettes, documents vidéo, films. Selon les syndicats, qui ont décidé la création d'une commission de travail à ce sujet, la situation juridique s'aggrave. Ils trouveraient modifiée par cette nouvelle réglementation.

ANIMATEURS SOCIALISTES A AVIGNON

Les Rencontres nationales des animateurs socialistes, organisées par le Secrétariat national à l'action culturelle et par le Groupe national des animateurs socialistes, ont lieu les 21 et 22 juin à Avignon. Les programmes d'action culturelle, les structures, la formation et le statut des animateurs sont l'objet des séances de travail en commissions.

INAUGURATION DE LA FONDATION JOAN-MIRO A BARCELONE

Barcelone vit actuellement un moment « historique ». Sans qu'aucun caractère d'officialité donne le ton, la Fondation Joan-Miro, créée par Miro en 1971 et construite par Sert sur la colline de Montjuïc, est inaugurée. Une « inauguration » qui dure trois jours, du 18 au 20 juin, impensable il y a un an encore.

Plus qu'un musée, bien qu'elle détienne un nombre considérable d'œuvres du peintre catalan, c'est un choix judicieux, jusqu'en septembre, la Fondation Joan-Miro est un centre d'études et d'art contemporain, le seul de cette nature en Espagne.

Un public international assiste durant ces trois jours à une série de manifestations très catalanes : sardanes, spectacles de marionnettes, représentations théâtrales données par des troupes locales. Concomme une fête populaire, cette inauguration consacre la vivacité culturelle de Barcelone tant que sa place dans la vie artistique contemporaine. Mais surtout, elle est l'apothéose de Miro vivant. Miro, quatre-vingt-quatre ans, et dont la généreuse présence ne s'était jamais à ce point insérée dans sa terre, dans sa langue et dans son peuple.

F. W.

■ L'Orchestre de chambre de Toulouse, actuellement en tournée en République populaire de Chine, a donné un concert à Canton et à Pékin. C'est la première formation française à se produire en Chine depuis la visite du pianiste Samson François en 1961. En effet, la venue de l'Orchestre de Paris, prévue en 1974, avait alors été annulée (« le Monde » du 1^{er} février 1974).

■ Le Studio-Théâtre 14 (20, avenue de Saint-Gaudens) accueillit, du 22 au 26 juin, le spectacle des mines Claire Bregan et Yves Maré. Variations pour un homme et une femme, c'est à la fois un premier prix d'originalité au Festival d'Edimbourg 1976.

NICOLE ZAND.

Cinéma

Des réalisateurs venus de trois continents

(Suite de la première page.)

A la veille de l'ouverture du festival, la terre avait encore tremblé à Tachkent, un peu plus fort à Boudjara, encore plus fort à Gazli, la cité du gaz, qui a été entièrement détruite.

A l'enseignement de « la paix, la progrès social et la liberté des peuples », le festival ne se soucie pas des catéchismes, naturels ou non. Se soucie-t-il de cinéma ? On ne sait. Il s'agit avant toute chose de rencontres : amicales et de contacts : fructueux avec les représentants des pays d'Afrique, d'Amérique latine, de Chine, bien sûr, est absente tout comme Israël. Mais les hommes d'affaires japonais et indiens écument le marché du film.

Pour un vœux personne — car, vous explique-t-on avec diplomatie, « le cinéma de certains pays en est encore à l'âge de pierre » — la notion de compétition a été officiellement bannie du festival. Il n'y a ni jury, ni concours, ni prix officiels. Tous les participants n'en reçoivent pas moins un diplôme. En outre, le nombre des distinctions spéciales remises par des organisations officielles soviétiques (unions des cinéastes et d'écrivains de la plupart des républiques, revues et journaux spécialisés, etc.) est pratiquement égal au nombre de pays représentés, afin que chacun reparte content. La quantité des distinctions supplée à la qualité des prestations.

L'U.R.S.S. puissance asiatique

SI, à Moscou, l'Union soviétique insiste souvent sur sa vocation européenne, ce qui trahit, à Tachkent, c'est que l'U.R.S.S. se présente comme une grande puissance asiatique, et c'est bien normal lorsqu'on connaît le rôle de « vitrine du développement » que joue la capitale de l'Ouzbékistan pour tous les visiteurs venus du Nord-monde. En tout cas, grâce à ses républiques et territoires d'Asie, l'U.R.S.S. n'est pas seulement l'organisateur du festival ; elle en est aussi le premier participant. C'est ainsi qu'elle présentait cette année neuf films, soit près du tiers de la sélection officielle (dont la plupart d'ailleurs en langue russe), notamment le Bateau blanc, d'après Tchouguiz Aitmatov, grand prix du Festival de Frounzé. C'est ce film que les organisateurs du Festival de Cannes ont refusé, ce qui, après avoir soulevé l'ire de M. Ermach, directeur de Goskino, continue à alimenter des critiques assez vives à l'encontre du festival français.

On trouve certains paradoxes dans la sélection, qui correspond, il est vrai, à certaines subtilités de la diplomatie soviétique : c'est ainsi que deux documentaires marocains, Histoire du Sahara et Maroc 76, expliquant que le territoire du Maroc avait toujours été

sur le fleuve Sénégal — avec de bons documents sur la « marche verte » d'octobre 1975, — ce qui suscita le mécontentement de la délégation algérienne. On pouvait voir aussi un film mauritanien vantant le gloire de l'islam, unificateur du monde arabo-islamique, et d'Asie, ainsi que l'« amitié avec la Chine », orgueil de la révolution.

Il faut l'avoir vu pour reconnaître le prestige, l'engouement dont jouit l'Inde en Ouzbékistan et dans toute l'Asie soviétique. Présents en force avec une délégation de plus de trente personnes, dont le vice-ministre de l'Information, aidés par des foules en délire, les Indiens se composent avec les Américains, de l'Asie centrale, où leurs films sont fort appréciés.

L'acteur, producteur et réalisateur, Raj Kapoor, spécialiste de mélos

sinués et musicaux — et célèbre ici depuis vingt ans avec son meilleur film, le Vegabond, — suscitait de véritables raz de marée humains difficilement contenus par la police, dès qu'il se montrait ; à Samarkand, ses fans poursuivaient sa voiture et tentaient même d'empêcher le départ de son train.

Relativité de la gloire en ce bas monde : la présence à Tachkent de Michail Gorboukhine est pratiquement passée inaperçue.

Grandes puissances industrielles, le Japon jouit d'ordinaire d'un prestige immense à Tachkent, sans approcher, cependant, de la cote d'« amour de l'Inde. Le Village, toutefois, film de Yuji Yamashita, sur les dix-neuf ans de jeunes ruraux qui unissent toute leur volonté et leur force de persuasion pour faire dépenser 650 000 yens aux habitants de leur village pour faire

venir une troupe de théâtre, a beaucoup déçu, mais l'on se rait, en revanche, dans les salles qui projetaient, hors festival, Lady Karati.

Outre la masse de films sur les heures glorieuses de la Révolution et de la prise du pouvoir aux quatre coins du monde, sur la collectivisation des terres ou la création de coopératives, sur les faux attrails de la ville par rapport à la campagne et sur la mise en valeur des territoires de chaque nation, quelques productions ont retenu l'attention pour des raisons diverses. Citons, en premier lieu, Chronique des années de braise qui valut à l'Algérie la « distinction » du Comité de solidarité afro-asiatique (et qui aurait été acheté par l'U.R.S.S.), qui se place très au-dessus du lot, même si certains Algériens reprochent à ce film d'être une production de prestige à l'usage des festivals internationaux, dont l'énorme prix de revient (on parle de plus de 12 millions de francs) empêche des réalisations moins coûteuses. Certains films paraissent réellement déplacés, tel le Chemin du rêve, produit et réalisé par des Arméniens de Beyrouth et qui n'est qu'un bon vieux Love Story avec téléphones blancs et voitures de luxe, tout à fait indécentes pour représenter un pays en train de mourir.

L'Egypte, elle, avait envoyé les Frères ennemis, les frères Karamani, curieuse histoire de quatre frères que réunit la haine de leur père ; le bédouin épileptique tuera le jeune Karamani mais son frère, le journaliste « intellectuel », qui répète à satiété que chaque homme est Dieu, que tout est permis à tous, s'accusera d'être moralement coupable du crime... On n'ose pas penser que c'est là la seule voie égyptienne vers Dostoevski. Ce serait trop grotesque.

Du Mexique était venu les Actes de Maroussia, réalisés par le Chilien Miguel Littin, film politique dans un décor de western, pavé de bonnes intentions et de cadavres, à propos de l'effroyable répression d'une grève au Chili, en 1907. Présenté on ne sait pourquoi par la Libye, le film tunisien coproduit par la France, les Ambassadeurs, force réaliste et tragique sur le racisme envers les travailleurs immigrés, ces « ambassadeurs du tiers-monde » qui résistent à la Goutte d'Or, balayent nos rues et font les travaux que nous ne voulons plus faire, et qui finissent parfois victimes d'une razzia. D'Iran, également, nous avons vu un film sur l'intolérance, dont on repartira certainement : L'Etranger et le Brouillard, de Bahram Ghalizadeh. Opéra shakespearien sans musique, utilisant les ressources du Grand-Guignol et du combat de samouraï, le film raconte l'histoire d'un homme qu'un bateau apporte, inconscient, dans un village primitif qui va refuser l'étranger. Ces « scènes de chasse en Iran » fournissent d'images fortes et violentes, de férocité et de peur.

PRESSE

LA FIN D'UN EMPIRE

UN MESSAGE DE M. JEAN PROUST « A SES AMIS »

M. Jean Proust a rendu public le 18 juin le message suivant adressé à ses amis :

Tant d'années de travail en commun et de confiance réciproque m'invitent à m'adresser à vous après la décision que j'ai dû prendre au soir de ma vie.

Cette décision mûrement réfléchie a été guidée par le souci de sauvegarder l'œuvre bâtie en commun et de préserver son avenir qui est le nôtre.

J'ai voulu que ma succession soit assurée, d'une part, par mes petites-filles, qui conservent la responsabilité des magazines féminins de notre groupe ; d'autre part, par mes amis de la maison Hachette, depuis vingt-cinq ans mes associés fidèles et loyaux.

Je m'en vais le cœur serré, jamais je n'ai été aussi près de vous qu'au moment de partir. Mais, jusqu'à mon dernier souffle, ma pensée ne quittera pas ce beau métier de journaliste que j'ai donné pendant cinquante ans les plus grandes satisfactions, ni cette maison où nous avons accompli tous ensemble dans l'unité une tâche que nous pouvions regarder avec fierté.

J'ignore quelle image on se fait, on se fera de moi. Je sais en tout cas que j'ai écrit avec vous une page honorable, j'ose dire une grande page, de l'histoire de la presse de notre pays.

Je n'accepte aucun éloge, aucun hommage, que je ne partage avec vous : ceux qui sont présents, ceux qui ne le sont plus.

A tous, j'exprime ma gratitude et ma profonde affection.

LE COMMUNIQUÉ DU GROUPE DE « LA RUE PIERRE-CHARRON »

Un communiqué émanant du groupe de presse dit de « la rue Pierre-Charbon » (Proust) a été publié vendredi 18 juin dans l'après-midi, confirme en ces termes les informations que nous avons données (le Monde du 19 juin) :

Après un redressement de la situation économique de l'ensemble des titres de son groupe, illustré par un résultat positif à fin mai 1976, M. Jean Proust, directeur de Paris-Match, Paris-Match-Télé-1 Jour, et pionnier de la presse féminine, a pris la décision, pour assurer la pérennité de ses entreprises, de céder, d'une part, Paris-Match, Parents et 50 % de Télé-1 Jour à son associé Hachette, d'autre part, les magazines féminins (Marie-Claire, la Maison de Marie-Claire, 100 Idées, Madame Frounce, Cosmopolitan) à ses petites-filles.

On notera que le communiqué officiel ne fait pas allusion, dans le cadre de la transaction, aux quelque 14 % d'actions détenues par M. Jean Proust dans la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, qui exploite R.T.L. Deux acheteurs éventuels se sont portés candidats : M. Marcel Dassault et le groupe belge Audiofina (Bruxelles-Lambert, Emipax) et Havas, qui détient déjà ensemble 33 % des actions de la C.L.T.V.

ria cuervos...
Regards d'une Enfance
un film de Carlos SAURA
avec MINE CHAPLIN TORRENT
AC de PRACULA
LA REVELATION DU NOUVEAU CINEMA FANTASTIQUE JAPONAIS

CARNET

Naissances
— M. Jean-Claude Champion et Mme, née Anne Anselme, ont la joie d'annoncer la naissance de
Martin.
Dimanche 13 juin 1976.
10, rue Bayre, 75017 Paris.

Décès
SERGE SAUNERON
Mme Serge Sauneron, née Dominique Seuerger, M. et Mme Fernand Sauneron, Mme Lila Zerb.
Les familles Sauneron-Litalien, Billaco, Zerb et Castellani, ont la douleur de faire part du décès, survenu accidentellement le 3 juin 1976, de
Serge SAUNERON, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université, directeur de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, directeur adjoint du Centre franco-égyptien de Karnak, et de celui de son fils
Jean-François SAUNERON, l'inhumation a eu lieu le 5 juin 1976 au Caire.

— Le personnel de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, le directeur et le personnel du Centre franco-égyptien de Karnak, ont la douleur de faire part du décès, survenu accidentellement le 3 juin 1976, de
Serge SAUNERON, directeur de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, directeur adjoint du Centre franco-égyptien de Karnak, et de celui de son fils
Jean-François SAUNERON.
[Il est né le 3 janvier 1927, M. Serge Sauneron était orientiste et sorti de l'Ecole normale supérieure vers l'égyptologie. Il entra en 1950 à l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, où il fit toute sa carrière, et qu'il dirigea depuis 1969. Il a publié de nombreux ouvrages, scientifiques et de vulgarisation, et avait reçu la médaille d'argent du Centre national de la recherche scientifique.]

Anniversaires
— M. et Mme Pierre Henrion, M. et Mme Philippe Marraud et leurs enfants, M. et Mme Marc Crougeau et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 juin 1976, de
M. Pierre HENRION, architecte D.P.L., survenu le 14 juin 1976, dans sa treuante-huitième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 juin 1976.

Remerciements
— M. Claude Lunet, architecte, Dominique et Marc Lunet, ses fils, M. et Mme André Jorje, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 juin 1976, de
M. Pierre HENRION, architecte D.P.L., survenu le 14 juin 1976, dans sa treuante-huitième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 juin 1976.

Communications diverses
— L'Association des anciens élèves du Prytanée national militaire de la Flèche, célèbre cette année le bicentenaire de la création des Ecoles royales militaires. Cette cérémonie se joint aux fêtes de tradition de l'Ecole, qui se dérouleront les 26 et 27 juin.
Pour tous renseignements, s'adresser au siège de l'Association, 12 rue de Babylone, Paris 06. Tél. : 546-24-24 (d'après-midi) ou 542-49-52 (heures de bureau).

Le Schœffer Bitter Lemon
c'est la pulpe qui est renversante

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...
Les équipements collectifs et la qualité de la vie

Le nécessaire et le superflu
« Il y a quelque chose de profondément choquant, et pour certains d'entre nous il y a comme une dérisoire amère, à songer que les équipements qui sont présentement conçus et financés pour rendre plus de services aux Français se trouvent parfois critiqués parce qu'ils n'auraient à leur bien-être », a déclaré le jeudi 17 juin M. Robert Galley, ministre de l'équipement, à Marly-le-Roi, où M. Marc Lauriol, député U.D.R. des Yvelines, avait invité à prononcer une conférence sur le thème : « Equipements collectifs et qualité de la vie ».

Les équipements — jugés indispensables — sont surtout, selon le ministre de l'équipement, les routes, les centrales électriques, les barrages et les ensembles d'habitation — gros consommateurs d'espace. Mais l'espace naturel n'est pas, selon le ministre, un bien aussi rare qu'on le croit. « Le conflit entre la qualité de la vie et les équipements se présente comme un intrus — est — l'ordre de la qualité », et ne se résout, a remarqué M. Galley, que par l'immobilisme (on recule devant l'expression des mécaniciens), l'injustice (on repousse les nuisances chez le voisin moins bien défendu) ou l'arbitraire.

Qualité de la vie
— L'ENVIRONNEMENT DANS LES BAUTS-DE-SEINE. — M. Jacques Baumel (U.D.R.), président du conseil général des Hauts-de-Seine, député, maire de Neuilly-Malmaison, a organisé, en présence de M. Fosset, ministre de la qualité de la vie, une table ronde sur les problèmes de l'environnement. Dans le cadre de la rénovation de son matériel ferroviaire destiné aux services voyageurs à grande vitesse, la société nationale américaine Amtrak vient de signer avec les constructeurs français Alstom et Francorail-M.T.E. un contrat portant livraison d'une locomotive type CC 21 000 bi-courant, actuellement en service sur les réseaux de la S.N.C.F. — (A.P.F.)

Paris
Les élus de la capitale s'inquiètent des dangers qui menacent le bois de Vincennes

Pauvre Conseil de Paris... Il vit ses derniers jours sans gloire et dans une indifférence presque générale y compris, pourrait-on croire, des conseillers eux-mêmes. A preuve, cette séance du vendredi 18 juin où, par exemple, en fin d'après-midi, on ne comptait pas plus de sept présents sur les quatre-vingt-dix élus, alors qu'un cours de cette journée devraient se discuter au moins trois sujets importants pour l'avenir de l'ensemble des Parisiens : le sort du bois de Vincennes, le départ de l'Ecole polytechnique, la situation du quartier de l'Observatoire.

L'« X » déménage en automne
L'avenir de Polytechnique, sur le plateau de Fontainebleau, de 166 hectares, au lieu de 3,5 dans le cinquième arrondissement, a été l'objet d'un débat très animé. M. Rudeau affirme, d'autre part, « qu'il n'y a aucun risque de spéculation sur les terrains de l'Ecole puisque ceux-ci seront affectés à un institut de recherche et d'enseignement assurant notamment la formation complémentaire des ingénieurs ».

CONCORDE A ZURICH ? — Un communiqué de l'Office fédéral helvétique de l'air justifie le 18 juin le refus opposé à la compagnie Air France de pouvoir utiliser Concorde pour cinq vols charter entre l'aéroport de Zurich et celui de Casablanca (Maroc). L'Office indique que « ces vols survoleraient au moment où certaines communes avoisinant l'aéroport seraient déjà soumise à un bruit accru en raison des pistes ». L'Office fait remarquer, d'autre part, qu'il n'a jamais été question d'ouvrir un trafic régulier avec Concorde, au départ ou à destination de la Suisse. — (A.P.F.)

GREVE A L'UTA. — Le Syndicat national du personnel U.T.A. (S.N.P.N.C.) a lancé un ordre d'arrêt de travail de quarante-huit heures auprès des quatre cents hôtesses et stewards de la compagnie U.T.A. Cet arrêt de travail, qui affecte les vols au départ de Paris et des escaliers métropolitains, est effectif depuis ce samedi 19 juin au matin. Les vols vers Abidjan a dû être annulé et les passagers ont été regroupés sur un autre vol. Les autres vols subiront, selon la direction d'U.T.A., des « retards légers ».

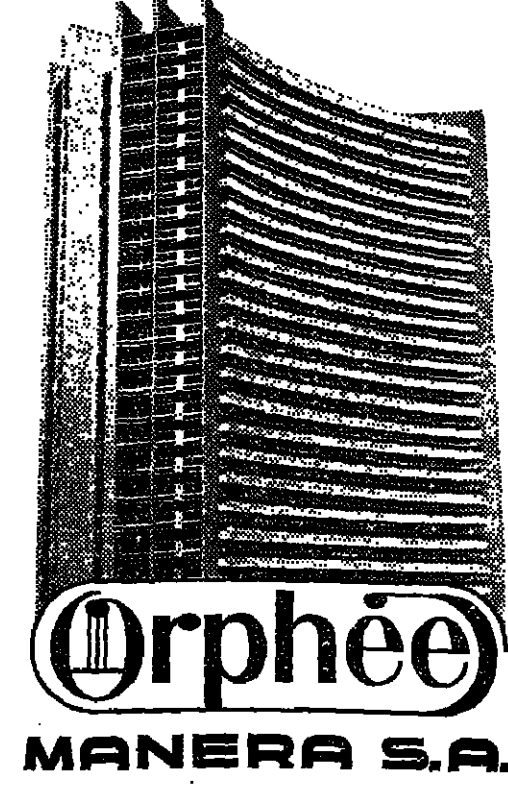
LES VRAIS AMOUREUX DE PARIS HABITERONT TOUJOURS AU BORD DE LA SEINE.

Des appartements luxueux et actuels, tous munis de balcons, du studio au 5 pièces, vous attendent 71 à 83 quai André Citroën, pour vous séduire.

Visitez l'appartement-témoin, 71 à 83 quai André Citroën - (tél. : 577.93.35) tous les jours de 14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi).

IMMOBILIÈRE IÉNA 96, avenue d'Iéna - 75116 Paris

723.72.27



Orphée
MANERA S.A.

Le Monde

Scandale sur l'Observatoire

Le conseil de Paris, le 18 juin, a voté la suppression de l'Observatoire, un quartier de Paris, pour faire place à un quartier d'affaires. Cette décision a été prise à l'unanimité, mais elle a été précédée d'un débat très animé. Les élus de la capitale s'inquiètent des dangers qui menacent le bois de Vincennes, le quartier de l'Observatoire, la situation du quartier de l'Observatoire.

Au fil de...

Le conseil de Paris, le 18 juin, a voté la suppression de l'Observatoire, un quartier de Paris, pour faire place à un quartier d'affaires. Cette décision a été prise à l'unanimité, mais elle a été précédée d'un débat très animé. Les élus de la capitale s'inquiètent des dangers qui menacent le bois de Vincennes, le quartier de l'Observatoire, la situation du quartier de l'Observatoire.

Une autre définition de la recherche

se sont déjà prêtés à ce jeu de miroir) ; TF 1 a également prévu la reprise de « Réalité-fiction » ; Antenne 2 a décidé de donner une suite aux « Miroirs du temps présent », réalisé par Guy Châlon, Gérard Gozlan et Bernard Gerbert, Sur FR 3, la série « Hiéroglyphes » a été diffusée cette année.

Si c'est intéressant...

Si c'est intéressant...

Pour Claude Guisard et pour Manette Barin, ce travail devrait favoriser un renouvellement du langage — celui du documentaire et de la fiction — et permettre de trouver une écriture différente. « Éviter de répéter des procédés éculés, dit Manette Barin. Il faut donner à des gens neue des possibilités nouvelles. Pour cela, il faut des producteurs qui aient une culture, des connaissances, des mètres et des saltimbanques » — créateurs et gestionnaires. « Pour sortir des normes, on a inventé le prêt de pellicule (on finance un prêtageage, on développe l'essai : on visionne ; et si c'est intéressant, on continue). On prend des films à louer, on les loue à des gens. D'autre part, on est autorisé à établir des coproductions. Cela peut se faire avec les auteurs des films. Une série, « Autocritiques », réalisée par Marie-

leur sortie. « Je suis responsable de programmes, dit Manette Bertin. Je dois donc chercher une programmation, et si je ne la trouve pas sur les chaînes, je le cherche ailleurs, pour survivre. »

L'INA rencontre, en effet, quelques difficultés : les chaînes, qui ne se sont pas encore situées par rapport à l'Institut, ne l'utilisent toujours pas comme service de recherche. Elles ne commandent pas de programmes, ont des difficultés spécifiques, ambivalentes où l'INA prendrait, lui, le risque de l'échec. Ceul-ci propose cependant des conditions de travail différentes — matériel plus léger, emploi du temps plus souples, séries pilotes — qui pourraient susciter des initiatives intéressantes. Antenne 2 avait passé quelques commandes originales. Elle n'a pu les maintenir faute de crédit. Il s'agissait du *Tour de France* de deux années, d'après G. Bruno, d'une recherche sur le *Donner le jour* de Coiffier, Ribault, d'un essai sur le comique. Dans cette situation délicate, les chaînes se méfient — encore un peu de l'Institut, qui a pour tâche de se faire connaître, de faire connaître sa propre création, et de convaincre de son utilité.

Temps d'antenne «équitable» pour la majorité

On sait que des observateurs groupés autour de Mme Edmonde Charles-Roux s'y emploient pour l'opposition socialiste. Mais un remarquable ouvrage déjà ancien, mais récemment publié en Suisse (1) et réalisé par un groupe d'étudiants en sociologie au séminaire de journalistique à l'université de Zurich, semble prouver que la tâche est plus aisée pour des spécialistes « neutres » — ou se réclament, du moins, de la neutralité universitaire.

« Pour moi, le télévisuel n'est qu'un langage, le langage télévisuel, qui est une langue alémanique, répertoriée de la façon la plus minutieuse, et la plus stricte, les procédés d'« information télévisée en système capitaliste ». Tout y passe : les « orientations » du commentateur (qui « dans son ensemble ne dit rien sur les raisons et les revendications des différents groupes qui existent dans la firme »), les « intentions » de l'opérateur, l'« extraction » que la façon de représenter à l'écran les groupes sociaux (« selon leur puissance respective », le faux dilettantisme (qui se résume à « une présentation aussi atrémente et variée que possible des différents sujets »), l'absence de liens entre les faits, l'aboussissement à la négation du processus historique et de la finalité de l'organisation du temps (« les événements semblent se produire indépendamment de l'homme ; le devenir du monde deviendrait un fait de la nature »).

(1) *Le Monde télévisé ; l'information politique à l'ère du capitalisme*. Editions CEDIPS, Lausanne, 1976.

● **ESSAI SONORE : POUR UNE PIÈCE DE MUSIQUE.**
— Lundi 21 juin, France-Musique, 22 h. 30.
Le compositeur André Almuro, qui poursuit ses activités de créateur de sonorités neuves grâce aux « Nuits »

D'entrée de jeu, on pense à Rousseau, aux *Écrites d'un promeneur solitaire* et de l'Émile, tant le rêve vécu lui par Claude et Francis Hunziger « colle » aux vieux mythes de la nature retrouvée — que le mot « nature » signifie « campagne » et « vérité intérieure ». On se rappelle aussi, dans le même ordre d'idées, les *Contes de la forêt* de Jean Vigne, dans les Vosges, se levant tôt, veillant rarement : ils élèvent des monticules, et vivent de la laine, lui en colorant, elle en tissant. Ce sont — le cas est rare ! — des artisans jeunes et satisfaits. Mais des artisans « à la mode » dont les tissages d'art sont exposés dans des galeries, puis vendus à d'autres amoureux de la nature, c'est-à-dire à ceux de nous-mêmes, donc, des marginaux. Marginaux sympathiques, rayonnants, prosélytes zélés (elle s'est déjà expliquée dans un livre : *Bambou, la vie rêvée*), des marginaux que l'on a tout de même, le temps de cette superbe émission de Jean-Marie Drot, bien envie d'imiter.

psychologique et le duo d'acteurs Maurice Ronet-Michel Bouquet font de ce film un spectacle attachant.

● **TARTUFFE**, de Friedrich-Wilhelm Murnau. — Dimanche 27 juin, FR 3, 22 h 30. Singulière adaptation de Molière pour un « film dans le film » reprenant un des grands thèmes de Murnau : « l'homme qui se fait ».

e faux dévot, c'est le mal socialement installé, qui souille la famille d'Orgon en prenant possession de son univers. Un autre aspect de

● LE JOUR OU LA TERRE S'ARRÊTE, de Robert Wiss. — Lundi 28 juin, TF 1, 20 h. 30.

Robert Wise réalisait, en pleine guerre de Corée, un

apologie dénonçant le danger atomique et plaçant le gouvernement américain en face de ses responsabilités. Cette satire, alors originale et relativement audacieuse, a-t-elle bien vieilli ?

● **LES SUSPECTS**, de Michel Wyn. — Lundi 28 juin, FR 3, 20 h. 30.
Un meurtre, une enquête.

Portrait de la victime par retours en arrière, sur témoignages de ceux qui deviennent des suspects, mécanisme de la « pleuvre » (c'était le titre du

romain de Paul Andreotti)
policière et judiciaire. Inté-
ressant par le contexte socio-
logique et le fonctionnement
de ce mécanisme.

d'accord, pas d'accord (le mardi, le

PHILOSOPHIQUES
10 h. 30 (le dimanche), La source
11 h., Présence protestante; 10 h. 30,

seigneur : **Fernand Portal**, préfet
 10), l'Eglise et les Français, « Vivre
 urd'hui » (le 27) ; 11 h., Messe
 Notre-Dame-du-Bec au Bec-Helluin,
 10), dans la chapelle du collège

R T I cont. page 10 b Hq

Parade ; 21 h., Les routiers sont sympas ; 24 h., Les nocturnes.

FRANCE-CULTURE : (1^e dimanche) ; 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme orien-

tal ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Ecoule Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine ; La Grande Loge de France (le 20). l'Union rationaliste

Radioscopies
FRANCE-INTER : 17 h. - Jac.

ques Chancel reçoit le professeur Pierre Grimal (lundi) ; notre collaboratrice Dominique Desanti (mardi) ; Antonio de Almeida, chef d'orchestre (mercredi) ; le Père

Alexis Kniazeff (jeudi) ; Jorge Amado, écrivain (vendredi).

1. *Journal of the American Medical Association*, 277, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674,

صكزا من الاول

LA GÉOGRAPHIE

par Maurice Le Lannou

L'ARCHÉOLOGUE ET LE GÉOGRAPHE

L'ATERRISSAGE à La Valette révèle au voyageur le moins curieux l'énorme surcharge urbaine de l'archipel maltais. L'extrême extension de l'agglomération capitale évoque des spectacles d'Amérique, mais les deux îles principales tout entières, si nombreuses qu'elles sont fort rapprochées, et quand elles ne s'anastomosent pas, présentent les campagnes jusqu'à l'étonnement. Et ce ne sont point de monstrueux villages à la sicilienne, mais de vraies villes, quelques-unes fort belles — je pense à Mdina — et riches d'une histoire agitée qui témoigne d'une large ouverture sur le monde. Comment auraient-elles pu s'accroître à 320 000 habitants, plus de 1 000 au kilomètre carré, si les îles n'avaient dû vivre de leurs seules ressources, et repousser sur soi ?

Autant qu'on en puisse juger à la malgre part aujourd'hui laissée aux champs, cet archipel convoité — dont le sous-sol ne recèle aucun métal — ne dispose guère de terres fécondes. Les sols trop secs et trop minces en feraient un caillou poudré si la campagne n'était découpée en damier par des murettes de pierres au dessin très dense. Paysage artificiel, donc, comme sont artificiels les sols eux-mêmes, formés par un sol millénaire. La terre arable est à Malte d'un très grand prix. On l'a dite importée de la Sicile voisine ! Légende, certes, née vers 1780 de la relation d'un Américain qui avait l'habitude d'espaces plus vastes. Mais les légendes ne sortent pas de rien, et les sols cultivables de l'archipel maltais, sans être rapportés de toutes pièces comme le sont parfois ceux des Canaries, sont bien le produit d'un travail acharné. Ils sont en tout cas protégés par une curiosité locale qui oblige les constructeurs d'édifices à conserver la terre extraite de leurs excavations pour l'utiliser à recouvrir des surfaces rocheuses. Et il va de soi que le coût de tels sols oblige à les exploiter par des cultures lucratives. Ce sont là des fruits et des légumes, plus autorisés par un climat de primeurs que par une terre somme toute ingrate, et destinés à l'exportation. Pour les besoins en viande, l'archipel dépend presque entièrement de l'extérieur.

Cette dépendance ne date pas d'hier. Déjà à la fin du Moyen Âge la géo-

graphie économique des îles montre un caractère double à quoi correspond une opposition sociale : tandis que le seigneur et le bourgeois sont des corsaires, des armateurs, des commerçants, dont le rayon d'action est l'ensemble de la Méditerranée, une foule nombreuse de pays libres et pauvres assurent par sa relative sûreté comparée aux aléas de la course et du commerce — de la subsistance nécessaire. Et pourtant, l'on voit que cette agriculture, dont la préoccupation essentielle était le blé, consacrait déjà une partie de ses efforts à des cultures d'exportation comme le coton et le cuivre (1).

Mais cette manière d'équilibre est aux temps modernes tout à fait rompue lorsque l'archipel, après la victoire de la Chrétienté sur les Turcs, lie sans réserve son destin à la mer. Sa population n'est que de vingt-trois mille âmes après le siège de 1565. A partir de ce moment commence un essor démographique qui porte le chiffre à cent mille — c'est une densité kilométrique de plus de trois cent quinze — lors de l'occupation française de 1798, et qui le multiplie ensuite par plus de trois, malgré une émigration considérable, en moins de deux cents ans. De telles densités impliquent qu'aucune relation ne puisse être établie entre le nombre des hommes et les ressources du lieu. Économie de course, économie d'empirisme, économie de forteresse, économie de services, telles sont quelques-unes des dénominations qui conviennent, selon les époques, à la vie maltaise des quatre derniers siècles.

Les surprenants monuments mégalithiques de l'archipel, temples pour la plupart, connus depuis plus d'un siècle, plus récemment étudiés, invitent à chercher bien au-delà. Mégalithiques, cela signifie simplement construits d'énormes blocs, dont certains doivent peser plus d'une dizaine de tonnes. Le mot n'a pas d'acception chronologique, car l'on n'est point parvenu à un accord complet sur leur date. Nous devons pourtant attribuer au néolithique cette civilisation impressionnante dont les grandes œuvres architecturales peuvent être encadrées, en gros,

par les dates de 2500 et 1500 avant le Christ. Or il s'agit d'une culture d'un type autonome, correspondant à une colonisation agricole livrée à ses propres moyens, sans qu'une véritable interruption de quelque civilisation étrangère soit intervenue. Les premières interruptions dont nous ayons connaissance remontent aux environs de 1400. Bien qu'elles apportent le métal, elles entraînent une civilisation plus rude qui ne laissera rien d'aussi intéressant que les créations de la période antérieure. Malte aurait donc développé une grande culture néolithique avant même d'être entrée dans le tourbillon du monde méditerranéen. Les conclusions des historiens donnent à cette hypothèse beaucoup de vraisemblance. Les plus anciennes populations de l'archipel, nous dit-on, sont venues de Sicile, dans la seconde moitié du III^e millénaire, à la recherche de terres nouvelles à cultiver. L'histoire montre bien d'autres cas de ces occupations d'îles facilement aperçues aux jours clairs par des populations du continent voisin en voie de surcharge démographique.

Il se peut donc que Malte, dont les conditions naturelles ne se sont guères que plus tard, par l'érosion des sols et la disparition de toute couverture végétale, ait alors été parfaitement en mesure de nourrir ses colons, voire d'en laisser croître notablement le nombre. Mais que cet accroissement en vase clos d'un groupe de cultivateurs ait pu atteindre des chiffres autorisant l'apparition d'un urbanisme mégalithique comme celui dont nous avons sous les yeux les restes coexistants me paraît impensable. Il y a fallu des contacts avec l'étranger, qui, seuls, peuvent expliquer qu'une civilisation de type agricole ait pu s'enrichir à ce point. L'idée vient qu'il s'est agi de contacts pacifiques, de nature commerciale, et que les partenaires devaient tirer leur origine de quelque partie du monde influencée par Mycènes. Si l'on admet ces interventions, il devient tout à fait possible qu'une société rurale se fasse plus complexe, par la participation de groupes non plus liés à la terre, mais voués au commerce, et par le jeu d'une certaine initiation. Mais n'est-ce pas le cas de l'Europe tout entière dans la dernière phase des temps néolithiques ? Malte

ne fait point exception : comme disait André Maurois, elle est ce « microcosme » où l'on voit « se refléter... la vie du macrocosme occidental ».

Toutes ces questions faisaient le thème d'un bien intéressant congrès qui s'est tenu à Palerme et à Malte du 25 avril au 4 mai dernier (2). J'en fus en quelque sorte l'introduit, puis que j'acceptai la charge d'une relation liminaire visant à informer les archéologues des prémisses géographiques de leurs débats. Dérisoire introduction ! Il s'agissait de savoir si l'île avait pu nourrir assez de gens pour édifier des murailles cyclopéennes. Le géographe était ainsi invité à mettre sa science au service exacte au service de la science conjecturale des préhistoriens. C'était une invite fallacieuse, car il n'y a pas, pour le géographe, de nature absolue, mais un ensemble de conditions physiques et biologiques variables selon le groupe humain qui occupe les lieux et suivant ce que ce groupe en attend, et le géographe en est réduit, pour connaître la géographie naturelle des temps révolus, à consulter... l'historien ou l'archéologue.

Si la géographie peut aider à mieux encadrer les problèmes d'histoire, les conclusions de géographie historique suggérées par l'historien ne manquent pas non plus d'éclaircir jusqu'à un certain point la géographie. J'en donnerai pour preuve la contribution, à ce problème des rapports de Malte et de la Sicile, de mon éminent confrère palermitain Luigi Bernabò Brea, qui met en lumière le rôle joué par l'étrange flot de l'Ogmina, situé à portée de nageur du littoral sicilien et à une dizaine de kilomètres au sud de Syracuse. Les trois vallées archéologiques lui ont permis de voir dans la minuscule sentinelle insulaire un poste ou un comptoir créé par des Maltais quelques temps avant le milieu du IV^e millénaire, soit avant les invasions qui effacèrent la civilisation néolithique et mégalithique de notre archipel.

Les Maltais sont donc alors sortis du pur genre de vie agricole et en mesure d'exploiter, à partir de ce site qui fait penser au Tyr de Phénicie ou au Nora de Sardaigne, la grande île dont ils étaient originaires. Ils ont acquis les

deux dimensions de la Méditerranée, l'agricole et la commerciale. A l'origine, terrain de colonisation pour des Siciliens qui ne connaissent encore que le travail de la terre, voici Malte devenue une des îles-approis qui servent aux civilisations négociances. Cela s'est fait sans brutalité, et comme par un développement naturel, mais pas sans que ces paysans aient, de Méditerranée orientale sans doute, reçu de nouvelles impulsions.

Nous apercevons, à ces lumières conjuguées de l'histoire et de la géographie, le double trait des îles méditerranéennes. Malte est le type de l'île hasardeuse, de superficie mesurée, d'approche parfois difficile, mais bien située, tour à tour ou tout ensemble comptoir et poste militaire, jalon en tout cas sur un grand chemin de mer. Bernabò Brea la rapproche des Lipari et suggère que ces îles isolées ont bien pu être en rapport avec la route de l'étain entre les îles britanniques et la Cappadoce. A l'opposé, les grandes îles comme la Sicile sont à l'origine, rébarbatives, renfermées, trop vastes pour la conjonction méditerranéenne du commerce. Par peur des Cyclopes et des Lestrygons, les navigateurs les plus hardis rangent précautionneusement leurs interminables littoraux. Et ces deux types correspondent à la double vocation que l'on a toujours reconnue à la Méditerranée tout entière, la pastorale et la marchande, et donc à deux types de vie et d'horizon.

La circonstance explique cet autre contraste entre les archaïsmes persistants et les brusques mais incomplètes novations qui signalent sur la carte le cheminement des civilisations. L'histoire de la Méditerranée, comme celle de la Sicile, est marquée de cette double nature que la géographie a si bien préparée.

(1) Le cumin tire son nom de l'île de Cumin, dans le détroit qui sépare Malte de Gozo.

(2) Quarto Congresso internazionale di studi sulla Sicilia antica. Ces rencontres sont organisées tous les quatre ans par l'Institut d'histoire ancienne de l'université de Palerme, sous la direction de l'archéologue Eusebio Manno. Je n'ai pu aller à la belle ville de Palerme, où l'on trouve les comptes rendus de ces manifestations. Le congrès de 1980 occupera des rapports entre Sicile et Sardaigne. Belle occasion de confronter le mégalithisme maltais avec celui de l'île des Nuraghes !

RURBAINES ET RURBAINS

Une nouvelle manière de vivre

TROISIÈME volume d'une nouvelle collection d'urbanisme dirigée par Françoise Choay, une étude de Gérard Bauer et Jean-Michel Roux analyse cette forme très particulière, et en France relativement récente, du retour à la terre qu'est la « rurbanisation » (1). La rurbanisation (rus + urbs) ne se confond pas avec le phénomène traditionnel de la banlieue, du « pavillonnaire », simple rejet et désintégration de l'urbain dans un espace dense et continu, mais correspond à des formes plus souples et variées de déconcentration de la ville vers la campagne.

Elle maintient en effet les vides, ne recouvre pas entièrement les lignes du paysage, aligne les maisons individuelles à la sorte des villages ou des groupes en « néo-villages », parfois accrochés à un village ancien, parfois isolés dans la nature ou dans ce que leur construction a laissé subsister autour d'eux de nature vive et vraisemblable. Maisons identiques, faites d'éléments préfabriqués et assemblés rapidement : on voit l'influence des promoteurs, celui des utilisateurs, celui de la moindre prise, la tranquillité, de meilleures conditions d'hygiène, l'illusion de retourner à la vie naturelle sans perdre les avantages de la ville où l'on travaille, où l'on fait ses achats, où l'on va parfois se distraire, flâner ou se cultiver.

Chacun chez soi

Qui sont les rurbanes ? Cela dépend des régions, des ressources de la ville qui est leur point de référence. Dans la plaine de Versailles, on trouve surtout des cadres moyens et supérieurs ; en Normandie, dans la région de Nîmes, deux exemples bien analysés par nos auteurs, des gens de condition plus modeste. Quels que soient leurs revenus, les rurbanes appartiennent tous au secteur tertiaire et sont presque toujours des couples jeunes ou d'âge moyen : il n'y a ni ouvriers, ni vieillards, ni retraités dans les néo-villages et, bien sûr — qu'est-ce qu'ils feraient y faire les malheureux ? — pas de célibataires.

En revanche beaucoup d'enfants, des bébés rurbanes, une ou deux voitures par famille, la panoplie de l'électroménager au grand complet, le gazon, le tondeuse, des jeunes femmes qui, souvent, ne travaillent pas

et essayent plus ou moins de nouer entre elles, entre leurs enfants, des relations de sociabilité moyenne. « On n'a pas besoin des voisins, répond une rurbanne à l'enquêteur, on se rend service, mais on ne se lésine pas tellement, c'est assez chacun chez soi. » Mais une autre rurbanne dira : « Dans le lotissement, on se trouve à peu près tous du même niveau, avec une éducation à peu près pareille, des revenus identiques. Je me sens dans une caste. Je me trouve plus de ma vie, mais, sans qu'avant je l'aie eue, où je ne connaissais personne. Ce ne m'intéressait pas. »

Quels sont les rapports des rurbanes avec le milieu rural ? A peu près inexistant. On respire la campagne, on ne s'y intéresse pas, on n'y fait même pas ses achats : à l'épicerie du village, les produits sont trop chers, peu variés, insuffisamment pourvus de ce « glamour » qui tenterait la ménagère, lectrice des hebdomadaires à la mode. On va parfois à la ferme acheter du lait, des œufs, un lapin, mais pas régulièrement. Un rurban déclare : « Pour nous il n'y a aucune différence avec la ville. On continue à vivre comme si on y était. » Un autre : « Je ne connais personne à Boulligny, je connais juste le voisin d'en face, et le maire, parce que c'est le médecin du village. » Une rurbanne ajoute : « Il y a encore des fermes, des chèvres, du fromage de chèvre très bon. Je ne sais pas s'il est très bon parce qu'on ne va le chercher à pied, pour le plaisir ; mais non... le crois qu'il est vraiment très bon... C'est mon mari et moi qui y allons le dimanche matin, c'est la promenade du dimanche matin... Y a ce truc-là pour se balader avec la chienne. »

Le néo-village n'est donc pas un vrai village, avec sa bonne chaleur, ses bruits, ses gestes familiers et rassurants, ses charmes usages de courtoisie, de décence sociale, de menues conversations qui chaque jour affirment la solidarité du groupe. Alors, pourquoi aller à la campagne, si c'est pour y vivre comme à la ville, la tondeuse en plus, le bruit en moins ?

C'est que la rurbanisation, dont Roux et Bauer nous montrent, chiffres à l'appui, qu'elle a pris ces dernières années des proportions considérables sur l'ensemble du territoire, correspond au double processus qui affecte le centre des villes :

l'affaissement, sinon le pourrissement, surtout dans les quartiers anciens, et l'« aristocratisation » qui met verser et ternir à des prix inaccessibles au plus grand nombre.

D'autres explications sont possibles. On peut penser au président Mao qui recommande la répartition décentralisée des hommes et des activités sur l'ensemble du pays... la réhabilitation des provinces déshéritées par rapport aux grands centres et... le refus des décisions planifiées venues systématiquement d'en haut. « Le rapprochement n'est guère vraisemblable et le néo-village ne paraît pas plus lié à la désurbanisation qu'à la « gentrification » (2) qu'à la fascination des modèles américains. Si les Français veulent leur maison, c'est autant pour avoir leur Du Bellay que pour avoir été touchés par la publicité de Levitt ou de Kaufmann and Broad, promoteurs nouvellement arrivés sur le marché. »

Pourquoi est-ce si laid ?

Et si — le mouvement a son enracinement historique et son autonomie idéologique — (le mythe naturel), il correspond surtout, de la part des usagers et des pouvoirs publics, à un renversement de la politique de concentration urbaine qui, pour des raisons d'ailleurs honorables (moins gaspillage d'espace, etc.), a été longtemps celle de nos « aménageurs ». Année de cette politique et s'appuyant sur les idées (mal comprises) de Le Corbusier, « la bureaucratie a nettoyé le territoire français des traces de son histoire, achevé le déracinement, le bouleversement des traditions d'habitat commencé par le capitalisme », et la rurbanisation est à bien égard un phénomène sain puisqu'elle « apparaît comme une résistance à la planification ».

Où, mais pourquoi est-ce si laid, si lugubre, si raté, alors que les réussites sont souvent remarquables aux États-Unis, en Angleterre, dans les pays scandinaves ? Pourquoi à côté de quelques ensembles, ceux-là excellents, construits par Roland Simounet et Jacques Bardet dans la région parisienne, pourquoi tant de cages à lapin, de hideuses « chalandonnettes », plus déprimantes cent fois que les corons des pays miniers,

où l'on sent du moins bourdonner la vie sociale ? C'est peut-être que l'expérience est en France récente, tirée à nos mentalités alors qu'elle bénéficie, dans les pays plus haut cités, d'une longue tradition. C'est aussi que promoteurs et architectes ont travaillé à la chaîne et l'on nous fait justement remarquer que « dans les années 30 un architecte en renom acceptait souvent la commande de dix logements (Michel Roux-Spitz, par exemple) » — alors que depuis les années 60, il a fréquemment à concevoir des ensembles de plusieurs milliers de logements, par exemple à la Grande-Borne : trois mille sept cents logements. »

D'où un produit si laid, si chimérique, conçu, disposé dans l'espace selon des plans si mécaniques que l'appropriation en est impossible. Chaque maison d'un vrai village correspond à une situation, à une émotion individuelle et le pavillonnaire lui-même donne le sentiment d'une architecture qui a été faite par quelqu'un pour quelqu'un, qui a exprimé les désirs d'un être réel. L'architecture du monde rurban est au contraire l'architecture de personne et une architecture du mensonge, moins inhumaine, sans doute, que celle des grands ensembles mais également dévorante d'espace et aboutissant à des formes à des modes de vie caricaturaux. Contrairement à nos auteurs, nous ne voyons pas ce que l'on peut attendre de ces néo-villages qui ne sont que le déversoir du trop-plein urbain, qui disent seulement que nos « décideurs » n'ont réussi ni à organiser la croissance des villes ni à éloigner leurs plaies. Sur ce dernier point, comme sur tant d'autres, on renverse au rapport Nora-Evano, qu'on ne lira jamais trop (2).

ANDRÉ FERMIGIER.

(1) Gérard Bauer et Jean-Michel Roux, La Rurbanisation ou la ville éparpillée, collection « Espaces », éditions du Seuil : 162 p., 35 F. Les deux premiers volumes de la collection sont : Christopher Alexander, Une expérience d'urbanisme démocratique, qui présente le schéma directeur de l'université de l'Oregon, 175 p., 27 F. ; et Joseph Rykwert, La notion d'Adam ou paradis, qui étudie le mythe de la maison originelle dans l'histoire des doctrines architecturales, 255 p., 50 F.

(2) L'Amélioration de l'habitat moderne par Simon Nora et Bertrand Evano. La Documentation française, décembre 1973.

Un rêve

La campagne dans la ville

« J'ai fait souvent ce rêve étrange et pénétrant... Pardon Verlaine ! Ce n'est pas « d'une femme incon nue ». C'est dans Paris, dans la démolition et démonte rue parisienne, pleine de pestilence et de vacarme. Je passe à un porche quelconque, nocturne, et — miracle — me voici soudain dans la campagne. Pas dans un de ces squares à la pousse-tout-que-je-m'assaye, pas dans un parc entouré du gronde ment universel : dans la campagne, la vraie, parmi les douces prairies, les boqueteaux, les collines, silencieuses sous l'immense ciel habité de nuages blancs, libre jusqu'à l'horizon. Que c'est beau, que c'est bénéfique. Et je me dis : « Enfin ! Je le savais bien, j'en étais sûr, qu'il y avait quelque part, cachée, secrète, cette issue, cette faille dans le système, cette échappée hors de la souricière. Pourquoi ce sésame m'a-t-il été refusé si longtemps ? »

Sous les pavés la terre...

Curieusement, ce rêve, je viens d'en retrouver une version dans le récent et nostalgique roman de Guy de Maupassant, la Prairie dans la ville (1). Rêve de citadin étouffé, comprimé, bousculé, canalisé, mécanisé, assourdi et docile. Bouffée nocturne d'une enfance campagnarde dont la privation n'en finit pas de le tourmenter.

On entrevoit bien, parfois, intra muros, des lambeaux d'une réalité qui ressemble un peu à ce rêve — la Cité fleurie, le parc de l'Observatoire. On a su quelles menaces ont pesé sur eux, quels efforts ont été déployés pour les défendre. Il en est d'autres, moins connus encore, telles ces vastes dépendances d'un hôpital du quatorzième où l'on passe, incrédule, de pelouses en charmilles, d'allées de vieux arbres en massifs de fleurs, où les cerises, à la belle saison, chargent les grands cerisiers. Mais chut ! Qu'on ne risque pas de troubler la paix de ce vert paradis, providence des malades et des opérés.

Oui, certes ! la croissance de cette forte aspiration est venue, enfin, jusqu'à nos délices. Oui, on prévoit cinq-cinq nouveaux jardins pour la capitale. Sans doute,

on songe à « verdier » la Villeite, et l'on a replanté de jeunes arbres aux Tuileries, au Luxembourg. Mais comme on a manqué l'occasion unique de matérialiser ce rêve qui, dans le sommeil ou la veille, à coup sûr, des milliers de Parisiens ! (Un ministre pourtant, naguère, en avait conçu l'idée.) Les Hautes... Ce n'est pas de portiques, de galeries, de colonnades, ce n'est pas d'une démonstration d'architecture, quelle soit avancée, néo-classique ou de compromis, que notre mégapole avait besoin là, en son cœur, même en l'assourissant d'« espaces verts », cette imitation dérisoire. Tandis qu'un bon, un beau morceau de véritable campagne, quelle qu'elle soit, en ce lieu, la surprise, la nouveauté, la divine hardiesse ! Si l'on s'efforce enfin, appliquant avec sérieux le précepte narquois d'Alphonse Allais, de réédifier des villes à la campagne (en la détruisant pour cela, du reste, au fur et à mesure), n'est-ce pas désormais aussi urgent de restaurer la campagne à la ville ?

Tout de même, cela existe, ailleurs. A Londres, tenez, cela porte un très beau nom, messieurs. Cela s'appelle Hyde Park. Et puis, allons plus loin. Tous ces immenses, entrecroisés, atelliers, bureaux, sont-ils bien nécessaires, ici ? Ne pourrait-on les reconstruire autre part (en mer, par exemple) : on y a bien fait des plates-formes pétrolières, déjà). Sous les pavés, la terre... Quelle merveilleuse campagne, sur les rives herbeuses d'une Seine limpide, ne ferait pas ce site élu : Notre-Dame, la Sainte-Chapelle, le Louvre, parmi les prés et les bois... Ah ! vraiment, oui, monsieur, vous rêvez ! Vous croyez-vous dans les Très Riches Heures du duc de Berry ?

JEAN GUICHARD-MEILL.

(1) Calmann-Lévy. Voir « Le Monde des livres » du 14 mai.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juin est paru

SOCIÉTÉ

Croisade

« La courtoisie est à l'action
ce que le parfum est à la fleur »

UNE énorme voiture américaine s'arrête place Vendôme. Les badauds se précipitent. L'ine Ranaud « de Las Vegas », presque américaine, en descend. Elle coupe un ruban de couleur et disparaît. L'anneau « Croisade pour l'amabilité » est commémoré.

Ses organisateurs, grands chanceliers de l'ordre de la Courtoisie française (1), se font fort d'entretenir et de maintenir la tradition de courtoisie et de charmes de l'esprit qui fut l'honneur de la civilisation française dans le passé. Créée par Marcel Ranaud, ancien professeur de relations publiques et de mise en valeur de la personnalité, l'association essaie, depuis vingt-cinq ans, d'innover, aux grâces d'abord, l'importance de l'amabilité, source de vie meilleure sur tous les plans : santé, social, succès.

« La courtoisie est à l'action ce que le parfum est à la fleur », sourient en toute occasion. « Les petites misères sont passagères, tout cela s'arrangera. » Sur le plan individuel, la courtoisie permet de « relations plus faciles et une réussite plus aisée », en un mot, une vie plus agréable. Sur le plan national, vous donnez à la France le moyen de « conserver un patrimoine exceptionnel, que le monde entier s'est souvent plu à lui envier ».

Pour Marcel Ranaud, président de l'association et grand chancelier de l'ordre de la Courtoisie française, « la qualité de la vie n'est pas seulement une question de politesse ou de morale, elle est une question de nature. L'épanouissement de l'individu passe par son comportement. Sa santé morale, par son caractère. Sa réussite, par son enthousiasme ». Le grand chancelier regrette « le laisser-aller de chacun, la désinvolture générale. Lorsque l'on parle d'innocence, de courtoisie, cela fait sourire. » Les citadins n'ont pas le temps de s'occuper des règles dédaignées de courtoisie et de bienséance. « Tout le monde est pressé ou se donne l'âme de quelqu'un de pressé, « pour aller où, le plus vite possible ».

Les pouvoirs publics font la sourde oreille : « Une croisade pour l'amabilité ? Pour quoi faire ? » Le ministre de l'Intérieur refuse de diffuser une circulaire rappelant que « les agents de la fonction publique sont au service du public à qui ils doivent un minimum de courtoisie et d'obéissance ». Le moment n'est pas très opportun, on en convient. Dans l'enseignement, même punition, même motif. La plupart des enseignants refusent d'informer leurs élèves sur la « croisade pour l'amabilité ». Il s'agit d'enseigner et non d'éduquer. « Les cours d'éducation civique et de morale ont été supprimés. Alors, vous comprenez, l'amabilité ».

M. Ranaud et ses amis ne désarment pas pour autant. Ils ont suggéré une proposition de loi à un parlementaire. Le préambule dit à peu près ceci : « L'enseignement de la pratique des qualités sociales constitue une obligation nationale. » A suivre... Qu'importe ! La croisade 1976 a commencé.

(1) O.C.F., 56, avenue Simon-Bolivar, Paris-18.

vu couronner la concorde la plus aimable qui a reçu son diplôme d'honneur en grande pompe. Champagne et gaudes. Le chauffeur de taxi le plus aimable est distingué, lui aussi : c'est un grand jour pour Lorenzo Di Giovanni, le « taxi chantant ». « Je suis content de travailler au volant de mon taxi la nuit à Paris. Je chante à mes clients des mélodies napolitaines et siciliennes. » La cérémonie s'est déroulée au Ba-Ta-Clan (Paris-11). M. Ranaud remet des diplômes à une infirmière des hôpitaux de Paris, « récompense pour les enfants et leurs parents » ; à une hôtesse d'accueil, « toujours prête à écouter les autres » ; à une secrétaire de mairie, qui « offre en toute circonstance l'image d'une femme ne se départant jamais de son calme ».

Deux enfants d'une huitaine d'années « représentent symboliquement, sur le plan national, l'exemple des jeunes dans les plus aimables. Leurs professeurs et leurs camarades sont toujours sensibles à la courtoisie de leurs propos ».

Au premier rang, un homme arborant une bonne douzaine de médailles : croix de guerre, médaille des déportés, médaille des évadés, ordre national du mérite, chevalier de l'ordre de la Courtoisie. « J'ai été opéré à cœur ouvert, dit-il, je suis souvent invité à la télévision. Je garde toujours le moral. Moi, voyez-vous, je suis aimable avec tout le monde. Si tu es dessein, d'un coup de main, dit-il au « taxi chantant », si tu es au volant, je viendrais te faire sortir avec un air de guitare ».

L'association compte deux mille membres. « Nous persévérons, nous arriverons à quelque chose », affirme le président. Ce moyen thérapeutique d'exception peut s'étendre à toute l'Europe. A quant l'Union européenne de la courtoisie ?

CHRISTIANE CHAMBEROIS.

Animaux

Brigitte et l'appel du 16 juin

Si Brigitte Bardot a abandonné le cinéma, le « cinéma », lui, n'a pas lâché Brigitte Bardot. C'est dans la chaleur accablante des sunlights, l'éblouissement des flashs, l'éblouissement des caméras que l'actrice a baptisé son dernier rôle, la Fondation Brigitte-Bardot (1), le mardi 16 juin dans un restaurant du bois de Boulogne. Selon une tradition éprouvée, la vedette est arrivée avec trois quarts d'heure de retard au milieu d'un hurlement de photographes.

Entourée de M. Pierre Mazaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, qui lui présente comme un « militant de l'environnement », et du journaliste animalier Christian Zuber, elle devait théoriquement lancer l'appel du 16 juin. En fait, toujours belle, mais apparemment terrorisée par les journalistes ou paralytée par l'émotion, elle ne put prononcer le mot de son rôle. Pour le texte qui a été remis à la presse est une véritable déclaration de guerre à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, persécutent et détruisent les animaux.

Une campagne internationale

La vedette compte orienter la politique de la fondation qui porte son nom et à laquelle elle consacrerait désormais son temps et son argent autour de trois axes : protéger les espèces animales, faire intervenir les autorités destructrices, réhabiliter et mobiliser l'opinion publique. Dans son appel, elle a invité tous les Français à la rejoindre dans la lutte qu'elle va mener contre l'obscurantisme pour la protection des animaux et de la nature. Si l'on en croit le manifeste de la Fondation, cette lutte va s'exercer dans des domaines très concrets. Brigitte Bardot entend s'opposer aux actes de cruauté en batterie et de l'expérimentation.

(1) Fondation Brigitte-Bardot, B.P. 50, 92121 Saint-Cloud Cedex.

tion animale, combattre « la prolifération anarchique des chasseurs », s'opposer à la chasse à courre, aux tirés officiels, à la chasse au déterrage, à la chasse sous-marine. Ne craignant rien ni personne, elle s'en va en guerre contre les combats de coqs, les corridas, le tir au pigeon vivant. Elle s'appuiera sur une « charte de l'animal » en douze articles dont le premier proclame : « Tout animal sauvage ou domestique doit être considéré comme un être vivant, sensible, méritant le respect. » La Fondation a déjà établi son plan de campagne pour quatre ans. Quatre offensives seront successivement lancées : dès l'automne contre les journeaux, au printemps contre les tueurs de bêtes phoques, puis contre les laboratoires pratiquant l'expérimentation animale, enfin l'été prochain contre les abandons d'animaux domestiques.

La Fondation organisera un festival animalier, distribuera des bourses d'études, attribuera un prix littéraire et un prix journalistique. Elle a l'intention d'édifier dans la région parisienne un refuge-chalet pour héberger et soigner les animaux des personnes économiquement faibles.

Profitant de son image de marque, Brigitte Bardot fera massivement appel aux moyens d'information. Cet été, mille salles de cinéma diffuseront son appel du 16 juin ; en septembre, elle animera une émission hebdomadaire sur Europe 1, puis une émission mensuelle sur TF 1. Enfin, en janvier 1977, un magazine mensuel intitulé l'Appel sera lancé à deux cent mille exemplaires. La Fondation Brigitte Bardot annonce qu'elle mènera ses combats au « finish » et qu'elle a une vocation internationale. Les étapes de son implantation à l'étranger sont même prévues : Canada, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne. Mais cette croisade entrainera-t-elle les foules si celle qui doit en premier reste frappée de mutité ?

MARC AMBROISE-RENDU.

Le temps

Un bon diable

UN jour que j'avais envie de vendre mon âme au diable je me demandai si ce serait pour redevenir un homme jeune et recommencer la même promenade hésitante à travers la vie. Il me sembla qu'il fallait désirer tout autre chose : la maîtrise du temps à partir de la seconde présente, à mon âge et dans ma peau. Le vieux temps suspendrait son vol et je demeurerais ce que j'étais.

Ainsi j'aurais les yeux et la guitare inutile capotée contre le mur de mon bureau deviendrait une guitare jouée, la sculpture ébauchée une sculpture faite ; je regarderais les bibliothèques sans terreur, je bâtirais une maison pierre par pierre.

J'aurais mille heures devant moi pour penser à la vie de la femme avec qui je vis, pour la rassurer, pour l'installer dans mon temps long sans qu'elle s'aperçoive trop vite de mon immortalité. Je recommencerais à me mouvoir au sein d'une famille oubliée, sacrifiée à mon ancien temps malade d'exiguïté. J'esquissais de nouvelles amitiés, je serais patient avec les ennuyeux, j'aurais le loisir de me taire et d'écouter les autres.

J'apprendrais la pêche avec les plus habiles pêcheurs de France et la chasse avec un chasseur de l'Afrique des Grands Lacs. Je m'efforcerais à la manoeuvre des voiliers en humble homme d'équipage.

Je deviendrais — au prix d'immenses efforts — un petit philosophe. J'irais voir le monde, pourvu enfin d'un peu de temps, pourvu enfin d'un peu de temps dans chaque pays pour entendre son chant profond. Je développerais à chaque instant le long ruban d'un désir.

Je n'oublierais pas mon vieux corps. Je lui accorderais les soins toujours refusés, les gymnastiques ennuyeuses qui mangent les minutes rares. Je lui offrirais de longues périodes d'absence, de sommeil propice aux rêves. Je n'aurais plus d'impatience en amour. Je saurais perdre mon temps à chercher une

épinglé dans un champ de blé pour saisir l'infiniment petit et l'infiniment rare.

A cet instant, le diable glisse le contrat sous ma main. Avant de signer avec mon sang, j'interrogeai avec ma prudence et je me demandai : « Que deviendrai-je dans un monde qui continuera à courir le temps des horloges ? Quoi, j'aurai à peine compris Heidegger et la pêche au saumon et l'onomastique chalcédonienne, je viendrai tout juste à replacer ma voix dans deux octaves justes, et tous ceux que j'aimais autrefois seront déjà morts ?

Et si j'en aime d'autres, dureront-ils le temps que je comprendre quelques pages de Lacan ?

Aurais-je le temps aussi d'apprendre l'indifférence et l'insensibilité ? Supporterais-je de voir s'étendre les maladies du Vieux Monde ? M'intéresserai-je encore aux oiseaux sur une terre sans liberté ? Si je résiste, j'échapperais à l'invivibilité, et les hommes s'apercevraient de mon privilège. S'ils sont vraiment cruels, ils sauraient condamner à vie un homme immortel. Le diable insista et prétendit que les hommes ne viendraient rien. Il me conseilla de ne pas me mêler de leur sort, de vivre en mandarin maître de toutes les connaissances et de toutes les plaisirs, entouré de visages intelligents et de beaux corps. Je ne m'apercevrais pas de leur vieillissement : ils se renouvelleraient aussi souvent que les élèves d'un cours supérieur.

Je demandai au diable ce qu'il voulait en échange. Mon âme ? Il m'offrit de longues périodes de mon âme, et de toutes les âmes, qu'il était simplement la face cachée de Dieu et qu'il voulait apprendre aux orgueilleux les horreurs de l'éternité.

C'était un bon diable, le refusé de signer et je me mis à aimer mon ignorance d'homme, mes journées courtes et la guitare muette.

JACQUES PERRY.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1487

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. En fin de compte. — II. Reçoit des coups de fusil ; Femme les yeux qu'il est comique. — III. Possessif ; Allongé. — IV. En état de répondre. — V. Équivalent. — VI. Roulée ; Terme musical. — VII. Éléments de l'alphabet ; Sert dans l'écriture. — VIII. Se débattait maître par maître ; Abréviation ; Supplément tous les obstacles. — IX. Ne quitte pas les lieux ; Drapeau. — X. « peut-être oublié ; Jode un rôle de premier plan dans les histoires marseillaises. — XI. Chercher à en savoir plus.

VERTICALEMENT
I. N'est jamais gai quand il est gris ; Cernée par les eaux. — II. Devient assez vite savante ; Juste ce qu'il faut pour être heureux. — III. Possessif ; Jouet un rôle important dans les luttes de classes. — IV. Rendez-poli ; Vieillesse. — V. Sans changement ; Soufflé. — VI. Tour de taille ; Préfixe. — VII. Durent plus ou moins longtemps ; Arrive en seconde position. — VIII. Éveille des échos sylvestres ; Se fatiguer à la tâche.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 juin 1976 :
● Constitutionnelle modifiant l'article 7 de la Constitution.
● Organique modifiant la loi n° 82-1292 du 6 novembre 1982 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.
● Relative à la responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 JUIN 76 À 0 h G.M.T.

Évolution probable du temps en France entre le samedi 19 juin à 9 heures et le dimanche 20 juin à 24 heures.

GUY BROUTY.

Visites et conférences

DIMANCHE 20 JUIN
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
Café des Arts : 10 h. 30, rue de la Harpe. — 11 h. 30, rue de la Harpe. — 13 h. 30, rue de la Harpe. — 15 h. 30, rue de la Harpe. — 17 h. 30, rue de la Harpe. — 19 h. 30, rue de la Harpe. — 21 h. 30, rue de la Harpe. — 23 h. 30, rue de la Harpe. — 25 h. 30, rue de la Harpe. — 27 h. 30, rue de la Harpe. — 29 h. 30, rue de la Harpe. — 31 h. 30, rue de la Harpe. — 33 h. 30, rue de la Harpe. — 35 h. 30, rue de la Harpe. — 37 h. 30, rue de la Harpe. — 39 h. 30, rue de la Harpe. — 41 h. 30, rue de la Harpe. — 43 h. 30, rue de la Harpe. — 45 h. 30, rue de la Harpe. — 47 h. 30, rue de la Harpe. — 49 h. 30, rue de la Harpe. — 51 h. 30, rue de la Harpe. — 53 h. 30, rue de la Harpe. — 55 h. 30, rue de la Harpe. — 57 h. 30, rue de la Harpe. — 59 h. 30, rue de la Harpe. — 61 h. 30, rue de la Harpe. — 63 h. 30, rue de la Harpe. — 65 h. 30, rue de la Harpe. — 67 h. 30, rue de la Harpe. — 69 h. 30, rue de la Harpe. — 71 h. 30, rue de la Harpe. — 73 h. 30, rue de la Harpe. — 75 h. 30, rue de la Harpe. — 77 h. 30, rue de la Harpe. — 79 h. 30, rue de la Harpe. — 81 h. 30, rue de la Harpe. — 83 h. 30, rue de la Harpe. — 85 h. 30, rue de la Harpe. — 87 h. 30, rue de la Harpe. — 89 h. 30, rue de la Harpe. — 91 h. 30, rue de la Harpe. — 93 h. 30, rue de la Harpe. — 95 h. 30, rue de la Harpe. — 97 h. 30, rue de la Harpe. — 99 h. 30, rue de la Harpe. — 101 h. 30, rue de la Harpe. — 103 h. 30, rue de la Harpe. — 105 h. 30, rue de la Harpe. — 107 h. 30, rue de la Harpe. — 109 h. 30, rue de la Harpe. — 111 h. 30, rue de la Harpe. — 113 h. 30, rue de la Harpe. — 115 h. 30, rue de la Harpe. — 117 h. 30, rue de la Harpe. — 119 h. 30, rue de la Harpe. — 121 h. 30, rue de la Harpe. — 123 h. 30, rue de la Harpe. — 125 h. 30, rue de la Harpe. — 127 h. 30, rue de la Harpe. — 129 h. 30, rue de la Harpe. — 131 h. 30, rue de la Harpe. — 133 h. 30, rue de la Harpe. — 135 h. 30, rue de la Harpe. — 137 h. 30, rue de la Harpe. — 139 h. 30, rue de la Harpe. — 141 h. 30, rue de la Harpe. — 143 h. 30, rue de la Harpe. — 145 h. 30, rue de la Harpe. — 147 h. 30, rue de la Harpe. — 149 h. 30, rue de la Harpe. — 151 h. 30, rue de la Harpe. — 153 h. 30, rue de la Harpe. — 155 h. 30, rue de la Harpe. — 157 h. 30, rue de la Harpe. — 159 h. 30, rue de la Harpe. — 161 h. 30, rue de la Harpe. — 163 h. 30, rue de la Harpe. — 165 h. 30, rue de la Harpe. — 167 h. 30, rue de la Harpe. — 169 h. 30, rue de la Harpe. — 171 h. 30, rue de la Harpe. — 173 h. 30, rue de la Harpe. — 175 h. 30, rue de la Harpe. — 177 h. 30, rue de la Harpe. — 179 h. 30, rue de la Harpe. — 181 h. 30, rue de la Harpe. — 183 h. 30, rue de la Harpe. — 185 h. 30, rue de la Harpe. — 187 h. 30, rue de la Harpe. — 189 h. 30, rue de la Harpe. — 191 h. 30, rue de la Harpe. — 193 h. 30, rue de la Harpe. — 195 h. 30, rue de la Harpe. — 197 h. 30, rue de la Harpe. — 199 h. 30, rue de la Harpe. — 201 h. 30, rue de la Harpe. — 203 h. 30, rue de la Harpe. — 205 h. 30, rue de la Harpe. — 207 h. 30, rue de la Harpe. — 209 h. 30, rue de la Harpe. — 211 h. 30, rue de la Harpe. — 213 h. 30, rue de la Harpe. — 215 h. 30, rue de la Harpe. — 217 h. 30, rue de la Harpe. — 219 h. 30, rue de la Harpe. — 221 h. 30, rue de la Harpe. — 223 h. 30, rue de la Harpe. — 225 h. 30, rue de la Harpe. — 227 h. 30, rue de la Harpe. — 229 h. 30, rue de la Harpe. — 231 h. 30, rue de la Harpe. — 233 h. 30, rue de la Harpe. — 235 h. 30, rue de la Harpe. — 237 h. 30, rue de la Harpe. — 239 h. 30, rue de la Harpe. — 241 h. 30, rue de la Harpe. — 243 h. 30, rue de la Harpe. — 245 h. 30, rue de la Harpe. — 247 h. 30, rue de la Harpe. — 249 h. 30, rue de la Harpe. — 251 h. 30, rue de la Harpe. — 253 h. 30, rue de la Harpe. — 255 h. 30, rue de la Harpe. — 257 h. 30, rue de la Harpe. — 259 h. 30, rue de la Harpe. — 261 h. 30, rue de la Harpe. — 263 h. 30, rue de la Harpe. — 265 h. 30, rue de la Harpe. — 267 h. 30, rue de la Harpe. — 269 h. 30, rue de la Harpe. — 271 h. 30, rue de la Harpe. — 273 h. 30, rue de la Harpe. — 275 h. 30, rue de la Harpe. — 277 h. 30, rue de la Harpe. — 279 h. 30, rue de la Harpe. — 281 h. 30, rue de la Harpe. — 283 h. 30, rue de la Harpe. — 285 h. 30, rue de la Harpe. — 287 h. 30, rue de la Harpe. — 289 h. 30, rue de la Harpe. — 291 h. 30, rue de la Harpe. — 293 h. 30, rue de la Harpe. — 295 h. 30, rue de la Harpe. — 297 h. 30, rue de la Harpe. — 299 h. 30, rue de la Harpe. — 301 h. 30, rue de la Harpe. — 303 h. 30, rue de la Harpe. — 305 h. 30, rue de la Harpe. — 307 h. 30, rue de la Harpe. — 309 h. 30, rue de la Harpe. — 311 h. 30, rue de la Harpe. — 313 h. 30, rue de la Harpe. — 315 h. 30, rue de la Harpe. — 317 h. 30, rue de la Harpe. — 319 h. 30, rue de la Harpe. — 321 h. 30, rue de la Harpe. — 323 h. 30, rue de la Harpe. — 325 h. 30, rue de la Harpe. — 327 h. 30, rue de la Harpe. — 329 h. 30, rue de la Harpe. — 331 h. 30, rue de la Harpe. — 333 h. 30, rue de la Harpe. — 335 h. 30, rue de la Harpe. — 337 h. 30, rue de la Harpe. — 339 h. 30, rue de la Harpe. — 341 h. 30, rue de la Harpe. — 343 h. 30, rue de la Harpe. — 345 h. 30, rue de la Harpe. — 347 h. 30, rue de la Harpe. — 349 h. 30, rue de la Harpe. — 351 h. 30, rue de la Harpe. — 353 h. 30, rue de la Harpe. — 355 h. 30, rue de la Harpe. — 357 h. 30, rue de la Harpe. — 359 h. 30, rue de la Harpe. — 361 h. 30, rue de la Harpe. — 363 h. 30, rue de la Harpe. — 365 h. 30, rue de la Harpe. — 367 h. 30, rue de la Harpe. — 369 h. 30, rue de la Harpe. — 371 h. 30, rue de la Harpe. — 373 h. 30, rue de la Harpe. — 375 h. 30, rue de la Harpe. — 377 h. 30, rue de la Harpe. — 379 h. 30, rue de la Harpe. — 381 h. 30, rue de la Harpe. — 383 h. 30, rue de la Harpe. — 385 h. 30, rue de la Harpe. — 387 h. 30, rue de la Harpe. — 389 h. 30, rue de la Harpe. — 391 h. 30, rue de la Harpe. — 393 h. 30, rue de la Harpe. — 395 h. 30, rue de la Harpe. — 397 h. 30, rue de la Harpe. — 399 h. 30, rue de la Harpe. — 401 h. 30, rue de la Harpe. — 403 h. 30, rue de la Harpe. — 405 h. 30, rue de la Harpe. — 407 h. 30, rue de la Harpe. — 409 h. 30, rue de la Harpe. — 411 h. 30, rue de la Harpe. — 413 h. 30, rue de la Harpe. — 415 h. 30, rue de la Harpe. — 417 h. 30, rue de la Harpe. — 419 h. 30, rue de la Harpe. — 421 h. 30, rue de la Harpe. — 423 h. 30, rue de la Harpe. — 425 h. 30, rue de la Harpe. — 427 h. 30, rue de la Harpe. — 429 h. 30, rue de la Harpe. — 431 h. 30, rue de la Harpe. — 433 h. 30, rue de la Harpe. — 435 h. 30, rue de la Harpe. — 437 h. 30, rue de la Harpe. — 439 h. 30, rue de la Harpe. — 441 h. 30, rue de la Harpe. — 443 h. 30, rue de la Harpe. — 445 h. 30, rue de la Harpe. — 447 h. 30, rue de la Harpe. — 449 h. 30, rue de la Harpe. — 451 h. 30, rue de la Harpe. — 453 h. 30, rue de la Harpe. — 455 h. 30, rue de la Harpe. — 457 h. 30, rue de la Harpe. — 459 h. 30, rue de la Harpe. — 461 h. 30, rue de la Harpe. — 463 h. 30, rue de la Harpe. — 465 h. 30, rue de la Harpe. — 467 h. 30, rue de la Harpe. — 469 h. 30, rue de la Harpe. — 471 h. 30, rue de la Harpe. — 473 h. 30, rue de la Harpe. — 475 h. 30, rue de la Harpe. — 477 h. 30, rue de la Harpe. — 479 h. 30, rue de la Harpe. — 481 h. 30, rue de la Harpe. — 483 h. 30, rue de la Harpe. — 485 h. 30, rue de la Harpe. — 487 h. 30, rue de la Harpe. — 489 h. 30, rue de la Harpe. — 491 h. 30, rue de la Harpe. — 493 h. 30, rue de la Harpe. — 495 h. 30, rue de la Harpe. — 497 h. 30, rue de la Harpe. — 499 h. 30, rue de la Harpe. — 501 h. 30, rue de la Harpe. — 503 h. 30, rue de la Harpe. — 505 h. 30, rue de la Harpe. — 507 h. 30, rue de la Harpe. — 509 h. 30, rue de la Harpe. — 511 h. 30, rue de la Harpe. — 513 h. 30, rue de la Harpe. — 515 h. 30, rue de la Harpe. — 517 h. 30, rue de la Harpe. — 519 h. 30, rue de la Harpe. — 521 h. 30, rue de la Harpe. — 523 h. 30, rue de la Harpe. — 525 h. 30, rue de la Harpe. — 527 h. 30, rue de la Harpe. — 529 h. 30, rue de la Harpe. — 531 h. 30, rue de la Harpe. — 533 h. 30, rue de la Harpe. — 535 h. 30, rue de la Harpe. — 537 h. 30, rue de la Harpe. — 539 h. 30, rue de la Harpe. — 541 h. 30, rue de la Harpe. — 543 h. 30, rue de la Harpe. — 545 h. 30, rue de la Harpe. — 547 h. 30, rue de la Harpe. — 549 h. 30, rue de la Harpe. — 551 h. 30, rue de la Harpe. — 553 h. 30, rue de la Harpe. — 555 h. 30, rue de la Harpe. — 557 h. 30, rue de la Harpe. — 559 h. 30, rue de la Harpe. — 561 h. 30, rue de la Harpe. — 563 h. 30, rue de la Harpe. — 565 h. 30, rue de la Harpe. — 567 h. 30, rue de la Harpe. — 569 h. 30, rue de la Harpe. — 571 h. 30, rue de la Harpe. — 573 h. 30, rue de la Harpe. — 575 h. 30, rue de la Harpe. — 577 h. 30, rue de la Harpe. — 579 h. 30, rue de la Harpe. — 581 h. 30, rue de la Harpe. — 583 h. 30, rue de la Harpe. — 585 h. 30, rue de la Harpe. — 587 h. 30, rue de la Harpe. — 589 h. 30, rue de la Harpe. — 591 h. 30, rue de la Harpe. — 593 h. 30, rue de la Harpe. — 595 h. 30, rue de la Harpe. — 597 h. 30, rue de la Harpe. — 599 h. 30, rue de la Harpe. — 601 h. 30, rue de la Harpe. — 603 h. 30, rue de la Harpe. — 605 h. 30, rue de la Harpe. — 607 h. 30, rue de la Harpe. — 609 h. 30, rue de la Harpe. — 611 h. 30, rue de la Harpe. — 613 h. 30, rue de la Harpe. — 615 h. 30, rue de la Harpe. — 617 h. 30, rue de la Harpe. — 619 h. 30, rue de la Harpe. — 621 h. 30, rue de la Harpe. — 623 h. 30, rue de la Harpe. — 625 h. 30, rue de la Harpe. — 627 h. 30, rue de la Harpe. — 629 h. 30, rue de la Harpe. — 631 h. 30, rue de la Harpe. — 633 h. 30, rue de la Harpe. — 635 h. 30, rue de la Harpe. — 637 h. 30, rue de la Harpe. — 639 h. 30, rue de la Harpe. — 641 h. 30, rue de la Harpe. — 643 h. 30, rue de la Harpe. — 645 h. 30, rue de la Harpe. — 647 h. 30, rue de la Harpe. — 649 h. 30, rue de la Harpe. — 651 h. 30, rue de la Harpe. — 653 h. 30, rue de la Harpe. — 655 h. 30, rue de la Harpe. — 657 h. 30, rue de la Harpe. — 659 h. 30, rue de la Harpe. — 661 h. 30, rue de la Harpe. — 663 h. 30, rue de la Harpe. — 665 h. 30, rue de la Harpe. — 667 h. 30, rue de la Harpe. — 669 h. 30, rue de la Harpe. — 671 h. 30, rue de la Harpe. — 673 h. 30, rue de la Harpe. — 675 h. 30, rue de la Harpe. — 677 h. 30, rue de la Harpe. — 679 h. 30, rue de la Harpe. — 681 h. 30, rue de la Harpe. — 683 h. 30, rue de la Harpe. — 685 h. 30, rue de la Harpe. — 687 h. 30, rue de la Harpe. — 689 h. 30, rue de la Harpe. — 691 h. 30, rue de la Harpe. — 693 h. 30, rue de la Harpe. — 695 h. 30, rue de la Harpe. — 697 h. 30, rue de la Harpe. — 699 h. 30, rue de la Harpe. — 701 h. 30, rue de la Harpe. — 703 h. 30, rue de la Harpe. — 705 h. 30, rue de la Harpe. — 707 h. 30, rue de la Harpe. — 709 h. 30, rue de la Harpe. — 711 h. 30, rue de la Harpe. — 713 h. 30, rue de la Harpe. — 715 h. 30, rue de la Harpe. — 717 h. 30, rue de la Harpe. — 719 h. 30, rue de la Harpe. — 721 h. 30, rue de la Harpe. — 723 h. 30, rue de la Harpe. — 725 h. 30, rue de la Harpe. — 727 h. 30, rue de la Harpe. — 729 h. 30, rue de la Harpe. — 731 h. 30, rue de la Harpe. — 733 h. 30, rue de la Harpe. — 735 h. 30, rue de la Harpe. — 737 h. 30, rue de la Harpe. — 739 h. 30, rue de la Harpe. — 741 h. 30, rue de la Harpe. — 743 h. 30, rue de la Harpe. — 745 h. 30, rue de la Harpe. — 747 h. 30, rue de la Harpe. — 749 h. 30, rue de la Harpe. — 75

Le temps Un bon diable

Il y a un jour que l'on a envie de vendre son âme au diable. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer. Je me souviens d'un jour où j'étais jeune et recommencer la vie. Il me semblait que tout était à recommencer.

Après la croissance ...et la crise

En 1975, le taux d'expansion du crédit-bail, non seulement a fléchi, mais, pour la première fois depuis l'institution de cette procédure en France, s'est montré inférieur à celui des crédits à moyen et long terme du type classique. Certes, la réduction des investissements productifs provoquée par la crise de 1974-1975 n'a pas manqué de freiner les activités des établissements de crédit-bail. De même, en sens contraire, la reprise de l'économie a déjà stimulé ces activités, tout au moins pour l'équipement, à la faveur du plan de relance : l'immobilier, dont le cycle est long reste encore soumis à l'influence de sa récente dépression.

Mais, au-delà de ces fluctuations conjoncturelles, tout démontre que la formidable expansion du crédit-bail illustrée par le graphique en bas de page (doublement depuis 1972, quadruplement depuis 1970), va céder la place à une progression beaucoup moins rapide, du même ordre que celle des investissements productifs dans leur ensemble. Sans doute, le maintien de l'encadrement du crédit contribue-t-il à ce ralentissement. Mais le phénomène de l'accoutumance pour le crédit-bail à l'équipement, les difficultés rencontrées dans l'indexation des loyers pour le crédit-bail immobilier, la mise en liberté surveillée des sociétés

pour le financement du téléphone, se chargent de brider quelque peu la progression des contrats nouveaux. Ajoutons que la crise a montré que les paris sur une expansion indéfinie étaient aventureux. Même dans le cas des Sicomis, formule « miracle » et, en principe, dépourvue de risques, l'« accident » du groupe Prêtobail a montré que tout n'était pas merveilleux en ce domaine, et a donné un avertissement. Dix ans après l'apparition du crédit-bail, il est clair que cette nouvelle forme de financement, après un prodigieux essor, va connaître la maturité. FRANÇOIS RENARD.

Le crédit-bail arrive à maturité

IMMOBILIER

Une dépression temporaire

COMME l'indique le graphique ci-joint, pour la première fois depuis 1969, un fléchissement a été relevé dans l'évolution des contrats nouveaux en matière de crédit-bail immobilier. Ce fléchissement, observé en 1975, a été encore plus profond au premier trimestre 1976 : étant donné la longueur des processus dans ce secteur, il était normal que la crise le frappât avec un certain retard. Un tel phénomène est dans la nature des choses : contrairement au crédit-bail à l'équipement, le crédit-bail immobilier s'adresse plutôt aux grosses et moyennes entreprises. En cas de crise, ces dernières ont tendance à annuler les gros projets d'investissements, et ne les reprennent qu'ultérieurement. Le crédit-bail immobilier, on le sait, est défini dans l'ordonnance de 1967 comme une opération

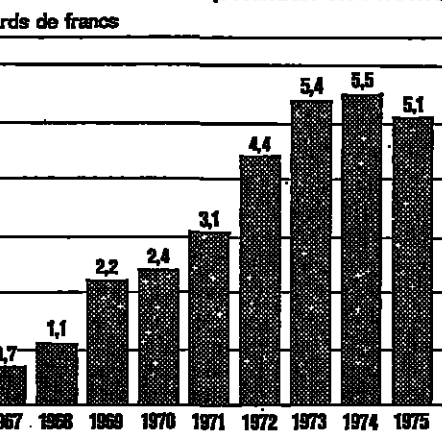
par laquelle « une entreprise donne en location des biens immobiliers à usage professionnel, achetés par elle ou construits pour son compte » lorsque l'opération, quelle que soit sa qualification, permet au « locataire de devenir propriétaire de tout ou partie des biens loués » pour un prix résiduel convenu à l'avance et au bout d'une assez longue période (quinze à vingt ans). Etant donné que cette procédure constitue un moyen de financement onéreux, couvrant 100 % de l'investissement sans apport personnel, elle implique une grande confiance des entreprises dans leur avenir... et des prêteurs dans leurs emprunteurs. Or, la crise a montré que l'expansion indéfinie n'était plus un dogme, et que les décrets de bilan des locataires entraînaient, dans certains cas, une perte temporaire

MOBILIER

Un régime de croisière

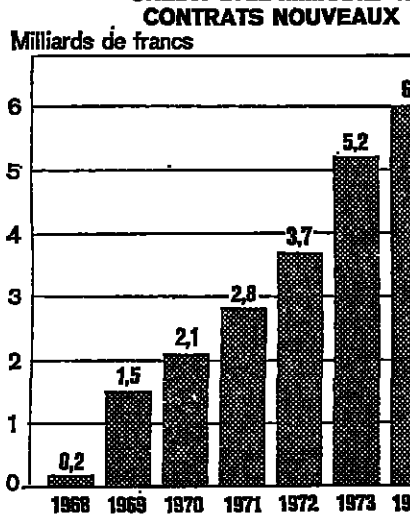
Le montant des contrats nouveaux en crédit-bail à l'équipement a fléchi de 8 % en 1975. Ce fléchissement est imputable, certes, à la crise économique qui a frappé notre pays et s'est répercutée très rapidement sur l'activité des établissements de crédit-bail mobilier. De même, la reprise qui se manifeste actuellement a stimulé cette activité, l'avoir fiscal de 10 % accordé aux investissements effectués avant le 7 janvier 1976 ayant même provoqué une avalanche de contrats. Si l'on fait abstraction de cette avalanche, dont le caractère un peu artificiel fausse les statistiques, l'on s'aperçoit que le rythme de progression du montant des contrats nouveaux est revenu depuis deux ans à un niveau très faible. Nous sommes loin des 40 % de 1972, des 30 % de 1971, des 22 % de 1973 sans parler des 100 % de 1969, date à laquelle le crédit-bail connut une formidable expansion, à la faveur des événements de 1968 et de la ruée sur les investissements qui s'ensuivit. Selon les professionnels, il est probable que la progression va reprendre, mais à un rythme assez réduit. Quels facteurs ont donc pu freiner l'essor d'un mode de crédit qui apparaissait si séduisant pour les entreprises il y a quelques années ?

CRÉDIT-BAIL MOBILIER - CONTRATS NOUVEAUX



Source : Conseil National du Crédit

CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER - CONTRATS NOUVEAUX



Source : Conseil National du Crédit

Données et chiffres en milliards de francs

Année	Crédit bail mobilier		Crédit bail immobilier		Total
	Encours	Contrats	En cours	Contrats	
1965.....	0,25	0,20	—	—	0,25
1967.....	0,9	0,7	—	—	0,9
1968.....	1,8	1,1	0,2	0,2	2
1969.....	3	2,2	1,7	1,5	4,7
1970.....	4,7	2,4	3,5	2,1	8,2
1971.....	5,7	3,1	5,9	2,9	11,6
1972.....	7,06	4,4	9,3	3,7	16,3
1973.....	9,15	5,4	13,8	5,3	22,9
1974.....	10,7	5,5	18,7	6	29,4
1975.....	11,3	5,1	22,6	4,2	33,9

LOCAMIC

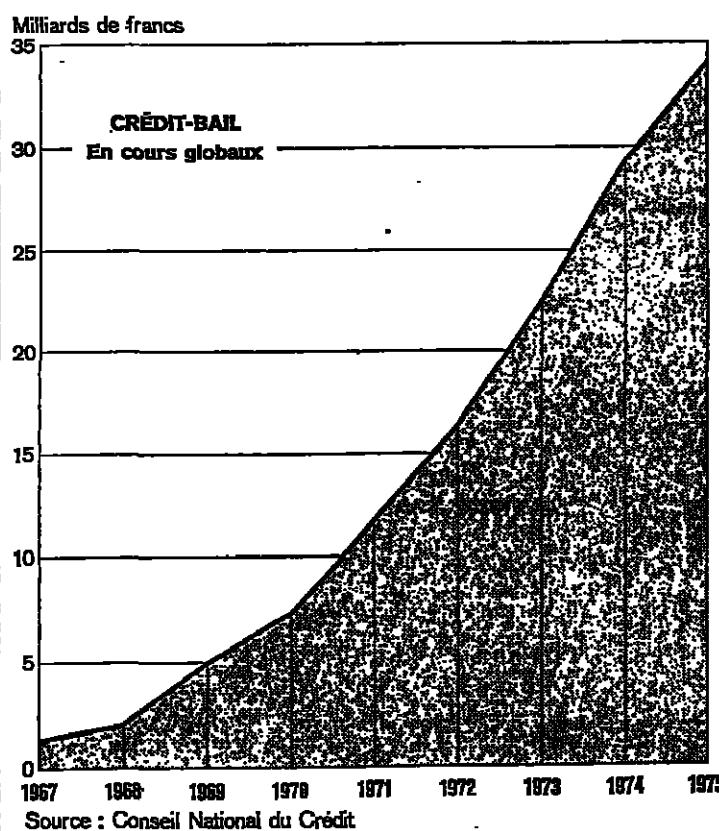
Etablissement Financier de Crédit-Bail

Finance « sur Mesures »

**l'EQUIPEMENT
des ENTREPRISES PRIVÉES**

3, avenue Hoche, 75008 PARIS - Tél. : 755-97-00

(Lire la suite page 22.)



Source : Conseil National du Crédit

**Notre raison d'être :
financer les investissements
productifs**

**Le crédit Union Française de Banques
et le crédit-bail Locabail ont été créés
pour aider les entreprises à investir.**

3 milliards 069 millions de francs
distribués en 1975

164.000 contrats en cours,
représentant près de 5,8 milliards de francs

53 bureaux régionaux



La banque de l'équipement
43, quai de Grenelle - 75788 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 525.25.25.

compagnie bancaire

Dagbl Compagnie A.S. - Loc 018

IMMOBILIER

Une dépression temporaire

(Suite de la page 21.) de l'induration des contrats de crédit-bail, car la révision triennale à laquelle sont soumis les baux commerciaux sont fidèlement, jusqu'à maintenant tout au moins, l'évolution des prix de la construction : Dieu sait si cette évolution est rapide dans le sens de la hausse ! Certes, en matière de location commerciale, les SICOMI courent le risque de blocage des loyers, ou, plus sûrement, d'un plafonnement des prix en raison de la saturation du marché. Mais, à terme éloigné, elles tablent sur une valorisation du capital, ce qui n'est pas le cas dans les contrats de crédit-bail. D'où leur tendance à investir leurs fonds propres à la concurrence dans des immeubles à usage locatif pur et simple.

Locafrance, promoteur du Crédit-Bail en France est resté le leader de la profession.

Plus de 47 000 entreprises françaises sont à ce jour clientes des sociétés du Groupe Locafrance. Les contrats qu'elles ont signés représentent actuellement un encours comptable résiduel de deux milliards trois cents millions de francs. Le montant des investissements hors taxes financés pour la seule année 1975 s'est élevé à près d'un milliard de francs. Le chiffre d'affaires (loyers facturés) a dépassé un milliard de francs.

Locafrance ne s'est pas contentée de favoriser les investissements productifs en France, elle a permis, par son réseau international de sociétés filiales et affiliées, aux entreprises françaises implantées à l'étranger, tout comme aux entreprises étrangères, d'investir pour un montant représentant un encours de la contre-valeur de six cents millions de francs, tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

On peut ainsi mesurer le chemin parcouru depuis 1961, date à laquelle fut signé par Locafrance, le premier contrat de financement d'investissement par une technique alors appelée *leasing* qui devait donner naissance plus tard au crédit-bail.

Depuis lors, la part du financement par crédit-bail des investissements productifs s'est accrue chaque année et la place de Locafrance est constamment demeurée en tête de toutes les sociétés de *leasing* européennes.

La clientèle de Locafrance a toujours représenté l'éventail le plus large des entreprises participant à la formation du capital dans l'économie. De la P.M.E. à l'entreprise multinationale, des professions libérales aux établissements publics d'intérêt national, les financements d'investissements assurés par Locafrance se sont adressés à toute entreprise quelle que soit sa dimension.

La caractéristique du service rendu aux entreprises consiste dans la souplesse et la

rapidité des interventions d'une équipe de spécialistes rompus à toutes les techniques de financement des investissements.

Il n'est pas de problème en France ou hors de France qui ne puisse trouver sa solution dans le cadre des techniques mises au point par Locafrance et ses filiales : crédit-bail, *leasing*, location de longue durée, *leasing* informatique, *leasing* international.

Solidement appuyé sur un Groupe Financier de premier plan, présent en France par l'intermédiaire de ses 28 agences régionales et, dans le monde, par ses sociétés filiales et affiliées, le Groupe Locafrance est en mesure de personnaliser toute réponse à un problème d'investissement productif où qu'il se pose.

Disposant d'un large potentiel d'intervention, Locafrance est au service de tous les agents économiques désireux d'investir et, par-là même, de rendre leur entreprise plus compétitive.

A cette fin, il suffit d'appeler les deux bureaux parisiens de Locafrance :

Le Département Haute-Clientèle :
43/47, Av. de la Grande-Armée
75782 PARIS CEDEX 16 -
Tél. 501.54.13

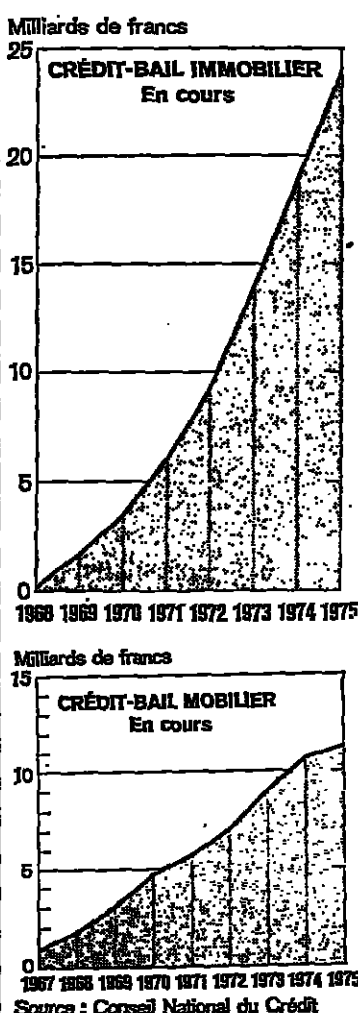
L'Agence Paris :
23, rue de la Paix
75002 PARIS - Tél. 073.95.40

qui prendront en charge les demandes qui leur seront faites et les dirigeront éventuellement sur les agences ou filiales intéressées.



Locafrance

Signalons enfin une évolution dans l'attitude des SICOMI vis-à-vis des petites et moyennes entreprises, négligées jusqu'à présent en faveur des grandes. Depuis 1972-1973, la Caisse nationale des marchés a été autorisée à « donner sa garantie contre les risques de non-paiement des charges locatives par les entreprises commerciales et industrielles » en accordant son aval sur caution d'une Société de caution mutuelle (l'article 8). Cette disposition est de nature à ouvrir le champ du crédit-bail immobilier aux P.M.E. riches en dynamisme et pauvres en capitaux.



Investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail immobilier en 1974 (taxes déductibles non comprises). Source : INSEE

Nature des investissements	Montant	% du total des investissements de crédit-bail immobilier
Achats de terrains :		
Magasins et commerces	148,4	4,8
Usines et entrepôts	133,1	4,8
Bureaux	99,6	5,2
Cliniques et hôpitaux	5,8	0,2
Autres	26,0	0,8
Total des achats de terrains	439,9	13,6
Achats de bâtiments existants :		
Magasins et commerces	236,4	7,3
Usines et entrepôts	130,5	4,1
Bureaux	97,7	3,1
Cliniques et hôpitaux	12,9	0,4
Autres	58,0	1,9
Total des achats de bâtiments existants	535,5	17,0
Construction et génie civil :		
Magasins et commerces	618,3	19,6
Usines et entrepôts	805,5	25,5
Bureaux	235,9	7,5
Cliniques et hôpitaux	132,9	4,2
Autres	388,1	12,6
Total construction et génie civil	2 190,7	69,4
TOTAL DES INVESTISSEMENTS DESTINÉS A FAIRE L'OBJET DE CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	3 127,1	100,0
Cessions d'investissements ayant fait l'objet de contrats de crédit-bail immobilier	78,2	
Investissements propres des entreprises	713,2	
Cessions d'actifs propres des entreprises	14,3	

Investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier en 1974 sur le marché intérieur (taxes déductibles non comprises). Source : INSEE

Nature des investissements	Montant en millions de francs	% du total des investissements de crédit-bail mobilier
Matériel divers de grosse et moyenne mécanique et leurs pièces détachées	215,5	2,8
Machines spécialisées pour l'industrie et pièces détachées	685,7	9,1
Matériel et pièces détachées pour les mines, les travaux publics et la sidérurgie	1 084,3	13,5
Tracteurs, matériels agricoles et leurs pièces détachées	72,4	1,0
Machines-outils et leurs pièces détachées	451,5	5,4
Matériel de précision et pièces détachées	172,6	2,3
détachées	40,3	0,5
Véhicules automobiles et pièces détachées	995,8	13,2
Matériel électrique et pièces détachées	49,8	0,7
Matériel électronique et pièces détachées, à l'exclusion des ordinateurs et périphériques	2 603,4	34,4
Matériel aéronautique et pièces détachées	44,9	0,6
Matériel de navigation et pièces détachées	72,8	1,0
Matériels et machines d'équipement de bureaux	259,0	3,4
Ordinateurs et périphériques	690,7	8,6
Matériel pour carrosserie automobile	12,1	0,2
Autres matériels et machines	177,6	2,3
Total des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier	7 557,9	100,0
Investissements propres des entreprises	192,8	
Cessions d'actifs propres des entreprises	16,9	

Crédit-bail : demandez aujourd'hui, réponse après-demain.

Parce que le Crédit-bail est une formule de financement souple pour l'achat de matériel, Natio Equipement a déclaré la guerre à la paperasserie et aux lenteurs administratives.

Natio Equipement : un contrat en 48 heures.

Chez Natio Equipement, on ne s'endort pas sur votre dossier crédit-bail.

Dès réception de votre demande d'instruction, notre équipe permanente l'étudie : ces spécialistes vont directement à l'essentiel ; on ne retarde pas une décision par excès de formalisme.

Parce que nous savons qu'un homme d'affaires est souvent un homme pressé.



Natio Equipement
Crédit-bail Moblier 7, av. George V 75008 Paris

Alors vous obtiendrez une réponse dans les 48 heures. Ainsi, vous disposerez le plus rapidement possible de votre bien mobilier, sans aucun apport initial, bien sûr. Et avec l'assurance que le coût fixé avec vous à la livraison du matériel ne sera pas modifié.

Natio Equipement : chez votre banquier.

Filiale de la BNP, Natio Equipement c'est la densité d'un réseau qui couvre la France entière : 2.000 sièges dont l'un est le vôtre. Son correspondant crédit-bail vous y attend.

C'est lui qui vous aidera à formuler votre demande. C'est lui qui vous répondra dans les 48 heures.

Natio Equipement vous répond dans les 48 heures.

VOTRE ORDINATEUR EST EN LOCATION

Avec nos formules de **LEASING**
VOTRE LOYER SERAIT
FIXE ET MOINS ÉLEVÉ

Diebold Computer Leasing S.A.

Etablissement financier au capital de 15.000.000 de francs
61, rue La Boétie, Paris (8^e) - 256-04-66



Regardez bien

SOYONS

— QUELLE que soit votre
— QUELS que soient vos besoins
— QUEL que soit le matériel

L'implantation mondiale

TIGER LEASING
et de ses filiales

PERMET de satisfaire votre besoin
et d'optimiser votre investissement

EN FRANCE le NERF de votre activité
est chez

National Equipment Rental
17, rue La Boétie - 75006 Paris

Tél. 742-16-99 - 742-31-46

Télex 640.466

حکومت اسلامی

INVESTISSEMENTS EN MATÉRIEL

La nécessité d'une expansion rapide

LES matériels produits par les secteurs à expansion rapide sont aussi ceux pour lesquels les acheteurs ont le plus souvent recours au crédit-bail. Les possibilités d'amortissement accéléré y sont plus fortes, et les niveaux de rentabilité permettent de supporter des taux de financement plus élevés. Ainsi en est-il du matériel électronique dont la part a évolué de 7,8 % du total des investissements financés par le crédit-bail en 1967 à 29 % en 1974 et 34,4 % en 1975; il est vrai qu'il faut y inclure les investissements des P.T.T. au travers des sociétés spécialisées (FINEXTEL, CODETEL, CREDITEL, AGRI-TEL), en très vive progression eu égard à l'importance des programmes d'équipement.

La part des matériels pour l'industrie a reculé de 19,2 % en 1967 à 10,7 % en 1973 et 9,1 % en 1974, tandis que la machine-outil passait de 10,2 % à 6,4 %.

Un secteur favori du crédit-

bail reste celui du matériel de travaux publics, où il arrive à égalité avec le crédit traditionnel, celui du matériel de gestion (ordinateurs), où il a pris une part prédominante : 650 millions de francs en 1974 contre 116 millions de francs en 1969.

Par rapport au total général des investissements, le secteur le plus en pointe est, de surcroît, celui des équipements pour les postes (2,3 milliards de francs en crédit-bail pour 1974, soit 21,5 %). Suivent les commerces non alimentaires (10,5 %) et alimentaires (7,2 %), et les autres services (6,2 %).

L'agriculture en retrait

L'agriculture et les industries alimentaires ont dans l'ensemble peu recours au crédit-bail : respectivement 0,6 et 3,6 % du montant total de leurs investissements. Le total des achats en crédit-bail atteint 58,8 millions de francs

pour l'agriculture et 390,1 millions de francs pour les industries alimentaires (dont 2,8 et 101,6 millions pour l'immobilier), soit respectivement 9,23 et 14,70 % de ce type de crédit.

Les agriculteurs et les industries d'alimentation utilisent peu le crédit-bail pour s'équiper, car le crédit agricole leur consent des prêts à des taux nettement plus avantageux, de l'ordre de 4 à 7 %. Lorsque ces deux secteurs d'activité l'utilisent, c'est généralement pour des raisons conjoncturelles : encadrement du crédit qui empêche la banque paysanne d'augmenter le volume de ses encours ; insécurité de fonds propres de l'entreprise. Une filiale du Crédit agricole, Unimat, est spécialisée dans ce type de crédit.

Pourront-ils prendre prochainement de l'extension ? Ce n'est pas impossible si, comme le gouvernement semble en avoir l'intention, le concours de l'Etat pour la bonification des taux d'intérêt

est limité. Les crédits d'équipement mobilier seraient les premiers touchés. Dès lors, les agri-

culteurs et les industries de l'alimentation pourraient se re-

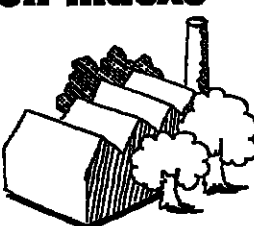
tourner vers les possibilités offertes par le crédit-bail, notamment en raison des avantages fiscaux qu'ils pourraient y trouver.

Investissements produits réalisés sur le marché intérieur et ayant fait l'objet de contrats de crédit-bail en 1974 (taxes déductibles non comprises) selon les secteurs clients (Source : INSEE)

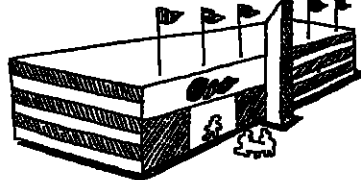
Secteurs clients	Investissements productifs				Total crédit-bail mobilier et matériel de transport	Proportion du total général (en %)
	Achats de terrains	Achats de bâtiments existants	Construction et génie civil	Total		
1. Agriculture, viticulture	0,1	—	2,7	2,8	56,8	0,6
2. Industries agricoles et alimentaires	7,2	8,9	85,5	101,6	390,1	3,6
3. Énergie	5,9	3,3	35,2	44,4	67,0	1,1
4. Extraction de minéraux, sidérurgie	0,4	6,4	4,7	11,5	32,1	0,4
5a. Première transformation acier, non-ferreux et fonderie	11,5	7,9	26,9	46,3	162,9	1,9
5b. Construction mécanique, mécanique de précision	9,9	9,7	63,6	83,2	715,3	7,8
6a. Construction électrique et électronique	9,9	18,9	49,2	78,0	104,4	1,1
6b. Automobiles, cycles, motocycles	1,1	1,0	140,0	142,1	51,8	1,5
6c. Construction navale, aéronautique, armement	0,6	—	12,4	13,0	51,7	0,6
6d. Extraction de minéraux divers, chimie minérale	0,1	—	1,2	1,3	4,3	0,1
6e. Industrie du verre	0,4	—	2,4	2,8	8,1	0,1
6f. Industries chimiques	21,8	17,3	58,8	97,9	67,6	1,6
6g. Industries du caoutchouc et de l'amiant	1,9	2,4	5,4	9,7	17,4	0,3
7a. Industries textiles	2,6	4,9	36,1	43,6	111,6	1,5
7b. Industries du cuir	0,7	4,9	8,6	14,2	24,3	0,3
7c. Industrie du bois et ameublement	4,2	7,3	19,9	31,4	183,3	1,6
7d. Industrie papier, presse, édition, photo	33,6	10,8	56,9	101,3	234,6	3,1
7e. Transformation de matières plastiques	6,5	1,4	21,4	29,3	74,1	0,9
7f. Industries diverses	2,8	6,1	11,0	19,9	43,1	0,6
8a. Matériaux de construction, céramique	1,2	7,5	6,7	15,4	175,2	1,8
8b. Entreprises de bâtiment et génie civil	13,7	9,8	31,2	54,7	654,0	6,6
9a. Transports publics routiers	6,7	0,7	40,7	48,1	442,2	4,6
9b. Autres entreprises de transport et de transmission	6,8	4,9	33,3	45,0	224,3	2,7
9c. P.T.T.	—	—	97,9	97,9	2 206,5	21,5
10a. Mécaniciens, garagistes, réparateurs	3,1	0,3	10,5	13,9	23,3	0,3
10b. Blanchisserie, teinturerie	—	—	1,8	1,8	48,3	0,5
10c. Bygiène	1,0	0,7	1,0	2,7	29,0	0,3
10d. Santé	5,9	12,9	135,8	154,6	206,1	3,3
10e. Hôtels, cafés, restaurants	33,7	40,7	189,5	264,9	39,3	2,8
10f. Autres services	57,2	97,8	260,8	415,8	291,7	6,6
11a. Commerces alimentaires	62,4	94,6	303,4	456,4	317,2	7,2
11b. Commerces non alimentaires	83,8	141,2	382,2	607,2	518,9	11,5
12. Entreprises financières, assurances	38,1	15,2	23,6	76,9	32,6	1,9
13. Administrations	0,1	—	9,5	9,6	87,0	0,9
Total	430,9	535,5	2 190,7	3 157,1	7 567,9	100,0

Crédit-Bail immobilier : à vous de choisir la solution adaptée à vos impératifs...

Crédit-Bail non indexé



Financement total en Crédit-Bail



- Un autofinancement réduit.
- Une assistance administrative et juridique.
- Des références dans tous les secteurs d'activité.

Locamur

Etablissement financier de crédit-bail immobilier.

- Une fiscalité propre aux SICOMI.
- Une procédure souple et rapide.
- Une expérience au service d'une clientèle de premier rang.

Immobanque

Banque de crédit à long et moyen terme SICOMI.

Ces deux Sociétés peuvent fournir une assistance technique complète : contrôle des devis, des plans, contrôle sur chantier, etc... par l'intermédiaire de leur Bureau d'Etudes Techniques.

Retournez ce coupon à LOCAMUR ou IMMOBANQUE
92, Boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. 266.20.20

Je désire recevoir une documentation relative à :

- ☐ Locamur
☐ Immobanque

NOM _____
 FONCTION _____
 RAISON SOCIALE _____
 SECTEUR D'ACTIVITÉ _____
 ADRESSE COMPLETE _____
 TEL. _____

VOTRE ORDINATEUR EST EN LOCATION

Avec nos formules de **LEASING** VOTRE LOYER SERA FIXE ET MOINS ÉLEVÉ

Diabold Computer Leasing S.A.
61, rue La Boétie, Paris 8^e - 254.04.00

Regardez bien ce sigle SOYONS CARRE !

- QUELLE que soit votre activité
- QUELS que soient vos besoins
- QUEL que soit le matériel

L'implantation mondiale du

TIGER LEASING GROUP et de ses filiales

PERMET de satisfaire votre EXPANSION et d'optimiser votre RENTABILITÉ

EN FRANCE le NERF de votre ACTION est chez

National Equipment Rental France S.A.

11, rue La Boétie - 75008 PARIS

Tél. 742-16-99 - 742-31-46 et 742-58-65

Télex 640.466 F

Monsieur le Président, n'attendez plus pour investir.

Financement total "longue durée".
 Vos locaux ne suffisent plus ? Tant mieux, c'est signe de prospérité. N'attendez pas pour investir. Préparez votre avenir sans peser sur le présent.

Natiocredibail, c'est le financement total de votre projet d'investissement immobilier. Aucun apport personnel. Un financement sur 15 ans et plus; il n'y a pas plus long sur le marché.

Ainsi, vous sauvegardez votre indépendance, en conservant l'ensemble de vos disponibilités pour votre activité.

Des avantages "sur mesure".
 Quelle que soit la taille de votre entreprise (P.M.I. ou grosse Société), Natiocredibail c'est aussi pour vous l'usage d'un bien sur "mesure" : vous êtes locataire avec en plus les avantages d'un propriétaire.

Comme un locataire, vous bénéficiez de l'étalement de la charge et de sa souplesse

d'adaptation à l'exploitation et à la rentabilité de votre entreprise.

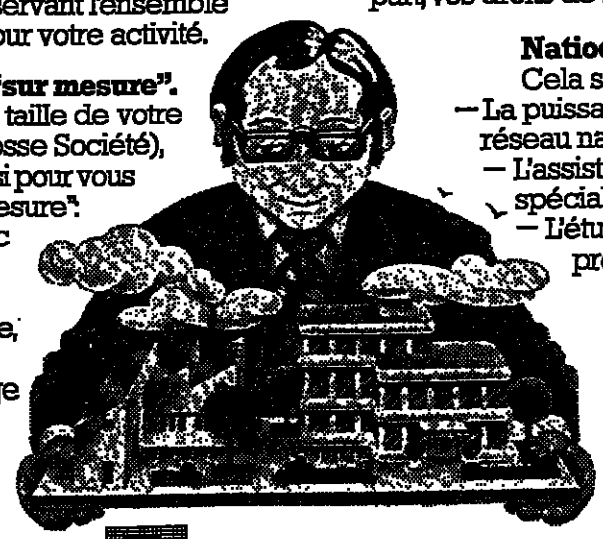
Comme un propriétaire, vous êtes l'initiateur du projet et le bénéficiaire de la rente foncière.

A déduire de vos impôts.
 Autre avantage : les loyers que vous versez à Natiocredibail sont intégralement déductibles de votre bénéfice imposable. En outre, en cas de levée d'option de votre part, vos droits de mutation sont réduits.

Natiocredibail c'est la BNP.

- Cela signifie pour vous :
- La puissance d'implantation d'un réseau national.
 - L'assistance d'une équipe de spécialistes.
 - L'étude objective de votre projet d'investissement.

Tous ces atouts de Natiocredibail : à travers l'interlocuteur habituel de votre siège BNP.



natiocredibail,

Sicomi du groupe BNP: Crédit-bail Immobilier "Longue durée".

nous faisons partie de votre avenir

Pour appuyer votre développement, investir rapidement et à vos mesures, BAIL EQUIPEMENT est prêt à vous soutenir.

BAIL EQUIPEMENT bénéficie de l'appui de banques importantes et effectue avec ses filiales pour plus de 600 millions d'achats par an.

Pour que vous puissiez bénéficier de modalités de financement efficace et rapide, BAIL EQUIPEMENT sait vous conseiller.

Votre interlocuteur BAIL EQUIPEMENT est un spécialiste du leasing mobilier. Il est concerné par votre entreprise et son marché, il connaît l'efficacité et la rentabilité des différents équipements.

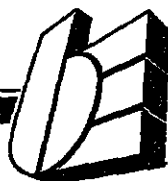
Pour que vous puissiez investir en douceur, les contrats BAIL EQUIPEMENT sont souples : leur durée varie entre 3 et 7 ans, leur importance minimum est de 10.000 F.H.T. et les modalités des loyers sont personnalisées.

BAIL EQUIPEMENT : 350 collaborateurs, 25 agences régionales, 5 assistances spécialisées (BAIL AUTO, BAIL MARINE, BAIL AVIATION, LOCAMO, TECHNBAIL).

bail équipement : votre partenaire de l'investissement

bail équipement

22, place Vendôme - 75040 PARIS CEDEX 1 - Tél. : 261 53 52



LA BOURSE

L'immobilier a supplanté l'équipement

La Bourse a toujours été intéressée par le crédit-bail, mais ses sentiments ont évolué en fonction des perspectives offertes par les deux branches du secteur équipement et immobilier.

Le crédit-bail à l'équipement est brillamment représenté, dès 1964, par Locofrance, dont la magnifique performance commerciale de l'époque se répercute sur la carrière boursière du titre : son cours décuple en six ans. Bail-Equipement le rejoint dès 1967, suivi de Locobail en 1968, la montée conjointe de tous ces titres se poursuivant jusqu'en 1969-1970, date à laquelle la courbe retombe inexorablement au fur et à mesure que le rythme de progression des sociétés de crédit-bail équipement se ralentit, et que l'encadrement du crédit, joint à la hausse des taux, assombrit leurs perspectives. Le plus bas niveau de cette courbe est atteint à l'automne 1974 : un timide redressement s'ébauche ensuite, mais bien limité, une rechute affectant même Locofrance, dont une filiale a essuyé des pertes sévères.

Heureusement pour les investisseurs, dont certains ont éprouvé des déboires, le crédit-bail immo-

bilier (les SICOMI) vient prendre le relais dès 1970. L'épargne est séduite par les formules d'indexation des contrats, et, après une éclipse en 1974, les SICOMI retiennent à nouveau la faveur de la Bourse, les cours actuels s'inscrivant au voisinage de leurs plus hauts niveaux.

Les analystes observent que, à leur connaissance, il n'existe pas d'autres formes de placement offrant un rendement d'environ 8 % et dont les revenus aient augmenté de 11,7 % en moyenne pendant les quatre dernières années, soit nettement plus que le taux d'inflation, avec aussi peu de risques (il n'y a pas eu d'accident, excepté celui de Prétabail, et encore le titre s'est-il vigoureusement redressé). Deux

remarques s'imposent, néanmoins. Si les SICOMI sont exonérées de l'impôt sur les sociétés, leurs dividendes n'ouvrent pas droit à l'avoir fiscal et ne bénéficient pas des 25 % de déduction forfaitaire accordés aux revenus immobiliers. Les organismes émetteurs conseillent donc de les souscrire dans le cadre d'un contrat d'épargne à long terme, qui assure une exonération totale d'impôt pour les dividendes perçus sous certaines conditions et dans certaines limites. Ensuite, la sévère diminution du pourcentage d'indexation des contrats nouveaux peut, à l'avenir et dans certains cas, rendre un peu moins attrayantes des formules qui, jusqu'à présent, ont répondu aux espoirs initiaux.

F. R.

LES SICOMI ET LA BOURSE

SOCIÉTÉ	FONDATEUR	ENREGISTREMENT AU 31-12-75 EN MILLIONS DE FRANCS	COURS	1976	
				DIV. %	RENT. % (*)
Bail Investiss...	Groupe Suez	855	211 (*)	16	7
Immobail	C.C.M.E.	370	130	11	8,5
Immobanque	Indochine	632	195	14,75	7,5
Immooffices	Groupe Drouot	272	138 (*)	12	8,5
Immobail	C.C.F.	692	188 (*)	14	8
Locobail Immo.	Cie Bancaire	719	185,5 (*)	14,75	7,4
Locofinancière	S.P.F.F.	407	132 (*)	13	8
Locindus	E.T.E.	915	298	20,30	6,8
Prétabail	Groupe Prétabail	—	312	21,24	6,8
Sitie	I.C.P.	—	235	18,15	7,2
Sitimanco	Crédit lyonnais	898	192	15	8,2
Soficom	Paribas	—	184,5	14,30	8
Sorabail	Sorac	—	218	18,50	7,9
UCIP Bail	UCIP	262,5	189	11,20	10,5
U.I.S.	E.T.E.	976	198 (*)	16,75	7,8
Unibail	Worms	503	175 (*)	14,50	7,7

(*) Compte tenu du coupon détaché.

LE CRÉDIT À L'ÉQUIPEMENT ET LA BOURSE

Sociétés	Groupe bano.	Bénéfice net en 1975 millions F	Cours 14-6-1976	Dividende + av. fiscal	Rendement %
Bail Equipem.	Suez	6,7	162	13,50	8,5
France Bail	SOVAC	6,4	340	22,50	9,4
Locobail	Cie Bancaire	12	215	12	5,8
Locofrance	Indochine-Suez	5	125	7,50	6

Le Monde dossiers et documents

LE NUMÉRO DE JUIN EST PARU

- LE VIN EN FRANCE
- LES MARGINAUX DE LA FOI

Le numéro : 2 F.
Abonnement 1 an (10 abonnements) : 18 F.

Société Générale n°1 du crédit-bail

Le groupe de la Société Générale occupe aujourd'hui une place prépondérante sur le marché du crédit-bail. Qu'il s'agisse de répondre, par l'intermédiaire de ses filiales, aux besoins des entreprises comme à ceux des particuliers. Dans le cadre de l'aide qu'elle apporte aux entreprises, la Société Générale exerce plus particulièrement son activité dans quatre secteurs :

Bureaux, magasins, usines et entrepôts, cliniques :
SOGEBAIL et SOGEFIM assurent pour les entreprises le financement d'immeubles à usage professionnel.

Hôtels :
SICOTEL est spécialisée dans le financement de la construction ou dans l'achat d'immeubles à usage d'hôtels donnés en location de longue durée ou en crédit-bail à des exploitants hôteliers.

Usines clés en mains et gros équipements :
VALORIND constitue dans chaque cas des sociétés spécialisées qui donnent en location à la clientèle des investissements aussi divers que des avions de ligne ou des usines sidérurgiques.

Matériel :
SOFINABAIL finance pour toutes les entreprises et toutes les activités

professionnelles, y compris les professions libérales, tout matériel neuf, fixe ou roulant.

D'autres filiales de location de longue durée permettent de satisfaire les besoins des entreprises et des particuliers.

Voitures particulières, parcs automobiles : SOFINAUTO

Bateaux de plaisance : SOGEMER

Cet effort de la Société Générale en matière de crédit-bail et de location permet de favoriser les investissements productifs des entreprises et d'apporter une solution moderne au problème du financement de biens divers qui se pose aux particuliers.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour la Société Générale, votre intérêt est capital.

EDIT-BAIL
TÉLÉPHONE

Une

Le crédit-bail à l'équipement est brillamment représenté, dès 1964, par Locofrance, dont la magnifique performance commerciale de l'époque se répercute sur la carrière boursière du titre : son cours décuple en six ans. Bail-Equipement le rejoint dès 1967, suivi de Locobail en 1968, la montée conjointe de tous ces titres se poursuivant jusqu'en 1969-1970, date à laquelle la courbe retombe inexorablement au fur et à mesure que le rythme de progression des sociétés de crédit-bail équipement se ralentit, et que l'encadrement du crédit, joint à la hausse des taux, assombrit leurs perspectives. Le plus bas niveau de cette courbe est atteint à l'automne 1974 : un timide redressement s'ébauche ensuite, mais bien limité, une rechute affectant même Locofrance, dont une filiale a essuyé des pertes sévères.

Heureusement pour les investisseurs, dont certains ont éprouvé des déboires, le crédit-bail immobilier (les SICOMI) vient prendre le relais dès 1970. L'épargne est séduite par les formules d'indexation des contrats, et, après une éclipse en 1974, les SICOMI retiennent à nouveau la faveur de la Bourse, les cours actuels s'inscrivant au voisinage de leurs plus hauts niveaux.

Quatre sociétés privées

Le crédit-bail à l'équipement est brillamment représenté, dès 1964, par Locofrance, dont la magnifique performance commerciale de l'époque se répercute sur la carrière boursière du titre : son cours décuple en six ans. Bail-Equipement le rejoint dès 1967, suivi de Locobail en 1968, la montée conjointe de tous ces titres se poursuivant jusqu'en 1969-1970, date à laquelle la courbe retombe inexorablement au fur et à mesure que le rythme de progression des sociétés de crédit-bail équipement se ralentit, et que l'encadrement du crédit, joint à la hausse des taux, assombrit leurs perspectives. Le plus bas niveau de cette courbe est atteint à l'automne 1974 : un timide redressement s'ébauche ensuite, mais bien limité, une rechute affectant même Locofrance, dont une filiale a essuyé des pertes sévères.

Appel des sociétés

Le crédit-bail à l'équipement est brillamment représenté, dès 1964, par Locofrance, dont la magnifique performance commerciale de l'époque se répercute sur la carrière boursière du titre : son cours décuple en six ans. Bail-Equipement le rejoint dès 1967, suivi de Locobail en 1968, la montée conjointe de tous ces titres se poursuivant jusqu'en 1969-1970, date à laquelle la courbe retombe inexorablement au fur et à mesure que le rythme de progression des sociétés de crédit-bail équipement se ralentit, et que l'encadrement du crédit, joint à la hausse des taux, assombrit leurs perspectives. Le plus bas niveau de cette courbe est atteint à l'automne 1974 : un timide redressement s'ébauche ensuite, mais bien limité, une rechute affectant même Locofrance, dont une filiale a essuyé des pertes sévères.

PLACE DES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

ANNÉE	1969	1970
Produit de programme budg.	230	300
Produit hors taxes des sociétés	0	0
Produit de financement	0	0
Produit des opérations des sociétés	0	0
Produit T.T.C. de France	230	300
TOTAL	230	300
Produit des sociétés de finan.	0	0
Produit T.T.C. des sociétés de finan.	0	0
Produit des sociétés de finan.	0	0

Aux grandes
avec

SOVAB

سكنة من الاحل

TÉLÉPHONE

Une mise en liberté surveillée

LES sociétés de financement du téléphone fournissent aux syndicats des P.T.T. et aux partis de gauche de forts arguments pour dénoncer la privatisation des télécommunications. Ils constatent que l'argent fourni par le système du crédit-bail coûte plus cher aux P.T.T. que les capitaux qui leur sont apportés par les emprunts d'Etat, et proposent régulièrement de remédier à cette situation en utilisant une partie des fonds des chèques postaux pour financer le téléphone. Quand on sait que les recours aux financements privés sont redescendus à un total de 1,55 milliard de francs depuis deux ans, après avoir atteint, en 1974, un record de 2,4 milliards, on peut se demander si ces critiques d'ont pas trouvé un certain écho auprès des pouvoirs publics.

Le téléphone n'a pas démarré tant qu'il s'est développé par autofinancement. Dès son arrivée à la tête du ministère des P.T.T., en juin 1969, M. Robert Galley a pris conscience qu'il n'avait aucune chance de parvenir à réaliser 30 % de lignes téléphoniques en plus chaque année s'il ne recourait pas à d'autres sources de financement que le produit de la taxe. L'utilisation des fonds des chèques postaux ayant été refusée par le ministère de l'économie et des finances, il ne restait plus à M. Galley que l'appel à l'épargne. Malheureusement, l'emprunt P.T.T. servait à combler les déficits de la poste. Le ministre a donc imaginé une formule de crédit-bail attractive pour les investisseurs après avoir tenté de faire préfinancer la construction des centraux téléphoniques par les industriels eux-mêmes.

Quatre sociétés privées

La loi de finances de 1969 a réglementé la création des sociétés de financement du téléphone. Ce sont des sociétés anonymes cotées en bourse dont le statut s'apparente à celui des SICOMI, à cette différence près qu'elles ne se contentent pas de préfinancer l'achat d'immeubles (auto-constructeurs), mais qu'elles contribuent aussi à l'acquisition de biens mobiliers (télé-imprimeurs, matériels de transmission).

Il existe quatre sociétés privées de financement du téléphone dont les actions ont été émises au nominal de 100 F.

Appel des sociétés de financement sur le marché financier

(source P.T.T.)
(capital-emprunts)
Sociétés privées
1970 400
1971 870
1972 1 002,5
1973 1 480
1974 1 237,5
1975 2 478
1976 (1) 4 882
(1) dont 2 500 pour Francotel, société publique.

PLACE DES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT-BAIL DANS LE FINANCEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS-ENGAGEMENTS (source P.T.T.)

ANNÉE	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Autorisations de programme budgétaires	2 729	3 143	3 620	4 646	5 735	7 480	10 535	14 011
Programme hors taxes des sociétés privées de financement	0	660	1 200	1 800	2 200	2 400	1 550	1 550
T.V.A. sur les opérations des sociétés privées de financement	0	120	240	360	404	448	290	290
Programme T.T.C. de Francotel							1 700	2 500
TOTAL	2 729	3 963	5 060	6 806	8 339	10 300	14 075	18 351
Part des sociétés privées de financement T.T.C. (en %)	0	16,4	23,5	31,8	31,2	27,5	12,7	10
Part de l'ensemble des sociétés de financement (en %)							24,5	23,6

● **Finxetel** : Créée en 1970, elle compte quatre-vingt-quinze mille actionnaires dont au moins un tiers d'employés des P.T.T. Son capital s'élève à 800 millions de francs. Le cours de l'action s'établissait, le 8 juin, à 118 F et le dividende distribué, en 1975, atteignait 11,20 F.

● **Codetel** : Créée en 1971, elle compte soixante mille actionnaires qui se partagent un capital de 800 millions de francs. Le cours de l'action s'établissait, le 8 juin, à 116,10 F et le dividende distribué, en 1975, atteignait 10,50 F.

● **Agritel** : Créée en 1972, elle appartient en totalité au Crédit agricole, qui a apporté les 150 millions de francs de son capital. Elle n'est pas cotée. Son dernier coupon connu atteignait 9,70 F, en 1974.

● **Créditel** : Créée en 1972, elle appartient à onze mille souscripteurs qui se répartissent un capital de 400 millions de francs. Le cours de l'action s'établissait, le 8 juin, à 109 F et le dividende distribué en 1975 atteignait 9,85 F.

Ces sociétés se caractérisent par la légèreté de leurs structures (une douzaine d'employés pour Finxetel) et par la mobilité de leurs fonds de gestion qui sont inférieurs à 1 % des fonds gérés.

Le fonctionnement

Comment fonctionne le crédit-bail du téléphone ? Dans un premier temps, l'administration des télécommunications choisit l'opération qu'elle souhaite réaliser ainsi que le matériel et le constructeur. La société de financement intervient alors pour financer la phase de construction (dix-huit mois environ) des centres auxiliaires. Le dossier de financement passe devant la commission interministérielle des marchés de l'Etat et devant le contrôle financier. Tous les acomptes versés par la société sont vérifiés et certifiés par l'administration.

Le remboursement est fixé par une convention passée pour cinq ans entre la société et les P.T.T. Ce document contient les indicateurs sur lesquels seront indexés les loyers. Chaque année, un protocole précise le montant des engagements confiés à la société, les paramètres de rémunération et la part respective du capital propre et des fonds d'emprunt dans les investissements.

La rémunération de la société se décompose en deux parties. Tout d'abord, les P.T.T. versent à la société des « intérêts sur avance » destinés à payer au taux au jour le jour du marché monétaire les frais financiers des acomptes versés aux industriels pendant la phase de construction. En 1975, les quatre sociétés privées de financement ont reçu, à ce titre, 168,4 millions de francs. Ensuite, l'administration acquitte un loyer qui rémunère les fonds propres et les fonds d'emprunts. Les loyers sur fonds propres bénéficient seuls de formules d'indexation très complexes. Par exemple, les capitaux engagés par Finxetel sont indexés sur les indices des prix du bâtiment et de

la construction électrique. Ceux de Codetel varient en fonction du chiffre d'affaires des télécommunications. La recette moyenne par ligne principale est aussi utilisée comme moyen d'indexation. Les fonds propres sont remboursés en dix ans. Les fonds d'emprunt, eux, sont remboursés au taux où ils ont été empruntés et ils sont remboursés en quinze ans. A cela s'ajoute le pourcentage de bénéfices de la société (de 0,5 % à 1,20 % par point). Les sociétés ont perçu, en 1975, 781,6 millions de francs de loyers.

Une discussion rude

Chaque année, la discussion est rude au moment de la négociation du protocole annuel. Les sociétés se battent pour obtenir le plus gros contrat possible et le montage financier le plus favorable. De leur côté, les responsables des télécommunications cherchent à ce que les sociétés distribuent à leurs actionnaires des dividendes à peu près comparables. Le marché financier étant plus intéressant, ils souhaitent limiter le recours aux fonds propres. Ainsi Finxetel et Créditel n'ont pu prêter un seul franc sur

Pourquoi cette défaveur ? L'administration s'est aperçue que le crédit-bail coûtait plus cher que les emprunts d'Etat. D'après un rapport de 1975 de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale sur le budget du ministère de l'Industrie, les surcoûts s'élevaient de 3,21 points pour Finxetel I à 0,41 pour Agritel I dans une hypothèse de glissement des tarifs téléphoniques de 3,5 % par an, et de 4,03 points pour Finxetel II à 0,54 pour Agritel II dans une hypothèse de glissement de 5 % par an. Le surcoût a donc été très important, surtout au début. La Cour des comptes a estimé qu'en 1971 il amenait les P.T.T. à payer 2 300 F un équipement acheté 1 000 F dix ans plus tôt. L'administration déclare que le surcoût s'élève aujourd'hui à 1 ou 1,20 point (moins de 0,5 point pour Agritel).

La cherté du crédit-bail s'explique de trois façons : tout d'abord les obligations émises par les sociétés privées reviennent toujours plus cher que celles émises par l'Etat. Ensuite, les sociétés de crédit-bail doivent prêter un bénéfice pour rémunérer leurs actionnaires. Enfin, elles

bénéficient de clauses d'indexation qui renchérissent chaque année leur prix.

Depuis deux ans, le secrétariat d'Etat aux P.T.T. a donc décidé de se procurer de l'argent frais par des moyens plus économiques et plus publics. La Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.), dont la création remonte à 1967, a été ramifiée et lancée notamment sur le marché international. En 1975, ses douze emprunts ont rapporté 3,8 milliards de francs dont 1,6 milliard sur le marché français et 2,2 milliards sur les marchés étrangers.

Une société publique de financement

Enfin, les P.T.T. ont créé en octobre 1975 une société publique de financement du téléphone, Francotel, au capital de 10 millions de francs réparti entre la C.N.T. et la Caisse des dépôts et consignations. Francotel s'est employée à recueillir sur le marché des bons à moyen terme 4,2 milliards de francs nécessaires au plan de relance du téléphone décidé par le président de la République en avril 1975. Actuel-

lement, la société recueille 300 millions de francs tous les mois. N'ayant aucun actionnaire à rémunérer, Francotel obtient des taux identiques à ceux des interventions de l'Etat sur le marché à court ou moyen terme.

Les sociétés privées de financement du téléphone ont-elles encore un avenir étant donnée la concurrence chaque jour plus grande de la C.N.T. et de Francotel ? « Oui », répondent les responsables des télécommunications. Le VII^e Plan nous a affecté 104 milliards de francs d'autorisations de programme, et il va nous falloir les financer par tous les moyens. De plus, on ne sait jamais ce qui peut se passer : les marchés financiers étrangers peuvent se fermer. Le marché obligataire risque de devenir hors de prix. Nous préférons avoir des racines un peu partout pour pomper les sommes énormes dont nous avons besoin. »

Les sociétés privées de financement ont permis de commencer à rattraper le retard téléphonique français, mais elles coûtent cher. Aussi les place-t-on en liberté surveillée jusqu'au jour où...

ALAIN FAUJAS.

MOYENS DE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS

Société	Date de l'arrêté d'agrément	Capital actuel	Augmentations de capital effectuées	Emprunts émis et crédits bancaires contractés	Cours de l'action	Chef de file	Dividendes (en francs)	Cours de bourse juin 1976	Rendement %
Finxetel	25 février 1970	800 M.F.	Capital initial 10 M.F. 390 M.F. mars 70 400 M.F. juin 72	Emprunts obligataires : 1 770 M.F. Crédits bancaires : 450 M.F.	115 (cours du 8-6-1976)	Banque de Paris et des Pays-Bas Société générale	1974 : 10 1975 : 11,20	121	8,5
Codetel	6 janvier 1971	800 M.F.	Capital initial 10 M.F. 390 M.F. mars 71 400 M.F. déc. 73	Emprunts obligataires : 1 490 M.F. Crédits bancaires : 200 M.F.	116,10 (cours 8-6-1976)	Banque nationale de Paris Compagnie financière de Suze	1974 : 10 1975 : 10,50	117	8,3
Agritel	16 juin 1972	150 M.F.	Capital initial 10 M.F. 100 M.F. déc. 74	Crédits bancaires : 550 M.F. (au 31-12-1975)	Non cotée	Crédit agricole (100 %)	1974 : 9,70 1975 : non communiqué	—	—
Créditel	12 octobre 1972	400 M.F.	Capital initial 30 M.F. 15 M.F. fév. 73 75 M.F. oct. 73 300 M.F. mai 75	Emprunts obligataires : 975 M.F. Crédits bancaires : 350 M.F.	109 (cours du 8-6-1976)	Crédit lyonnais Banque Verrin et Commerciale de Paris	1974 : 9,10 1975 : 9,85	108	8,5

leur capital en 1975 et en 1976, et Codetel, depuis trois ans. Si les P.T.T. continuent à empêcher le réinvestissement des capitaux qu'ils remboursent, les sociétés de financement seraient peut-être obligées de revenir au droit commun des SICOMI et elles devraient investir ailleurs que dans le téléphone (Finxetel le laisse déjà entendre).

Une formule plus coûteuse

Il est incontestable que les P.T.T. bloquent le développement des sociétés privées de financement du téléphone. Les engagements réalisés par celles-ci sont passés de 600 millions de francs en 1970 à 2,4 milliards en 1974 pour revenir à 1,55 milliard en 1975 et en 1976. Leur place dans le financement du téléphone a suivi la même courbe. Partis de 18,6 % des autorisations budgétaires, en 1970, ils sont à présent représentés 10 % en 1972, et 10 % cette année seulement.

LOCINDUS

SICOMI

banque de crédit à long et moyen terme

11 bis, RUE SCRIBE
75009 PARIS
073.83.63

Plus de 900 000 000 F d'opérations de crédit-bail réalisées.

Etudie toutes opérations de crédit-bail immobilier portant sur des immeubles industriels et commerciaux (bureaux, entrepôts, usines, hôtels, magasins...).

Aux grandes sociétés avec
SOVABAIL

Le groupe **SOVAC** propose
Le Crédit-bail immobilier

Aux entreprises de moyenne importance avec
MUTUABAIL

19/21, rue de la Bienfaisance - Paris 8 - Tél. 292.12.12

ÉQUIPEMENT

La loi de la concurrence

A partir de 1966, date à laquelle les banques en général, et celles de dépôts en particulier, se virent accorder la possibilité de tout faire, les établissements nationalisés se lan-

cèrent dans le crédit-bail à l'équipement comme dans d'autres activités. Chacun des trois grands « monta » sa propre filiale : SIB-Bail, pour le Crédit lyonnais ; Sofina-Bail, pour la Société géné-

rale, et Natio-Equipement, pour la B.N.P. Très rapidement, ces filiales prirent une part non négligeable sur le marché, atteignant désormais un peu plus de 50 % du

potentiel de chacun de leurs grandes « sœurs » du secteur privé (Locafrance et Locabail), dépassant même Bail-Equipement (ex-Crédit Vendôme). Crédit lyonnais et Société générale prirent, néanmoins, une longueur d'avance sur la B.N.P., le démarrage de sa filiale Natio-Equipement ayant été plus lent. Cette concurrence est modérément appréciée des sociétés privées, qui suspectent les établissements nationalisés de prendre en

charge la plus grande partie des frais généraux de leurs filiales et réclament la vérité des prix. Elles prennent comme argument supplémentaire la faiblesse des résultats de ces filiales : en 1974 et 1975, respectivement rien et rien pour UNIMAT, rien et 0,3 million de francs pour Natio-Equipement, 2 millions de francs et 1,2 million de francs pour Sofina-Bail. En revanche, SIB-Bail affiche 17 et 25 millions de francs de bénéfice.

Les contrats nouveaux en 1975

en millions de francs T.T.C.

Locafrance (Banque d'Indochine)	1085
Locabail (Cie bancaire)	995
SIB-Bail (Crédit lyonnais)	548
Sofina-Bail (Société générale)	542
Bail Equipement (S.N.P.)	424
France-Bail (SOVAC)	287
Natio-Equipement (B.N.P.)	266
Locamit (Ind. chimique)	132
Cedeco Equip. (A.G. Paris)	115
Loca P.M. (C.G. P.M.E.)	91
Univerbail (U.A.P.)	83
Uaimat (G.N.C.A.)	78
Lotrac (G.L. Sider.)	68
Crédit Bail Hausmann (Banque Vernet)	49

The First National Bank of Boston



BOSTON CREDIT BAIL

En France
un crédit-bail sur mesure

vis-à-vis de l'étranger
des formules originales de crédit-bail international

appeler Madame Valabregue
tél. 260.33.23 - télex 280011
104, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris

Une formule originale

SOGEBAIL est, financiellement, la plus importante et l'une des plus anciennes SICOMI avec 3 milliards de francs d'engagements. Malgré sa taille, elle n'est pas cotée en Bourse, sa diffusion étant assurée uniquement par les guichets de la Société générale, banque fondatrice, qui garantit également le rachat de leurs actions aux souscripteurs. Outre cette dernière particularité, son originalité vient du fait que son capital est « feuilleté » en plusieurs catégories d'actions (dix-huit actuellement) qui correspondent chacune à une opération donnée de crédit-bail immobilier. Chaque opération, affectée d'un taux d'indexation spécifique, qui n'est pas le même pour toutes, et donc d'un taux de rendement éga-

lement spécifique, est « bouclée » dès le départ, et fait l'objet d'une émission particulière. La cotation en Bourse serait donc assez difficile, puisqu'il faudrait noter dix-huit « lignes » différentes. La rémunération de la Société générale, au travers de sa filiale SOGEBAIL, est obtenue par une commission de 4 % sur les sommes versées pour l'acquisition ou la construction destinées à être louées et par une commission de 3 % du montant des loyers indexés. La Société générale, en outre, garantit la bonne fin des opérations et se porte caution en cas d'accident (défaut de versement des loyers) moyennant une autre commission de 4 % sur le montant des loyers. Le prix de rachat par le

groupe de la Société générale est calculé mathématiquement par l'ordinateur pour assurer un « traitement équitable » au vendeur et à l'acquéreur, compte tenu, notamment, des effets de l'indexation (plus-values ou éventuellement moins-values) à la date de cession et du régime fiscal propre à l'acquéreur (impôt sur les dividendes à recevoir dans le futur). Une autre particularité s'attache, enfin, à SOGEBAIL : l'actionnaire se voit rembourser le nominal de son action par cinquième sur une durée de vingt ans, ce qui représente la part d'amortissement revenant au capital.

DES ESPOIRS PRÉMATURÉS ... ET DÉÇUS

DEPUIS une dizaine d'années, les accords globaux destinés à favoriser l'expansion du commerce international se sont multipliés, de nombreuses sociétés de crédit-bail cherchant à profiter de cette tendance pour étendre leurs opérations à l'étranger. Apparemment, ces tentatives étaient prématurées, comme l'a exposé en janvier 1975 un article dans le bulletin du C.I.E.C. (Centre d'information et d'étude du crédit, dépendant de la Compagnie bancaire) et, depuis, la situation n'a guère changé.

An départ, la création de réseaux internationaux de crédit-bail a été très souvent le fait des principales sociétés américaines spécialisées avec, à leur tête, la société-mère, qui se trouvait conduite, en raison du volume de ses affaires et de ses moyens financiers, à développer son influence par le contrôle direct d'un réseau de participation et de filiales. Ce fut le cas pour Citicorp Leasing International (Citicorp en France), Commercial Credit Corporation, émanation de Control Data et destinée à vendre ses ordinateurs (en France par Comser), et enfin, pour U.S. Leasing. Le Crédit lyonnais développa également un réseau étranger à travers des filiales et des prises de participation de SIB-Bail International.

Les consortiums bancaires, de leur côté, créèrent des filiales un peu partout : les sociétés Concord Leasing, Europartners Leasing, Orion Leasing. Des clubs, enfin, furent constitués par des sociétés indépendantes : ce fut le cas de l'International Credit Union (I.C.U.) (avec, pour la France, U.F.B.-Locabail), Lease-Club (avec Bail-Equipement) et Multilease (avec France-Bail). Ajoutons-y les clubs formés par des consortiums bancaires : Exinter, émanation de l'EBIC et Leasunion, provenant d'Inter Alpha-Club.

Pourquoi les espoirs placés dans ces formules ont-ils été, la plupart du temps, déçus ? Essentiellement parce que le crédit-bail ne s'exporte pas : il faut que la nationalité du bailleur et du preneur soit la même, toute différence se révélant un cauchemar, car les réglementations en vigueur ne sont harmonisées ni sur le plan comptable, ni sur le plan juridique, ni sur le plan fiscal, ni même sur la définition du crédit-bail. Une telle harmonisation a été reconnue souhaitable lors du congrès annuel de « LeasEurope », la Fédération européenne des associations d'établissements de crédit-bail, tenu à Londres en octobre 1975, mais de l'aveu même des délégués, elle n'est pas pour demain. Une opposition assez forte se manifestant entre pays à réglementation forte (France, Belgique) et ceux où les statuts sont absents (R.F.A., pays anglosaxons). — F. R.

Croissance permanente pour vous et pour nous

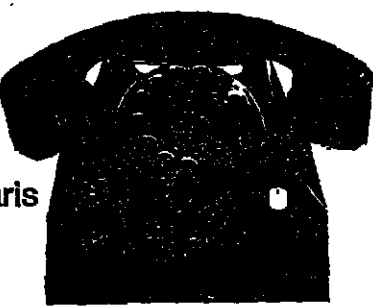
par Comser Crédit Bail

Augmentation du capital f. 13.500.000.-

Nous ne sommes pas plus loin que votre téléphone - votre problème est le nôtre !

Comser Crédit Bail
37, rue des Mathurins - 75008 Paris
Tél. 265.51.81 - Télex 660 460

Un service financier de CONTROL DATA CORPORATION



INFORMATIQUE

Un d

La loi de la concurrence... (Text continues from the main article, partially obscured by the page fold).

Un équipement... (Text continues from the main article, partially obscured by the page fold).

DES ESPOIRS PRÉMATURÉS... (Text continues from the main article, partially obscured by the page fold).

Une opération rentable pour le constructeur... (Text continues from the main article, partially obscured by the page fold).

Valeur de paires d'ordinateurs installés en 1975... (Text continues from the main article, partially obscured by the page fold).

Valeur de paires d'ordinateurs installés en 1975 (en milliards de dollars)

France	38,6
Allemagne	6,1
Grande-Bretagne	4,9
Italie	4,1
Belgique	4,1
Autres pays	2,5
Total	55,3

Source : Arthur D. Little.

حسبنا من الاصل

INFORMATIQUE

Un choix technique et économique

Le choix entre les deux méthodes traditionnelles d'acquisition d'un ordinateur, la location ou l'achat, est tout entier guidé par des considérations techniques et économiques. Au désir d'éviter l'investissement coûteux d'un matériel susceptible d'être rapidement périmé, s'oppose la nécessité d'amortir sur une période suffisamment longue les dépenses nécessaires à la mise en œuvre d'une gestion informatisée. Le crédit-bail offre un intéressant compromis. Il gagne du terrain en même temps que l'informatique arrive à plus de maturité. Il est aujourd'hui utilisé une fois sur quatre aux États-Unis et une fois sur dix en Europe.

Une étude effectuée en 1974 estimait, parmi les différentes méthodes d'acquisition d'un ordinateur aux États-Unis, les parts respectives de la location à 43 %, de l'achat à 36 % et du crédit-bail à 21 %. Dans les autres pays, les chiffres étaient respectivement de 64 %, 29 % et 7 %. La valeur totale des parcs d'ordinateurs installés dans le monde est d'environ 70 milliards de dollars (voir tableau). Les deux tiers, soit plus de 40 milliards de dollars, restent donc la possession des constructeurs ou d'organismes financiers. Bien qu'en décroissance régulière au fil des ans, la location auprès du constructeur de l'ordinateur demeure la formule la plus employée.

Un équipement coûteux
Quelles en sont les raisons ? D'abord, un ordinateur est un équipement coûteux. L'achat pur et simple — fréquent pour un mini-ordinateur ou un ordinateur de bureau, qui coûte déjà quelques centaines de milliers de francs — devient difficile, voire impossible, pour un ensemble de gestion de quelque envergure qui s'évalue en millions de francs. Mais surtout, c'est un matériel électronique qui bénéficie régulièrement de progrès techniques considérables. Rien que sa durée de vie puisse, en soi, être fort longue — sept à huit ans au moins (1), — il laisse rapidement la place à plus moderne et moins coûteux. Au cours des années 60, on tablait sur une nouvelle « génération » d'ordinateurs, rendant caducs les modèles précédents tous les cinq ans environ. Aujourd'hui, l'évolution est plus prudente, mais on estime encore que les améliorations techniques régulières permettent chaque année un abaissement de coût de l'ordre de 20 % pour un service rendu analogue : en quatre ans, le prix diminue de moitié.

Une opération rentable pour le constructeur
Les constructeurs, et tout spécialement I.B.M., qui représentent 80 % du marché mondial, ont donc favorisé la location, faisant valoir à l'utilisateur la possibilité séduisante de moderniser périodiquement son installation. Les taux pratiqués, qui amortissent le prix en trois ou quatre années de location, alors que la durée de vie normale est au moins double, en font pour le constructeur une opération fort rentable. A l'analyse, la location n'est toutefois pas sans inconvénients. Contraint de jouer le rôle de son propre banquier, le constructeur doit faire un investissement colossal. Il est souvent obligé d'emprunter lui-même les sommes nécessaires et ses dettes sont importantes. Il doit s'efforcer de louer une deuxième fois l'ordinateur rendu prématurément par un client volage. De son côté, l'utilisateur s'aperçoit que le matériel n'est pas tout. Il lui faut ajouter les dépenses d'exploitation et surtout le fameux « logiciel », c'est-à-dire le travail

nécessaire pour programmer l'ordinateur en fonction des besoins. Or la part dans le prix de revient de l'ordinateur proprement dit diminue constamment en fonction des progrès techniques. Elle représente aujourd'hui moins du tiers de l'investissement total. Le temps pendant lequel on garde un ordinateur sans en changer, pour amortir les dépenses de « matière grise », et ce, en dépit de sa vétusté relative, est en constante augmentation. De l'ordre de quatre ans il y a quelques années, il est aujourd'hui de six à sept ans. Il atteindra huit ans en 1980. Ces deux éléments conjugués, charge financière pour le constructeur, nécessité d'amortir les dépenses de logiciel pour l'utilisateur, ont conduit à des formules de financement intermédiaires : engagement du client sur un plan de location de plusieurs années, possibilité de rachat à une « valeur résiduelle » (30 à 40 %) déterminée à l'avance. Sous le nom de *leasing*, cette méthode a connu aux États-Unis un succès croissant depuis dix ans. Après les constructeurs d'ordinateurs eux-mêmes, des organismes purement financiers se sont emparés de l'idée. Ils achètent aux constructeurs des ordinateurs qui deviennent leur propriété et les louent avec une possibilité de rachat à une valeur résiduelle

faible (généralement 5 %), qui leur assure une quasi-certitude de vente finale. L'amortissement, calculé sur des durées beaucoup plus longues que celles de la location pratiquée par le constructeur (on est allé jusqu'à huit ou dix ans), permet des conditions alléchantes. De nombreuses sociétés se sont ainsi lancées aux États-Unis dans le *crédit-bail en informatique*, alors que les autres pays, méfiants, ont d'abord boudé la formule. De fait, elle n'est pas sans risques financiers. Si le constructeur prend ombrage de ce nouveau type de client, qui est aussi un concurrent, il peut augmenter ses propres durées d'amortissement, poser ses conditions de location ou jouer de l'arme de la révolution technologique (méthodes effectivement pratiquées par I.B.M. il y a quelques années). A l'heure actuelle, un certain équilibre s'est établi. On admet généralement que l'utilisateur, s'il doit conserver son ordinateur plus de huit ans, a intérêt à l'acheter. S'il le garde moins de six ans, la location auprès du constructeur est la plus avantageuse. Entre les deux, ce qui correspond précisément à la durée de vie statistique d'un système informatique d'aujourd'hui, une formule de crédit-bail peut être intéressante. Cela explique l'intérêt grandissant rencontré par le crédit-bail. Aux États-Unis, par exemple, plus de dix firmes spécialisées ont acquis des parcs d'ordinateurs dont la valeur dépasse 100 millions de dollars. D'autres s'essaient à ajouter au financement pur et simple une activité de « service » en effectuant la prospection des clients potentiels et l'évaluation de leurs besoins. Soumis aux stratégies financières des principaux constructeurs (vente ou location), ce type d'activité n'en demeure pas moins extrêmement fragile.

JEAN-MARC CHABANAS.

Les contrats signés en 1975

La plus grande partie des ordinateurs de leurs filiales ont été achetés par les sociétés américaines. Les sociétés américaines ont acheté 17 et 25 millions de dollars.

La location en France

La location en France est en croissance. Les sociétés américaines ont acheté 17 et 25 millions de dollars.

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France

La location en France



PRETABAIL - SICOMI

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
BANQUE DE CRÉDIT À LONG ET MOYEN TERME

Société anonyme au capital de 225.500.000 F

Plus de 100 immeubles

Région parisienne - Province

- SURFACES COMMERCIALES
- IMMEUBLES INDUSTRIELS
- BUREAUX
- ENTREPOTS
- HOTELS - RESTAURANTS - TOURISME
- CLINIQUES

24, rue du Pont - 92523 Neuilly - Tél. : 758-11-10

(PUBLICITÉ)

OMNIBAIL

Société Immobilière pour le Commerce et l'Industrie
Banque de crédit à long et moyen terme

Société anonyme au capital de 100 millions de francs
Siège social : 5, rue Michel-Ange, 75016 Paris
Tél. 527-94-40

Depuis deux ans, Omnibail s'est spécialisé dans le financement de bureaux et d'entrepôts surtout en location simple.

Vous pouvez prendre contact avec Omnibail pour vos problèmes de financement immobilier à long terme.

Conseil d'administration

M. J.-C. GENTON, président
ABRI - Compagnie d'assurances contre l'incendie et autres risques
M. A. BRION
M. L. PFEIFFER
ZURICH - Compagnie d'assurances

Direction

M. J.-C. GENTON, président-directeur général
M. J. VUILLIEME, directeur général adjoint
M. L. GUINEFORT, secrétaire général

FINANCEZ VOS INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS avec le crédit-bail INTER-COOP.

toutes entreprises, professions libérales, sociétés civiles et collectivités locales
BAREMES NON INDEXES

nom : _____ prénom : _____
société : _____
profession : _____
adresse : _____
tél. : _____
176

INTER-COOP
38, av. Hoche 75008 Paris
T 788 51 30 - 227 91 13

Sans engagement de ma part je désire :
☐ recevoir une documentation
☐ avoir un rendez-vous avec l'un de vos délégués régionaux.



CREDIT LYONNAIS

Une autre façon...

de financer vos investissements productifs (tout bien d'équipement ou matériel à usage professionnel)

LE CREDIT-BAIL MATERIEL

SLIBAIL

Minimum d'intervention : trente mille francs T.T.C.

de financer votre voiture personnelle ou professionnelle en limitant l'apport d'origine à un loyer trimestriel versé à titre d'acompte, à valoir sur le premier loyer

LE LEASING AUTOMOBILE

SLIBAILAUTOS

Minimum d'intervention : dix mille francs T.T.C.

de financer votre futur bateau (voilier ou cabin-cruiser) le LEASING appliqué à la NAVIGATION DE PLAISANCE par le département spécialisé de

SLIBAILAUTOS

Minimum d'intervention : cinquante mille francs T.T.C. (catégories 1, 2, 3)

48, rue Croix-des-Petits-Champs
75001 PARIS
Tél. 233-44-92

et dans toutes les Agences du CREDIT LYONNAIS

Valeur de parcs d'ordinateurs installés en 1975 (en milliards de dollars)

Etats-Unis	38,6
Japon	6,1
Allemagne	4,8
Grande-Bretagne	4,1
France	4
Pays scandinaves	2,5
Autres pays	9,9
Total	70

(Source : Arthur D. Little.)

LES SICOMI

L'affaire du groupe Prêtobail

EN février 1965, Lucien Pfeiffer, Alsacien volontaire, qui avait déjà fondé une coopérative ouvrière et s'était montré un des précurseurs de l'achat en location-vente de matériel (leasing ou crédit-bail), formule importée des États-Unis, après être entré puis sorti du groupe Paribas, veut voler de ses propres ailes. Son objectif : fournir des moyens de production à ceux qui n'en ont pas et ne peuvent guère en avoir au travers des structures bancaires et financières traditionnelles. Il fonde donc une coopérative de petites et moyennes entreprises, qui va devenir le Groupement français d'entreprises (G.F.E.), avec deux mille sept cents membres, et la dote progressivement des moyens financiers nécessaires. Pionnier, et en fait principal promoteur du crédit-bail immobilier, M. Pfeiffer veut mobiliser la petite épargne à cet effet. Il participe très activement à l'élaboration de la loi du 2 juillet 1966 qui va définir le crédit-bail immobilier et de l'ordonnance du 28 septembre 1967 créant les Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI). Dès lors, ses activités vont prendre une expansion très rapide.

Au tour du Groupement français d'entreprises s'organisent cinq groupes assurant toutes les fonctions (moyens de production, financement, accès à l'épargne, ressources humaines, etc.). Parmi ceux-ci, le groupe Prêtobail comprend huit sociétés, dont trois SICOMI, Prêtobail, qui sera cotée en Bourse en 1970, COFIPA et

Batibail, et cinq sociétés de crédit-bail, avec près d'un milliard d'engagements. C'est le succès, mais, dans l'ardeur de ses convictions, M. Lucien Pfeiffer se heurte aux usages non écrits de l'établissement bancaire, qu'il se met joyeusement et féroce à dos, et aux règlements administratifs, notamment l'encadrement du crédit, qu'il veut ignorer superbement.

Il se crée ainsi de nombreux ennemis qui n'apprécient pas ses méthodes ni ses succès initiaux et guettent ses imprudences. Elles ne vont pas tarder. La progression très rapide du groupe est financée essentiellement par des crédits à court et moyen terme accordés par les banques de la place, ce qui le rend de plus en plus vulnérable. Au sein de l'été 1974, sous l'emprise des restrictions de crédit, les fournisseurs habituels réduisent brusquement leurs concours au groupe, dont la progression se trouve, en outre, totalement stoppée par l'application d'un encadrement sévère. Des licenciements doivent être effectués, certaines banques prennent peur, les pouvoirs publics interviennent : au terme de sept mois de dures négociations pour sauver le groupe qu'il a fondé, M. Pfeiffer doit, en décembre 1974, céder la place à un administrateur provisoire, M. Levat, qui disposera d'un an pour rechercher une solution à des problèmes de trésorerie et apurer la situation. En échange, un consortium de dix-huit banques, constitué à l'initia-

Le 31 mars 1976, un communiqué annonçait que la société Omnibail, filiale commune de la Compagnie française des pétroles et de la Compagnie d'assurances suisses Zürich, allait pratiquement prendre le contrôle des trois SICOMI du groupe Prêtobail, à savoir, Prêtobail, COFIPA et Batibail, sous réserve de l'approbation des actionnaires. Ce communiqué mettait, en principe, le point final à une affaire douloureuse qui avait éclaté en juin 1974, lorsqu'un sévère encadrement du crédit et l'application draconienne d'un plan de « refroidissement » placèrent en position délicate le groupe Prêtobail et contraignirent son fondateur et animateur, M. Pfeiffer, à céder la place à un administrateur provisoire.

tive de la rue de Rivoli, soucieuse d'éviter la liquidation du groupe et de protéger les épargnants, garanti, à hauteur de 600 millions de francs, ses engagements qui s'élevaient à plus de 850 millions de francs. Le groupe Prêtobail est sauvé, mais, pendant que l'administrateur provisoire dresse le bilan des opérations, Lucien Pfeiffer recherche sans tarder des concours extérieurs.

Un accord avec le club International Orion échoue, les émirats arabes, pressentis, se dérobent ; arrive enfin la Deutsche Anlage Leasing (DAL), premier groupe allemand de crédit-bail, qui présente des offres apparemment sérieuses, sans toutefois connaître grand-chose au crédit-bail immobilier. La DAL demande surtout la caution d'un grand partenaire français, qu'elle compte trouver avec Sogebail, puissante filiale spécialisée de la Société générale. Elle réclame enfin des comptes apurés, et c'est là que git

toute la difficulté, car M. Pfeiffer conteste les conclusions et les propositions de M. Levat, l'administrateur provisoire, qui assure que le maintien indispensable du concours des banques est lié au succès de sa mission.

En décembre 1975, dans une atmosphère passionnée, après des échanges de communiqués dans lesquels la commission des opérations de Bourse se trouve même mise en cause, une bataille d'assemblées se livre pour le contrôle des trois SICOMI du groupe, Prêtobail, COFIPA et Batibail. M. Pfeiffer, qui contestait en bloc les propositions de M. Levat et avait fait une campagne ardente auprès des vingt-quatre mille actionnaires, est battu, mais conserve tout de même la minorité de blocage.

Il faut néanmoins trouver une solution : pour Prêtobail — dont la situation a toujours été bonne — les actionnaires peuvent à tout moment mobiliser leur épargne

grâce à la cotation en Bourse ; en revanche, pour COFIPA et Batibail, qui ont le statut de SICOMI à capital variable non cotées, les souscripteurs souffrent depuis vingt mois d'un blocage total fort préjudiciable.

Cette solution, on l'a vu au début de cet article, est bientôt fournie par l'accord avec Omnibail, dont le président, M. Jean-Camille Genton, directeur financier de la toute-puissante Compagnie française des pétroles (C.F.P.), est un ami de longue date de M. Pfeiffer, déjà administrateur d'Omnibail. Sa caution facilite bien des choses auprès des banques, qui continueront à prêter leurs concours, le tout avec la bénédiction des pouvoirs publics.

Dans un premier temps, Prêtobail absorbera Omnibail sur la base de 2,8 actions Omnibail pour 1 action Prêtobail, ce qui donnera le contrôle de l'ensemble aux deux maisons mères d'Omnibail, la C.F.P. et la Compagnie d'assurances Zurich. Dans un deuxième temps, Batibail et COFIPA, dont le capital ne sera plus ouvert, mais formé, fusionneront avec Prêtobail sur des bases « équitables » dans un délai maximum de dix-huit mois après la première opération.

Pour permettre aux actionnaires de ces deux dernières SICOMI de mobiliser leur épargne le cas échéant, la cotation de leurs actions sera assurée, dès le mois d'août, sur le marché hors cote de la Bourse de Paris, un « pool » de soutien des cours ayant été constitué (on parle de 850 francs pour COFIPA et de 600 francs pour Batibail, soit 75 % de la situation nette au 31 décembre 1975). La situation devant s'améliorer pour ces deux SICOMI, la possibilité d'obtenir des avances sur nantissement de titres sera ouverte aux actionnaires désireux de conserver leurs actions. Toutes ces dispositions sont naturellement suspendues à l'accord des assemblées qui se tiendront au début de juillet. Mais, apparemment, tout le monde est d'accord, M. Levat, M. Pfeiffer et les principaux actionnaires, dont la Caisse des dépôts. La crise est donc terminée.

Les leçons de la crise

La leçon a été sévère, et peut servir d'avertissement. Toutefois, la gestion du groupe Prêtobail a été particulièrement bien des égards, ses déficiences, de même que ses succès initiaux étant dus à la personnalité et aux idées de M. Pfeiffer. Tout d'abord, quel qu'il en ait pu être dit, le coût de fonctionnement du groupe Prêtobail était très élevé : la cascade de frais divers (collecte de l'épargne, gestion, etc.), aboutissant à un prélèvement total de près de 24 % au bénéfice du G.F.E., ce qui est

tout de même beaucoup. Ensuite, les dépôts de garantie versés par les locataires des immeubles ou les preneurs de contrats de crédit-bail étaient investis en actions du G.F.E., ce qui compromettait passablement leur liquidité. Enfin, l'existence de contrats très fortement indexés, fort bénéfiques initialement pour les actionnaires, s'est avérée un handicap lorsque la concurrence a fait baisser les taux d'indexation. Ajoutons que si la gestion de Prêtobail a été satisfaisante, mis à part quelques contentieux spectaculaires mais sans gravité, celles de COFIPA et surtout de Batibail, ont été parfois défectueuses. Le souci de performance a conduit à une « production » excessive et les départs de locataires et les défauts de paiements se sont multipliés. Pour comble de malchance, parmi les immeubles sous contrats figurent de gros entrepôts loués à la société Horstmann, qui a déposé son bilan.

Plus profondément, semble-t-il, ce sont les méthodes et l'esprit même des doctrines de M. Pfeiffer qui sont en cause. Certes, les SICOMI du groupe Prêtobail, même si certaines ont été mal gérées, ne sont guère entachées, certainement moins que d'autres. Mais les financements étaient trop « courts », suspendus au bon vouloir d'établissements que M. Pfeiffer stigmatisait volontiers, comme le groupe Paribas, ou à qui il faisait peur, comme les Banques populaires. C'est bien pourtant avec ces deux groupes qu'il avait fondé respectivement Batibail et COFIPA.

Autre trait de caractère de M. Pfeiffer, il se moquait éperdument des règles de l'encadrement. Pour lui, ce que faisait Prêtobail était dans l'intérêt de la France, et il n'y avait pas lieu de limiter son expansion. Résultat : en seuls intérêts moratoires, correspondant aux pénalités pour dépassement de crédits, COFIPA doit actuellement à la Banque de France pour 1974, 1975, 1976 et 1977, plus de 21 millions de francs et Batibail, 17,7 millions de francs. Une ardoise de 40 millions de francs pour dépassement de crédits, ce n'est pas négligeable, même si l'institut d'émission a accepté de passer l'éponge.

Au total, cette affaire, le seul « accident » grave qui ait affecté les SICOMI se termine sans trop de dommages : Prêtobail se porte bien, COFIPA pourrait distribuer un dividende pour l'exercice 1976, et Batibail, malgré ses 21 millions de francs de pertes, reviendra à l'équilibre en 1978. Mais elle prouve que même avec d'excellents sentiments et une prescience créative à laquelle tous rendent hommage, il est difficile d'ignorer certaines règles, surtout lorsque l'on sollicite l'épargne publique.

F. R.

Le 1^{er} groupe mondial est en Amérique. (bravo).

Le 2^{ème} c'est nous.

Renault Bail et Diac Equipement représentent un parc de plus de 115.000 véhicules particuliers et industriels, soit presque autant que le premier loueur mondial américain et beaucoup plus que leurs autres concurrents français. C'est rassurant.

Et c'est bien normal, quand on est filiales Renault, premier constructeur automobile français.

Renault Bail et Diac Equipement,
1^{er} groupe européen de leasing,
crédit bail et location longue durée.



PUBLICIS 43840

LA V

LA CONFÉRENCE

sur une nouvelle

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

Le plan d'action

tabail

BILLET

La sixième conférence annuelle de l'agriculture

Les pays en voie de développement ont fait admettre leur point de vue sur une nouvelle division du travail

sur les sociétés multinationales. Pour l'essentiel, le document adopté préconise de substituer à l'actuelle division mondiale du travail un « nouvel ordre économique international » permettant réellement à tous les pays de se spécialiser dans n'importe quel type de production, selon ses propres priorités.

L'assemblée de Genève a su éviter les méandres de la « politique politicienne » qui, par le passé, a empêché l'adoption d'initiatives de ce genre, et qui avait amené, en novembre dernier, les États-Unis à menacer de se retirer de l'O.T.T.

De notre envoyée spéciale

ment. La conférence préconise différentes mesures de protection pour les travailleurs privés d'emploi, ainsi que la création de fonds régionaux ou nationaux d'adaptation, qui seraient mis sur pied par les pays industrialisés.

Les « 77 », appuyés par les salarés et les pays socialistes, n'ont pu se mettre d'accord avec les employeurs ni les gouvernements sur

européens, la déclaration de la non de la plus juste des activités, des emplois, ont-ils de malheur, nous affirmant que l'intendant sur lequel je faisais orbiter, une police internationale, une certaine redimension dans le contraire, nous accompagner d'un entre pays

les mesures relatives aux sociétés «transnationales». Le document consigne donc la position des uns et des autres, des gouvernements et patrons occidentaux, ces sociétés ont un rôle positif dans les pays en voie de développement, où elles sont créatrices de richesses et de progrès. Mais l'importance d'un code international de bonne conduite de ces sociétés, mais mettiend surtout l'accent sur l'intérêt des accords bilatéraux.

Les gouvernements de l'Est, au contraire, soulignent les effets négatifs de ces firmes. Elles insistent sur le fait que la division internationale du travail est déséquilibrable au tiers-monde, par le contrôle des matières premières, l'insécurité de l'emploi, l'expa-

Le plan d'action

Les gouvernements des « 77 » recommandent à leurs entreprises nationales de « renforcer leurs activités pour leur permettre de prendre les dispositions nécessaires ».

Les entreprises
développement
des étrangers
transformer leurs
aux inté-
gements dans
sances dans

CTIONS DE
- Le premier
nations
évaluent être
de réchauf-
ns les pays
la nécessité

prendre les décisions nécessaires pour prévenir les effets négatifs des firmes multinationales. Ils réclament un code international de conduite instaurant un contrôle par les gouvernements. Les Syndicats réclament également ce contrôle. Ils admettent qu'il peut être « légitime et parfois nécessaire de prendre, dans certains pays, des mesures de développement des mesures qui apparaissent comme discriminatoires (...) dans l'intérêt du développement de ces pays ».

JOANNINE ROY.

Effort accompli à cette occasion. — Pas important ; appréciable. — Encore une fois — sixième, — les dirigeants paysans se sont laissés prendre sur l'ilet de la concentration. Certes, il y a peu de catégories socio-professionnelles qui soient, à cet égard, mieux traitées que la paysannerie.

Calquée sur le modèle de la procédure britannique, la conférence annuelle est devenue un moyen d'élaboration de la politique agricole. A la suite de ses réunions ont été mis en place l'Office de la viande, le C.N.I.E.L.

(Interprofession laitière), les primes d'installation des jeunes agriculteurs, les aides aux agriculteurs des montagnes. Néanmoins, cette conférence sacrifiée désormais de plus en plus aux autres, n'a pas eu d'aboutissement.

Un exemple : les mesures pour pallier les effets de la sécheresse. Elles étaient implicites depuis une semaine. Le ministre de l'Agriculture a indiqué le dispositif aux directeurs départementaux de l'Agriculture qu'il a réunis, le 11 juin, à Paris, et la commission ministérielle destinée à étudier les différents moyens de lutte contre le manque d'eau a été convoquée la veille même par le secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Pourquoi, dès lors, ce ballet de communications demandant des mesures d'urgence à quelques heures de la conférence ? Si la situation est aussi grave qu'on le dit, pourquoi avoir attendu l'occasion du 17 juin pour les annoncer ?

Autre chose : les organisations paysannes se font concurrence pour obtenir, sur les dossiers qu'elles présentent, le plus de crédits possibles. C'est dire que les mesures spectaculaires au plan financier risquent d'être temporaires, et que l'Etat n'a pas le moindre mal d'une portée plus grande. Le prime d'installation

Malgré cela, l'addition 1976 est singulièrement moins importante que les années écoulées : 351 millions de francs contre 650 en 1975 et 1 milliard en 1974.

Il est vrai qu'il faudra abjurer à la somme globale de cette année le montant des aides directes qui seront allouées lors de l'examen des revenus payants le 29 septembre.

Cette conférence annuelle marque aussi un renforcement des tendances malthusiennes et protectionnistes, qui sont les démons familiers de l'agriculture française. L'objectif, un jour, va instruire une filière à la suite des ateliers de production hors sol (parcins et avicoles), dont le premier conséquence sera de barrer la création d'un poulailler britannique géant dans le Nord (le Monde du 18 mai). Ensuite, les agriculteurs ont marqué leur opposition à l'entrée de la Grèce et de l'Espagne dans la C.E.E., et le premier ministre les aurait écoutées d'une oreille favorable. Mais peut-on concevoir que les agriculteurs certaines que rancœneront les exploitants méridionaux soient un motif valable pour fermer la porte du Marché commun à deux pays ?

ALAIN GIRAUDO.

pêches durant l'été a été conclu le 17 juin par le ministre de l'économie et des finances avec les organisations

professionnelles du commerce
des fruits et légumes. Les prix
à respecter seront annoncés
par la presse et la radio.

C.D.E. COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

M. Robert Blot, sous-gouverneur du Crédit foncier de France, M. Georges Fiescoff, président-directeur général des Assurances générales de France et M. Marcel Trocmé, secrétaire général de la Caisse des dépôts et consignations, ont été nommés administrateurs. M. Didier Pfeiffer, directeur financier à l'Union des assurances de Paris, a été nommé censeur.

ENTREPRISES ALBERT COCHERY

L'assemblée générale annuelle tenue le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Daniel Dubuc a vu l'adoption par l'Assemblée des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Le chiffre d'affaires T.T.C. s'est élevé à 382 millions de francs, en augmentation de 10 % sur celui de l'exercice 1974.

Le compte d'exploitation consolidé avec celui de sa Société auxiliaire, la Compagnie d'Énergie et de Services Industriels du Québec, se présente ainsi :

	1975	1974
Chiffre d'affaires	382 millions de francs	346 millions de francs
Coût des ventes	(100 millions de francs)	(90 millions de francs)
Marge brute	282 millions de francs	256 millions de francs
Frais généraux	(10 millions de francs)	(10 millions de francs)
Résultat avant impôt	272 millions de francs	246 millions de francs
Impôts	(10 millions de francs)	(10 millions de francs)
Résultat net	262 millions de francs	236 millions de francs

En ce qui concerne l'exercice en cours, le président a déclaré qu'à fin avril le C.A. T.T.C. s'élevait à 280 millions de francs contre 230 millions de francs en 1975, avec des marges supérieures à celles de l'exercice précédent et à ajout de la carte de commande. Le président pense mieux que l'an dernier à même date.

SOCIÉTÉ ANONYME

Une mise en garde de l'O.C.D.E.

nne, secrétaire
 C.D.E. a fait
 occupations :
 tuelle devait
 sensiblement
 ent décéder
 ode d'expansi-
 e à l'extrême
 e d'une
 niale en 1977

enchainement,
 nveau de
 la conviendrait
 cent sur une

PUBLICITÉ

M. DAUZIER EST ÉLU PRÉSIDENT
D'INIVAS

D'URIVAS

M. Jacques Douce, fondateur d'URIVAS, démissionne du poste de président-directeur général qu'il assumait depuis la création de cette société, en 1963.

Pierre Dautziy a été appelé à lui succéder.

M. Jacques Douce est directeur général de l'agence Havas et président-directeur général d'Euro-RSCG.

M. Pierre Dausteret, depuis trois ans dans le groupe Havas, vient avoir assisté M. Jacques Douce, pendant son mandat, au sein du conseil d'administration à New-York, en septembre 1970.

Monsieur Dausteret, qui avait précédemment travaillé avec Jean Harper et Steier, partenaire de retour au réseau Olivias, reprend la direction de la division publicité d'Havas-Conseil, où il succède à M. Robert Bouchard.

Monsieur Dausteret, ancien directeur du directeur d'Havas-Conseil, est également président de son conseil de surveillance.

Il va donc compter la direction générale

pas être dépassée, mais se traduire par mille usages en vue de l'objectif de plein emploi peut se demander que ne risque pas de provoquer un mécanisme d'ajustement des dépenses aux recettes conduisant à la liquidation d'un système digne de ce nom ?

C'est tout ce que le château de la

Quant au quatrième critère à l'ordre du jour du renouvellement des membres de l'engagemant déjà pris par les dirigeants sur missionnistes pour surmonter les difficultés internes.

SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES

depuis le 4 de 5 % et ne devrait pas se dévaler comme si cela un jour, environ, de l'emploi. On ne peut pas aussi attendre un relèvement de salaires, de tout moment entre ce qui est possible et ce qui est souhaitable. Mais la mesure la monétaire ne se le fait pas, les experts de ce sujet insistent, il s'agit d'augmenter les pays émergents, car ils ne pas protection de leurs diffé-

S DE TRAVAUX PUBLICS

BORIE

apparaître un bénéfice de 14 844 366,94 F contre 23 961,33 F en 1974, après affectation de 10 576 245,62 F aux comptes d'amortissement contre 13 547 216,02 F et de 9 012 233,69 F à la provision pour impôt sur les bénéfices contre 8 850 518,52 F. Ce bénéfice s'entend après reprise de 7 149 914,65 F sur les provisions pour risques contingentes pour des raisons antérieures.

L'assemblée générale a décidé la mise en distribution à partir du 1^{er} juillet 1976 d'un dividende global de 10 F pour 10 F d'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), dividende en augmentation de 16,3 % sur celui de l'exercice précédent.

Dans sa séance du 27 avril 1976, le conseil de surveillance a renouvelé ses mandats de :

- M. Jean Renaud, en qualité de président du directoire ;
- M. Pierre Parinet, en qualité de directeur général ;
- M. Pierre Lachaud, en qualité de directeur adjoint.

DE GÉRANCE ET D'ARMEMENT
(SAGA)

Compte tenu de pertes et profits sur exercices antérieurs et exceptionnels et de provisions hors exploitation, le bénéfice net, après 0,7 millions de francs d'impôts sur des B.I.C., s'élève à 19,8 millions de francs.

Sur proposition du conseil, l'assemblée a voté la distribution d'un dividende de 4 F qui, compte tenu de l'importance des bénéfices déjà réalisés, représente un bon rendement (avoir fiscal compris) et un revenu global de 6 F par titre.

Après adoption à la réserve légale et constitution d'une réserve pour l'avenir-value à long terme, l'assemblée a décidé de verser à la SAGCA des sommes facultatives de 17,8 millions de francs et de reporter à 1978 les versements de 17,8 millions de francs.

La crise économique de 1975 a été traversée diversement par les filiales de la SAGCA.

Les sociétés du groupe ayant des activités dans le domaine des services, ont subi des pertes, mais, en présence, en général, des résultats obtenus en nette progression, tant en France que dans les autres pays.

La SAGCA a participé à la création de Transbank, qui a pour principales activités le contrôle quantitatif et la gestion des stocks de produits agricoles en vrac. Par contre, les

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Cochery s'élève à 817 millions de francs T.T.C. en 1974, soit 10 millions de francs T.T.C. en 1971. Le bénéfice net consolidé s'établit à 100 millions de francs T.T.C. contre 76,3 millions de francs T.T.C. en 1971. Le chiffre d'affaires consolidé est financé d'autofinancement à 52,5 millions de francs contre 43,1 millions de francs en 1971.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Chausse et ratifié la coparticipation comme administrateur de MM. Claudon, Gaudin et Jaurès. D'autre part, il a donné quitus de leur gestion à M. et à la C.L.I.F., à MM. Vonnelle, Jaurès, Laurent Ailhaud et aux autres administrateurs démissionnaires.

A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, s'est tenue une assemblée ordinaire qui a notamment approuvé l'absorption d'un certain nombre d'actions de la société. L'absorption portait le capital social de 35 010 000 F à 35 100 000 F et a entraîné la création de 100 actions nouvelles à 350 000 F chacune, ce qui a augmenté le capital en une ou plusieurs fois de 35 100 000 F à 35 100 000 F.

Les actions françaises et belges souscrites.

Usant de cette autorisation, le conseil d'administration qui s'est réuni après l'assemblée extraordinaire, a décidé de répartir le bénéfice de l'action de 40 à 50 F. Le capital social se trouvant ainsi de 35 100 000 F, le dividende par action est de 10 F.

Les 1978 contre remises du coupon n° 24 et donnant droit à un crédit de 200 F sur le coupon n° 25, les actions s'élèvent ainsi à 5,85 F, contre 4,75 F au titre de l'exercice précédent.

هكذا من الالاحل

NE FINANCIER
ACHES DES CHANGES
AU CALME

attendait avec une certaine
des réactions de la Bourse
approchant des élections
et, en fait, celui-ci s'est
notamment, comparé à
certaines valeurs de cours
et, sur la LIVRE, l'indicateur
de la Banque d'Angleterre
d'un résultat monétaire
à la gauche que prévu

Moys de clôture comparés d'une semaine

Moys	1976	1975	1974	1973	1972	1971	1970	1969	1968	1967	1966	1965	1964	1963	1962	1961	1960	1959	1958	1957	1956	1955	1954	1953	1952	1951	1950	1949	1948	1947	1946	1945	1944	1943	1942	1941	1940	1939	1938	1937	1936	1935	1934	1933	1932	1931	1930	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920	1919	1918	1917	1916	1915	1914	1913	1912	1911	1910	1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	1895	1894	1893	1892	1891	1890	1889	1888	1887	1886	1885	1884	1883	1882	1881	1880	1879	1878	1877	1876	1875	1874	1873	1872	1871	1870	1869	1868	1867	1866	1865	1864	1863	1862	1861	1860	1859	1858	1857	1856	1855	1854	1853	1852	1851	1850	1849	1848	1847	1846	1845	1844	1843	1842	1841	1840	1839	1838	1837	1836	1835	1834	1833	1832	1831	1830	1829	1828	1827	1826	1825	1824	1823	1822	1821	1820	1819	1818	1817	1816	1815	1814	1813	1812	1811	1810	1809	1808	1807	1806	1805	1804	1803	1802	1801	1800	1799	1798	1797	1796	1795	1794	1793	1792	1791	1790	1789	1788	1787	1786	1785	1784	1783	1782	1781	1780	1779	1778	1777	1776	1775	1774	1773	1772	1771	1770	1769	1768	1767	1766	1765	1764	1763	1762	1761	1760	1759	1758	1757	1756	1755	1754	1753	1752	1751	1750	1749	1748	1747	1746	1745	1744	1743	1742	1741	1740	1739	1738	1737	1736	1735	1734	1733	1732	1731	1730	1729	1728	1727	1726	1725	1724	1723	1722	1721	1720	1719	1718	1717	1716	1715	1714	1713	1712	1711	1710	1709	1708	1707	1706	1705	1704	1703	1702	1701	1700	1699	1698	1697	1696	1695	1694	1693	1692	1691	1690	1689	1688	1687	1686	1685	1684	1683	1682	1681	1680	1679	1678	1677	1676	1675	1674	1673	1672	1671	1670	1669	1668	1667	1666	1665	1664	1663	1662	1661	1660	1659	1658	1657	1656	1655	1654	1653	1652	1651	1650	1649	1648	1647	1646	1645	1644	1643	1642	1641	1640	1639	1638	1637	1636	1635	1634	1633	1632	1631	1630	1629	1628	1627	1626	1625	1624	1623	1622	1621	1620	1619	1618	1617	1616	1615	1614	1613	1612	1611	1610	1609	1608	1607	1606	1605	1604	1603	1602	1601	1600	1599	1598	1597	1596	1595	1594	1593	1592	1591	1590	1589	1588	1587	1586	1585	1584	1583	1582	1581	1580	1579	1578	1577	1576	1575	1574	1573	1572	1571	1570	1569	1568	1567	1566	1565	1564	1563	1562	1561	1560	1559	1558	1557	1556	1555	1554	1553	1552	1551	1550	1549	1548	1547	1546	1545	1544	1543	1542	1541	1540	1539	1538	1537	1536	1535	1534	1533	1532	1531	1530	1529	1528	1527	1526	1525	1524	1523	1522	1521	1520	1519	1518	1517	1516	1515	1514	1513	1512	1511	1510	1509	1508	1507	1506	1505	1504	1503	1502	1501	1500	1499	1498	1497	1496	1495	1494	1493	1492	1491	1490	1489	1488	1487	1486	1485	1484	1483	1482	1481	1480	1479	1478	1477	1476	1475	1474	1473	1472	1471	1470	1469	1468	1467	1466	1465	1464	1463	1462	1461	1460	1459	1458	1457	1456	1455	1454	1453	1452	1451	1450	1449	1448	1447	1446	1445	1444	1443	1442	1441	1440	1439	1438	1437	1436	1435	1434	1433	1432	1431	1430	1429	1428	1427	1426	1425	1424	1423	1422	1421	1420	1419	1418	1417	1416	1415	1414	1413	1412	1411	1410	1409	1408	1407	1406	1405	1404	1403	1402	1401	1400	1399	1398	1397	1396	1395	1394	1393	1392	1391	1390	1389	1388	1387	1386	1385	1384	1383	1382	1381	1380	1379	1378	1377	1376	1375	1374	1373	1372	1371	1370	1369	1368	1367	1366	1365	1364	1363	1362	1361	1360	1359	1358	1357	1356	1355	1354	1353	1352	1351	1350	1349	1348	1347	1346	1345	1344	1343	1342	1341	1340	1339	1338	1337	1336	1335	1334	1333	1332	1331	1330	1329	1328	1327	1326	1325	1324	1323	1322	1321	1320	1319	1318	1317	1316	1315	1314	1313	1312	1311	1310	1309	1308	1307	1306	1305	1304	1303	1302	1301	1300	1299	1298	1297	1296	1295	1294	1293	1292	1291	1290	1289	1288	1287	1286	1285	1284	1283	1282	1281	1280	1279	1278	1277	1276	1275	1274	1273	1272	1271	1270	1269	1268	1267	1266	1265	1264	1263	1262	1261	1260	1259	1258	1257	1256	1255	1254	1253	1252	1251	1250	1249	1248	1247	1246	1245	1244	1243	1242	1241	1240	1239	1238	1237	1236	1235	1234	1233	1232	1231	1230	1229	1228	1227	1226	1225	1224	1223	1222	1221	1220	1219	1218	1217	1216	1215	1214	1213	1212	1211	1210	1209	1208	1207	1206	1205	1204	1203	1202	1201	1200	1199	1198	1197	1196	1195	1194	1193	1192	1191	1190	1189	1188	1187	1186	1185	1184	1183	1182	1181	1180	1179	1178	1177	1176	1175	1174	1173	1172	1171	1170	1169	1168	1167	1166	1165	1164	1163	1162	1161	1160	1159	1158	1157	1156	1155	1154	1153	1152	1151	1150	1149	1148	1147	1146	1145	1144	1143	1142	1141	1140	1139	1138	1137	1136	1135	1134	1133	1132	1131	1130	1129	1128	1127	1126	1125	1124	1123	1122	1121	1120	1119	1118	1117	1116	1115	1114	1113	1112	1111	1110	1109	1108	1107	1106	1105	1104	1103	1102	1101	1100	1099	1098	1097	1096	1095	1094	1093	1092	1091	1090	1089	1088	1087	1086	1085	1084	1083	1082	1081	1080	1079	1078	1077	1076	1075	1074	1073	1072	1071	1070	1069	1068	1067	1066	1065	1064	1063	1062	1061	1060	1059	1058	1057	1056	1055	1054	1053	1052	1051	1050	1049	1048	1047	1046	1045	1044	1043	1042	1041	1040	1039	1038	1037	1036	1035	1034	1033	1032	1031	1030	1029	1028	1027	1026	1025	1024	1023	1022	1021	1020	1019	1018	1017	1016	1015	1014	1013	1012	1011	1010	1009	1008	1007	1006	1005	1004	1003	1002	1001	1000	999	998	997	996	995	994	993	992	991	990	989	988	987	986	985	984	983	982	981	980	979	978	977	976	975	974	973	972	971	970	969	968	967	966	965	964	963	962	961	960	959	958	957	956	955	954	953	952	951	950	949	948	947	946	945	944	943	942	941	940	939	938	937	936	935	934	933	932	931	930	929	928	927	926	925	924	923	922	921	920	919	918	917	916	915	914	913	912	911	910	909	908	907	906	905	904	903	902	901	900	899	898	897	896	895	894	893	892	891	890	889	888	887	886	885	884	883	882	881	880	879	878	877	876	875	874	873	872	871	870	869	868	867	866	865	864	863	862	861	860	859	858	857	856	855	854	853	852	851	850	849	848	847	846	845	844	843	842	841	840	839	838	837	836	835	834	833	832	831	830	829	828	827	826	825	824	823	822	821	820	819	818	817	816	815	814	813	812	811	810	809	808	807	806	805	804	803	802	801	800	799	798	797	796	795	794	793	792	791	790	789	788	787	786	785	784	783	782	781	780	779	778	777	776	775	774	773	772	771	770	769	768	767	766	765	764	763	762	761	760	759	758	757	756	755	754	753	752	751	750	749	748	747	746	745	744	743	742	741	740	739	738	737	736	735	734	733	732	731	730	729	728	727	726	725	724	723	722	721	720	719	718	717	716	715	714	713	712	711	710	709	708	707	706	705	704	703	702	701	700	699	698	697	696	695	694	693	692	691	690	689	688	687	686	685	684	683	682	681	680	679	678	677	676	675	674	673	672	671	670	669	668	667	666	665	664	663	662	661	660	659	658	657	656	655	654	653	652	651	650	649	648	647	646	645	644	643	642	641	640	639	638	637	636	635	634	633	632	631	630	629	628	627	626	625	624	623	622	621	620	619	618	617	616	615	614	613	612	611	610	609	608	607	606	605	604	603	602	601	600	599	598	597	596	595	594	593	592	591	590	589	588	587	586	
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	--

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT

3-4. EUROPE

— **ESPAGNE** : les divisions paraissent s'accroître au sein de l'opposition démocratique.

4-5. AFRIQUE

— **DIPLOMATIE** : Les Soviétiques ont fourni des chiffres sur les effectifs du corps de Varsovie.

6. ENQUÊTE

— **Les Français « de » et « à »** : l'étranger (III), par Paul Balbo.

7. POLITIQUE

— **Assemblée nationale et Sénat** : questions orales.
— **Assemblée des maires de France** : les limites de l'annexion.
— **M. Giscard d'Estaing au Mont-Vallier**.

8. RELIGION

— **Le cardinal Willebrands à Paris**.

9. SCIENCES

— **Démision du directeur du C.N.E.S.**

10. FAITS DIVERS

— **Cinq mineurs tués dans une mine de potasse d'Alsace**.

11. JUSTICE

— **Le 14 juillet à Paris**.

12. ÉDUCATION

— **Un appel à la grève des I.U.T.** le 22 juin.

13. SPORTS

— **NATATION** : Prion Godell bat le record du monde du 400 m, nage libre.

14. ARTS ET SPECTACLES

— **CONCERTS** : Leonard Bernstein aux Tuileries.
— **DANSE** : découverte de John Neumeier.

15. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— **A PROPOS DE...** : les équipements collectifs et la qualité de la vie.

16. LE MONDE AUJOURD'HUI

— **PAGES 13 A 20** : Au fil de la semaine : « La vieillesse politique », par Pierre Villeneuve-Poulet.

17. LIRE ÉGALEMENT

— **RADIO-TELEVISION (15 A 19)** : Annonces classées (30) ; Aujourd'hui (120) ; Journal officiel (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20).

NOUVELLES BRÈVES

● La Croix-Rouge française fait savoir que, depuis octobre 1975, elle a envoyé au Liban des dons en espèces, en médicaments, en antibiotiques et en matériels de transfusion sanguine, pour une valeur de 180 000 francs français, dont 150 000 F par le canal du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.). Le C.I.C.R. ayant un besoin urgent d'une somme de 21 millions de francs suisses pour continuer à assurer tous les secours sur place, la Croix-Rouge française lance un appel pressant afin de recueillir une partie des fonds nécessaires. Les dons peuvent être envoyés à la Croix-Rouge, 17, rue Quenlin-Hauchart, 75008 Paris (C.C.P. 600-00 Paris) en mentionnant « Liban ».

● Le comité de soutien de Paris pour la libération des patriotes corse appelle à un rassemblement le lundi 21 juin prochain, à partir de 16 heures, devant le palais de justice, à l'occasion de la fin du procès d'Aléria. « En toute circonstance, déclare notamment le texte publié à cette occasion, votre présence doit être digne et pacifique : elle doit éviter toute éventuelle provocation ».

M. Giscard d'Estaing a inauguré les nouveaux locaux de l'École supérieure d'électricité à Gif-sur-Yvette

M. Giscard d'Estaing a inauguré, ce samedi 19 juin, les nouveaux locaux de l'École supérieure d'électricité (E.S.E.), à Gif-sur-Yvette (Essonne), en compagnie de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, de M. Marcel Bigard, secrétaire d'État à la Défense, et de Mme Alice Sauvalier-Sette, secrétaire d'État aux Universités.

Les bâtiments, construits sur un terrain de 13 hectares, comprennent 29 000 mètres carrés de locaux consacrés à l'enseignement et à 4 000 mètres carrés à la recherche, ainsi qu'un restaurant et une salle de sport. La moitié des élèves sont logés dans une résidence appartenant à l'école, l'autre moitié dans les H.L.M. de la région.

M. Giscard d'Estaing a rendu hommage à « l'atmosphère de travail et de recherche qui règne à l'E.S.E. ». Il a évoqué l'évolution de cette institution depuis la modeste école des débuts jusqu'à l'actuelle diversification de ses activités vers l'électronique, l'informatique et l'automatique.

L'École supérieure d'électricité a pris des initiatives dans plusieurs domaines où nous estimons qu'elle doit montrer la voie aux autres », a affirmé le président de la République, qui a cité notamment la formation continue, le recrutement d'étudiants titulaires de maîtrise et sciences et les liens avec le monde économique.

Sur ce point, M. Giscard d'Estaing a estimé que la philosophie de l'E.S.E. faisait un heureux contraste avec « la réticence de certains universitaires à développer des contacts avec les activités productives de l'industrie », y voyant « un danger de corruption ».

M. Giscard d'Estaing a souhaité également « que le recrutement par l'École supérieure d'électricité de titulaires du diplôme universitaire de technologie soit un succès ».

Créée en 1895 par la Société française des électriciens, l'école est actuellement associée par une convention à l'université de Paris-Sud. À l'été 1975, l'année dernière, à Malakoff (Hauts-de-Seine), elle dispose maintenant, outre ses locaux de Gif-sur-Yvette, d'une « antenne » à Rennes.

Les 772 élèves se répartissent inégalement entre les trois années de scolarité. Ils sont 156 en première année, recrutés par concours à l'issue des classes préparatoires de mathématiques spéciales des lycées, mais 296 en deuxième année, où sont admis sur titre des élèves d'autres écoles d'ingénieurs, des étudiants ayant obtenu leur maîtrise dans une université et, dans une moindre proportion, des titulaires du diplôme universitaire de technologie « génie électrique ».

Leur nombre atteint 350 en troisième année, car une vingtaine d'ingénieurs déjà formés viennent chercher à l'école une spécialisation sans en acquiescer le titre. Les années de première et deuxième années et ceux de 9 des 12 sections

de l'école ont été répartis en trois sections de spécialisation.

Les 772 élèves se répartissent inégalement entre les trois années de scolarité. Ils sont 156 en première année, recrutés par concours à l'issue des classes préparatoires de mathématiques spéciales des lycées, mais 296 en deuxième année, où sont admis sur titre des élèves d'autres écoles d'ingénieurs, des étudiants ayant obtenu leur maîtrise dans une université et, dans une moindre proportion, des titulaires du diplôme universitaire de technologie « génie électrique ».

Leur nombre atteint 350 en troisième année, car une vingtaine d'ingénieurs déjà formés viennent chercher à l'école une spécialisation sans en acquiescer le titre. Les années de première et deuxième années et ceux de 9 des 12 sections

de l'école ont été répartis en trois sections de spécialisation.

Les 772 élèves se répartissent inégalement entre les trois années de scolarité. Ils sont 156 en première année, recrutés par concours à l'issue des classes préparatoires de mathématiques spéciales des lycées, mais 296 en deuxième année, où sont admis sur titre des élèves d'autres écoles d'ingénieurs, des étudiants ayant obtenu leur maîtrise dans une université et, dans une moindre proportion, des titulaires du diplôme universitaire de technologie « génie électrique ».

Leur nombre atteint 350 en troisième année, car une vingtaine d'ingénieurs déjà formés viennent chercher à l'école une spécialisation sans en acquiescer le titre. Les années de première et deuxième années et ceux de 9 des 12 sections

de l'école ont été répartis en trois sections de spécialisation.

Les 772 élèves se répartissent inégalement entre les trois années de scolarité. Ils sont 156 en première année, recrutés par concours à l'issue des classes préparatoires de mathématiques spéciales des lycées, mais 296 en deuxième année, où sont admis sur titre des élèves d'autres écoles d'ingénieurs, des étudiants ayant obtenu leur maîtrise dans une université et, dans une moindre proportion, des titulaires du diplôme universitaire de technologie « génie électrique ».

Leur nombre atteint 350 en troisième année, car une vingtaine d'ingénieurs déjà formés viennent chercher à l'école une spécialisation sans en acquiescer le titre. Les années de première et deuxième années et ceux de 9 des 12 sections

de l'école ont été répartis en trois sections de spécialisation.

Les 772 élèves se répartissent inégalement entre les trois années de scolarité. Ils sont 156 en première année, recrutés par concours à l'issue des classes préparatoires de mathématiques spéciales des lycées, mais 296 en deuxième année, où sont admis sur titre des élèves d'autres écoles d'ingénieurs, des étudiants ayant obtenu leur maîtrise dans une université et, dans une moindre proportion, des titulaires du diplôme universitaire de technologie « génie électrique ».

Leur nombre atteint 350 en troisième année, car une vingtaine d'ingénieurs déjà formés viennent chercher à l'école une spécialisation sans en acquiescer le titre. Les années de première et deuxième années et ceux de 9 des 12 sections

de l'école ont été répartis en trois sections de spécialisation.

Les 772 élèves se répartissent inégalement entre les trois années de scolarité. Ils sont 156 en première année, recrutés par concours à l'issue des classes préparatoires de mathématiques spéciales des lycées, mais 296 en deuxième année, où sont admis sur titre des élèves d'autres écoles d'ingénieurs, des étudiants ayant obtenu leur maîtrise dans une université et, dans une moindre proportion, des titulaires du diplôme universitaire de technologie « génie électrique ».

Leur nombre atteint 350 en troisième année, car une vingtaine d'ingénieurs déjà formés viennent chercher à l'école une spécialisation sans en acquiescer le titre. Les années de première et deuxième années et ceux de 9 des 12 sections

de l'école ont été répartis en trois sections de spécialisation.

Les 772 élèves se répartissent inégalement entre les trois années de scolarité. Ils sont 156 en première année, recrutés par concours à l'issue des classes préparatoires de mathématiques spéciales des lycées, mais 296 en deuxième année, où sont admis sur titre des élèves d'autres écoles d'ingénieurs, des étudiants ayant obtenu leur maîtrise dans une université et, dans une moindre proportion, des titulaires du diplôme universitaire de technologie « génie électrique ».

Leur nombre atteint 350 en troisième année, car une vingtaine d'ingénieurs déjà formés viennent chercher à l'école une spécialisation sans en acquiescer le titre. Les années de première et deuxième années et ceux de 9 des 12 sections

Le 1^{er} juillet L'AUGMENTATION DU MINIMUM VIEILLESSE NE SERA GUÈRE SUPÉRIEURE À LA HAUSSE DES PRIX EN SIX MOIS.

Le minimum vieillesse annuel augmentera globalement de 450 F à partir du 1^{er} juillet et sera ainsi porté à 8 500 F, soit 4 000 F par an (au lieu de 7 500 F) au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, et 4 500 F par an (au lieu de 3 500 F) au titre de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

Selon le ministère du travail, cette mesure constitue « la première étape pour aboutir, comme prévu, aux 10 000 F en 1977 » et reflète « le souci de préserver le pouvoir d'achat des titulaires du minimum vieillesse ». Dans son allocation télévisée du 25 mai dernier, le président de la République avait en effet annoncé que la retraite minimale des personnes âgées serait portée à 10 000 F par an « d'ici à la fin de 1977 », soit une augmentation de 24 %.

L'attribution de ce minimum reste soumise à un « plafond » de ressources, qui passe de 8 500 F à 9 400 F par an pour une personne isolée et de 16 100 à 17 000 F par an pour un ménage.

(La somme de 8 500 F par an représente une allocation mensuelle de 708 F, alors que le S.M.C. révisé, depuis le 1^{er} avril dernier, est de 1 100,50 F par mois.)

L'augmentation accordée qui est de 3,6 % par rapport au 1^{er} janvier correspond en gros au rythme de hausse du coût de la vie et sur le trimestre sera légèrement supérieure à 5 %.)

DES MÉDECINS DE LA RÉGION PARISIENNE AUGMENTENT UNILATÉRALEMENT LEURS TARIFS

Précédant la décision des confédérations syndicales de médecins d'appliquer dès le 1^{er} juillet de nouveaux tarifs d'honoraires en l'absence d'accord avec les caisses d'assurance-maladie, coup sur coup, deux syndicats de la région parisienne viennent d'augmenter leurs honoraires. Il s'agit des syndicats de médecins appartenant à la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) : celui du Val-de-Marne propose de demander 33 F pour la consultation au lieu de 30 F, 44 F pour la visite au lieu de 40 F et 11 F pour l'indemnité spéciale de déplacement au lieu de 9 F ; celui de Seine-Saint-Denis propose les mêmes tarifs, sauf pour l'I.D.S. (10 F).

Cette bataille d'offre de tarifs syndicaux n'est pas la seule en cours entre les médecins et la Sécurité sociale, pourrait s'étendre à d'autres départements, elle pénalise, une fois de plus, les usagers, qui ne sont remboursés que sur la base des tarifs conventionnels.

(Publié)

APPEL D'OFFRES GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT DE LAGOS

Approvisionnement en eau de la ville de Lagos

Programme d'expansion

Installations hydrauliques d'Isasi

Deuxième phase - Stade n° 2

1. Le Conseil des appels d'offres de Lagos, Nigeria, fait appel à des offres pour la fourniture et l'installation d'une usine de traitement des eaux et pour les travaux de génie civil associés, le tout capable de produire 160 000 m³ d'eau potable par jour.

2. Les documents de soumission devront être obtenus auprès du secrétaire permanent, au Ministère des Travaux Publics et du Plan, P.M.B. 1015, Oba Alakjobi Street, Ikeja, Nigeria, contre paiement d'un dépôt de soumission de 200 Naira.

3. L'appel d'offres sera clos le 7 septembre 1976.

4. Des informations supplémentaires pourront être obtenues auprès du secrétaire permanent dont l'adresse est donnée ci-dessus, ou de GKW - Ingénieurs Conseils, 6800 Mannheim, Gottlieb-Daimler Strasse, 12 A, République Fédérale d'Allemagne. Tél. (0621) 477001. Télex 463426A GKW D.

5. Les offres doivent être adressées à :

6. Les offres doivent être adressées à :

7. Les offres doivent être adressées à :

8. Les offres doivent être adressées à :

9. Les offres doivent être adressées à :

10. Les offres doivent être adressées à :

11. Les offres doivent être adressées à :

12. Les offres doivent être adressées à :

Le déficit de la balance commerciale française a dépassé trois milliards de francs depuis le début de l'année

Le déficit de la balance commerciale française s'est élevé — en chiffres bruts — à 335 millions de francs en mai contre 1 235 millions de francs en avril et 1 531 millions de francs en mars. Les exportations ont atteint, le mois dernier, 23 138 millions de francs et les importations 23 973 millions de francs, le taux de couverture des achats par les ventes s'établissant à 96,5 % (94,9 % en avril et 93,9 % en mars). En cinq mois, les échanges extérieurs de la France sont déficitaires de 5 714 millions de francs.

Après correction des variations saisonnières, le déficit commercial s'est élevé à 782 millions de francs en mai contre 328 millions de francs en avril et 357 millions de francs en mars. Les exportations (22 009 millions) sont restées au même niveau que le mois précédent et ont progressé de 24 % en un an ; les importations (22 771 millions) ont augmenté de 1,9 % en un mois et de 42,7 % en un an. Depuis le début de 1976, la balance est déficitaire de 3 108 millions de francs (toujours en données corrigées).

Le montant de ce déficit s'inscrit « dans des limites supportables », souligne dans son commentaire, le ministre du commerce extérieur, M. Raymond Barre. Un retour à l'équilibre commercial en fin d'année n'est d'ailleurs pas exclu par les experts officiels. Si le rythme actuel de hausse des prix français se modère, la restriction est d'importance. De fait, l'inflation nuit à la compétitivité des produits nationaux sur les marchés extérieurs, notamment par rapport à l'Allemagne fédérale et aux États-Unis et renforce la concurrence en France des biens étrangers sensibles pour les achats de biens de consommation en mai.

Le retour à l'équilibre pourrait se réaliser à la suite du ralentissement de la hausse des importations d'une part, de la poursuite de la croissance des exportations de l'autre. Actuellement, si les prises de com-

mandes étrangères fléchissent, comme l'a fait récemment remarquer la Banque de France (le Monde du 17 juin), les carnets restent quant à eux bien garnis. Leur montant enregistré par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) représenterait actuellement quelque 140 milliards de francs.

Pour les cinq premiers mois de 1976, la progression des ventes a tendance à rejoindre celle des achats (respectivement + 13,6 % et + 15,8 %).

Cette prévision risque toutefois d'être trompée — en dehors du maintien d'une forte inflation — par des accidents de parcours. Il en est ainsi de la sécheresse, qui pourrait entraîner une baisse de 1,5 milliard de francs des exportations de céréales (le Monde de l'économie du 15 juin) et une montée des importations d'autres produits agricoles, comme le soja et les fourrages pour l'alimentation du bétail. Par ailleurs, déjà soumis aux tensions sur les cours alimentaires, le prix des matières premières importées par la France — dont la valeur exprimée en francs s'est accrue de 24 % depuis le début de l'année — devrait continuer de croître, la reconstruction des stocks et les anticipations à la hausse produisant leurs effets cumulés.

Ainsi, les aléas ne sont pas négligeables. Le commerce extérieur de la France se trouve, pour l'instant, dans une « zone neutre » où le meilleur comme le pire reste possible. — M. B.

Le mouvement familial ouvrier veut se transformer en syndicat du cadre de vie

La Confédération nationale des associations populaires familiales (C.N.A.P.F.), qui regroupe environ cinquante mille familles, tient à Nantes, les 19 et 20 juin, une assemblée générale extraordinaire.

L'objectif de cette assemblée est de transformer la C.N.A.P.F. en un syndicat du cadre de vie. La C.N.A.P.F., qui a acquis l'Union nationale des associations familiales, pourrait devenir la « Confédération syndicale du cadre de vie » (C.S.C.). Encore faudra-t-il convaincre la majorité (11) qui demeure attachée au mouvement familial pour que la majorité qualifiée qui est requise soit atteinte. Comme nous l'a déclaré la présidente de la fédération des A.P.F. de l'Oise, Mme G. Haroultion, les « trois rassemblements nationaux des A.P.F. en

1971, 1972 et 1973 ont été des étapes marquantes de l'évolution de l'organisation », notamment en 1972 quand la C.N.A.P.F. a condamné le système capitaliste, confirmé le caractère syndical des A.P.F. et s'est située dans la lutte des classes pour un socialisme autogestionnaire.

« C'est cette réalité qu'il faut maintenant inscrire dans les statuts », estime Mme Haroultion. Ceci n'a pu être fait, en 1975, par manque de consensus. C'est ce que nous allons tenter de réaliser », cette année. Pour cette dirigeante, « la famille ne doit pas être érigée en dogme », mais « comme un modèle de vie sensible à tout ce qui le conditionne, le logement, l'environnement, l'information, les loisirs ». Et tout en voulant « lutter sur le terrain du cadre de vie », la nouvelle C.N.A.P.F. en gestation, dont la plupart des adhérents sont des familles ouvrières, ne prétend pas constituer à elle seule le syndicalisme du cadre de vie, mais « coordonner les luttes » avec d'autres organisations.

Comme l'indique le projet de préambule des nouveaux statuts, les A.P.F. « prennent en compte les fonctions d'usage et de consommation (ont) résolu, sous (leur) contrat sur le terrain spécifique de la vie hors entreprise, d'affirmer de ce fait la nécessité d'une authentique action syndicale des usagers dans les secteurs de l'habitat, de l'enseignement, de la consommation, de l'environnement ».

(1) En novembre 1975, 29 % des voix se sont opposées à l'évolution, une grande partie des opposants portant plus sur la rapidité de l'évolution que sur sa finalité (le Monde des 10 et 17 novembre 1975).

LA THAÏLANDE ET LE CAMBODGE VONT ÉCHANGER DES AMBASSADEURS

Bangkok (A.P.F.). — La Thaïlande et le Cambodge vont prendre « des mesures positives » en vue d'échanger des ambassadeurs, a déclaré, vendredi 18 juin, M. Pichai Ruchakul, ministre thaïlandais des affaires étrangères, qui a eu les 16 et 17 juin, des entretiens avec M. Ieng Sary, vice-premier ministre khmer, chargé des affaires étrangères, à Siem Reap, en territoire cambodgien. M. Pichai, qui est le premier ministre thaïlandais à se rendre au Cambodge depuis la prise du pouvoir par les khmers rouges, a précisé que les deux pays avaient également décidé de résoudre le différend frontalier qui les oppose. Phnom-Penh, a-t-il dit, a d'autre part accepté d'examiner le problème que soulevait la libération de pêcheurs thaïlandais détenus au Cambodge, et le rétablissement d'un bureau de haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés dans la capitale khmère, afin d'encourager le retour des exilés cambodgiens dans leur pays.

L'Italie a voté dans le calme

de nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse

De nouvelles violences en Afrique du Sud

fonction dangereuse